

25X1

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

**Page Denied**

25X1

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

DE LA DEMOCRATIE POPULAIRE  
EN YOUGOSLAVIE

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

**EDVARD KARDELI**  
**VICE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT YOUGOSLAVE**

**DE LA DÉMOCRATIE POPULAIRE**  
**EN YOUGOSLAVIE**



**LE LIVRE YOUGOSLAVE**  
**1949**

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

L'Assemblée Nationale (1) a récemment adopté la loi sur les Comités Populaires qui, notablement révisée et complétée, est pratiquement une loi nouvelle. Je n'exagérerai pas en disant d'emblée que, par son profond esprit démocratique et par le travail détaillé d'organisation concrète qu'elle représente, cette Loi marque un très grand pas en avant dans le développement de l'édification de notre Etat socialiste. En tant que telle cette Loi est en même temps une sérieuse contribution à la théorie et à la pratique de l'évolution socialiste. Elle vise à donner la plus forte expression possible — en plein accord avec les principes de l'unité du pouvoir et du centralisme démocratique — à cette profonde aspiration démocratique des masses populaires vers l'auto-administration, vers leur participation directe à la gestion des affaires de l'Etat, aspiration qui a toujours caractérisé tous les mouvements véritablement populaires dans le monde, et qui doit

---

(1) Cet article, paru dans le *Komunist*, de juillet 1949, est en fait un rapport — quelque peu refondu et par places complété — présenté à l'Assemblée Nationale à l'occasion du débat sur la Loi du 28 mai 1949 sur les Comités Populaires.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

à plus forte raison caractériser le prolétariat révolutionnaire et la démocratie socialiste. Il va de soi que je n'entends pas dire par là que nous ayons donné dans cette Loi un modèle de démocratisation *nec plus ultra*, auquel il n'y ait plus rien à redire et qui ne puisse plus se perfectionner. Un pareil démocratisation n'existe pas, et lorsque un jour les conditions sociales auront suffisamment mûri pour une démocratie aussi « parfaite », ce ne sera même plus une démocratie : elle s'éteindra complètement en tant que forme d'Etat, et fera place à la libre Communauté humaine. Mais ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans une discussion sur les formes de cet avenir. Ce à quoi nous avons tendu par cette Loi, c'est à faire encore un pas de plus dans la direction ainsi indiquée, en ouvrant du même coup une perspective encore plus claire au développement et à l'approfondissement à venir des formes démocratiques dont cette Loi est l'expression parallèlement au développement de la structure intérieure économique et sociale de notre pays. C'est dans ce sens que cette Loi marque un grand pas vers l'épanouissement des conquêtes démocratiques réalisées au cours de notre Révolution populaire.

Comparée à l'ancienne Loi sur les Comités Populaires, cette Loi se distingue particulièrement :

1. Par le développement et l'approfondissement de notre démocratie populaire socialiste;
2. Par une définition plus précise des compétences des Comités Populaires dans le sens d'une application

rigoureuse des principes de l'unité du pouvoir, de l'auto-administration et du centralisme démocratique;

3. Par une plus grande souplesse des formes d'organisation dans les Comités Populaires, qui, loin d'être ligotés dans leur évolution, seront assurés de plus larges possibilités de développer le travail autonome et créateur et l'initiative des organes locaux du pouvoir, sans que soit affaibli pour autant le rôle directeur des organes supérieurs du pouvoir populaire, non plus que leur possibilité d'information et de contrôle;

4. Par une élaboration encore plus concrète du principe de l'organisation fédérative de l'Etat, fondée sur une délimitation plus rigoureuse des attributions des divers organes du pouvoir d'Etat;

5. Par le dégagement d'une perspective beaucoup plus claire sur l'évolution ultérieure des Comités Populaires comme fondements politiques et organiques de notre système d'Etat et de notre démocratie socialiste, et cela d'abord et avant tout moyennant l'association sans cesse plus directe et sans cesse plus large des masses au fonctionnement du mécanisme de gestion de l'Etat.

Pour éclairer tout cela, je m'arrêterai d'abord quelque peu à un certain nombre de questions de principe relatives à l'évolution de la démocratie populaire, après quoi je passerai aux problèmes concrets que posent le développement et la consolidation de nos Comités Populaires.

1

**A PROPOS DES DEFINITIONS  
DE LA DEMOCRATIE POPULAIRE**

Je voudrais tout d'abord souligner quelques caractéristiques fondamentales des Comités Populaires, telles qu'elles ressortent de l'histoire de leur développement, car ce sont ces caractéristiques qui ont marqué de leur empreinte tout le système de la démocratie populaire.

1. Nos Comités Populaires se sont formés comme organes de lutte du peuple contre les occupants, contre leurs auxiliaires et contre les traîtres de toutes sortes, abondamment suscités par la bourgeoisie et par ses officines politiques, au cours de la Guerre de Libération Nationale. En territoire libéré, ils se sont en tant que tels transformés, immédiatement et sans transition, en organes du pouvoir, ou bien ils se sont d'emblée constitués avec cette double fonction. L'ancien appareil du pouvoir était complètement démoli.

aussi bien comme système d'organisation que dans l'effectif de ses fonctionnaires.

2. Le rôle de direction dans les Comités Populaires est incombé, dès le début, principalement à la classe ouvrière, qui créa par leur intermédiaire une solide alliance avec les masses des autres travailleurs. Cela ne signifie certes pas que ce rôle fût dès l'abord affirmé et assuré dans chaque Comité Populaire pris à part. Non, et même aujourd'hui encore nous ne pouvons pas dire que toute l'influence ennemie soit entièrement liquidée dans tous les Comités Populaires. Mais chaque Comité Populaire se trouvait intégré dans un tel système de pouvoir populaire unique que l'influence ennemie s'exerçant dans tel ou tel Comité Populaire ne pouvait avoir d'action essentielle, ni sur le caractère du pouvoir pris comme un tout, ni sur son activité. En outre, nous avions cette arme politique sans pareille qu'est notre Front Populaire, dont la force motrice de base était l'alliance des ouvriers et des autres travailleurs sous la direction du Parti Communiste. Cette alliance allait, grâce au Front Populaire, en s'affermissant sans cesse, et avec elle le rôle directeur de la classe ouvrière et du Parti Communiste. Le Front populaire est devenu le principal point d'appui politique de masses des Comités Populaires. Bien plus, on sait qu'en fait, au début, les organes du Front Populaire étaient en même temps les organes du pouvoir populaire. Il est tout à fait clair que dans de telles conditions les Comités Popu-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

lares devaient immédiatement et sans transition se développer en organes de combat de la Révolution populaire, car il n'était même pas pensable que les masses laborieuses, ayant commencé à prendre la direction de l'Etat, pussent se contenter d'un simple retour à l'ancien état de choses.

Etant donné que notre Révolution a commencé à se développer dans les conditions créées par la Guerre de Libération Nationale, elle a eu dans sa première phase une forme démocratique-populaire; mais du fait des forces de classes qu'elle a mises en jeu, et du rapport interne de ces forces, elle ne pouvait être en fait qu'une révolution socialiste. Il n'importe pas essentiellement qu'au cours de la Guerre de Libération Nationale elle ait eu à résoudre — outre les questions du pouvoir en tant que tel — des problèmes qui ne ressortissent pour la plupart qu'à la démocratie en général, et que ce ne soit que dans la phase finale de la guerre, et immédiatement après elle, qu'elle ait commencé à résoudre aussi, et sur une large échelle, les problèmes d'une révolution socialiste. Ce qui est fondamental en l'occurrence, c'est le caractère du pouvoir et les rapports internes des forces motrices de la révolution, et non pas le rythme même des changements révolutionnaires, lequel dépend des conditions objectives et des ressources tactiques de la force directrice de la révolution. C'est pourquoi nous disons à bon droit que notre Révolution populaire est une forme spécifique de révolution socialiste, qui est née et a commencé son déve-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

loppement dans les conditions d'une Guerre de Libération Nationale à la tête de laquelle se trouvait la classe ouvrière avec son avant-garde le Parti Communiste.

3. Les Comités Populaires sont devenus la base politique du système du pouvoir populaire comme la base de son organisation, ils ont donné à ce pouvoir son nom, le nom de démocratie populaire. C'est des Comités Populaires que sont progressivement issus les organes supérieurs de direction de l'Etat — organes de département, organes de République, organes de la Fédération. Lorsque dans les années 1942-1943, de ces Comités populaires est né l'AVNOJ (Conseil Antifasciste de la Libération Nationale de Yougoslavie), l'assemblée populaire révolutionnaire, le Comité Populaire Suprême avec son appareil exécutif, les Comités Populaires, comme Staline le dit du pouvoir des Soviets, se sont constitués en un système unifié de pouvoir populaire, en un Etat de démocratie populaire. Cela signifie que dès ses premiers débuts notre démocratie populaire se distinguait radicalement du système de la démocratie parlementaire, avec lequel certains pseudo-théoriciens de l'Union Soviétique et des pays de démocratie populaire ont essayé et essaient encore d'identifier la démocratie populaire. Quiconque a si peu que ce soit étudié la forme et le contenu de nos Comités Populaires et de tout le système de notre pouvoir populaire, doit constater à l'évidence et du premier coup d'œil qu'il s'agit là d'un système

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

différent dans son principe même de la démocratie parlementaire bourgeoise, et cela par son contenu aussi bien que par sa forme; qu'il s'agit là, dans le principe même, d'une forme de démocratie socialiste du type de la Commune de Paris ou du pouvoir des Soviets, avec, bien entendu, un certain nombre de traits particuliers, mais qui n'altèrent rien des principes fondamentaux de sa structure.

Tous ces faits étant pris en considération — et avant tout le fait historique que la démocratie populaire, en tant que phénomène nouveau apparu au cours de la Deuxième Guerre Mondiale, a reçu son nom au cours de notre Révolution populaire, d'après notre pouvoir populaire, d'après nos Comités Populaires — on se rend clairement compte de la confusion qui règne dans les cerveaux de ces « théoriciens » qui, depuis plusieurs années déjà, s'efforcent de démontrer que la démocratie populaire est dans l'évolution sociale quelque chose de nouveau *en principe*, une espèce d'antichambre, de type démocratico-bourgeois, avant l'étape suivante, à savoir la dictature du prolétariat. Cette confusion révisionniste a trouvé une expression particulièrement frappante dans un article du communiste italien Eugenio Reale, qui a ainsi formulé la mission de la démocratie populaire :

« Les nouvelles démocraties populaires sont comme une sorte de pont jeté entre deux époques. » (2)

(2) *Emancipata*, Rome, mai 1947, p. 120.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Pour qu'on comprenne bien à quelles époques pense Eugenio Reale, je dois ajouter la citation suivante, extraite du même article :

« Dans le conflit du monde moderne entre l'ordre capitaliste et l'ordre socialiste, peut-il apparaître, à un certain degré d'évolution, une troisième forme qui n'ait ni les caractéristiques du premier ni celles du second, mais qui constitue historiquement une expression en soi, une solution spéciale, un fait clairement défini et individualisé ? A ces questions, que se posent beaucoup d'écrivains et d'hommes politiques et qui intéressent des cercles scientifiques de plus en plus larges, nous sentons que nous pouvons répondre qu'une telle éventualité n'est pas seulement possible, mais presque naturelle, pourvu seulement qu'on soit conscient du caractère inévitable du devenir historique; elle n'est pas seulement possible, mais logique, pourvu seulement qu'on saisisse le sens du progrès, dans lequel rien ne peut se stéréotyper dans des formules fixées d'avance et immuables. » (3)

Nous voici donc informés qu'entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat il y a encore une troisième chose, — une « expression en soi », une « solution spéciale », un « fait clairement

---

(3) Ibid., p. 118.

défini et individualisé », à savoir un système social qui n'a ni les caractéristiques du capitalisme, ni celles du socialisme, bref, quelque chose qui tient de la chèvre et du chou.

Il va de soi qu'on ne peut pas, du capitalisme, sauter tout droit au socialisme achevé, et qu'il faut une transition. Mais les thèses du marxisme-léninisme concernant la période de transition sont parfaitement nettes et sans ambiguïté, et il n'y a pas jusqu'à présent le moindre fait objectif qui pût les faire révoquer en doute. Marx, notamment, enseigne qu'entre le capitalisme et le socialisme s'étend une période de transition qui porte encore l'empreinte de l'ancien ordre social, mais dans laquelle en même temps germent, et se développent, et se renforcent de plus en plus, les éléments d'une nouvelle société socialiste, jusqu'à ce qu'ils remportent la victoire totale sur les éléments du capitalisme. Cette période de transition ne peut pas être autre chose qu'une forme quelconque de dictature du prolétariat, qui utilise la machine de l'Etat, en tant que reste de la société de classe, pour étouffer la résistance des restes du capitalisme et pour édifier une société socialiste. On conçoit bien que l'ordre qui caractérise cette période n'est plus le capitalisme, mais que ce n'est pas encore non plus le socialisme achevé, puisqu'il y a en lui des éléments de l'un et de l'autre. Mais l'Etat ainsi constitué pour la période de transition est tout de même un Etat du type socialiste — encore que non développé — aussi bien par le caractère du pouvoir

que par le fait qu'il sert directement à l'anéantissement du capitalisme et à la construction du socialisme.

Je ne puis que rappeler ici la formule classique et bien connue de Karl Marx sur cette question :

« Entre la société capitaliste et la société communiste s'étend une période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. A cette période correspond aussi une période de transition politique, et l'Etat de cette période ne peut rien être d'autre que la *dictature révolutionnaire du prolétariat*. » (4)

Ainsi, d'après Marx, la dictature du prolétariat est la « période de transition politique » où s'accomplit la « transformation révolutionnaire » de la société capitaliste en société communiste. Et c'est précisément là l'essence de la démocratie populaire contemporaine dans les pays de l'Europe orientale.

Il en découle que la démocratie populaire n'a rien d'un « pont » entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat, mais ne peut être que le nom de toute une série de formes spécifiques de la période de transition au socialisme, de la période de transition dont le contenu est précisément la dictature du prolétariat, et non pas quelque « troisième »

(4) K. Marx, *Critique du Programme de Gotha*... p. 36.

chose. Ce qui caractérise cette période de transition, c'est la lutte acharnée entre les éléments socialistes, de plus en plus nombreux et ascendants, et les éléments capitalistes constamment refoulés et en voie de disparition, jusqu'à la liquidation de ces derniers. Il est évident qu'il n'y a pas là de « troisièmes caractéristiques ». Elles n'ont pu être imaginées que par la peur opportuniste et philistine devant la lutte et les difficultés de la période de transition, avec l'appui d'un dogmatisme académique incapable de comprendre l'essence des formes concrètes du développement révolutionnaire, parce qu'elles ne concordent pas avec des schémas et des recettes faites à l'avance.

Je n'aurais pas cité Reale si ce n'était là que sa conception. Si j'ai cité ce passage de lui, c'est parce qu'il reflète de la façon la plus palpable l'influence des positions qui se manifestent -- depuis la fin de la guerre et jusqu'aujourd'hui -- chez beaucoup d'hommes influents dans le mouvement communiste, aussi bien en U.R.S.S. et dans les pays de démocratie populaire que dans le monde capitaliste.

En septembre 1947, par exemple, Eugène Varga écrivait ce qui suit :

« La structure sociale de ces Etats (il s'agit des Etats de démocratie populaire. - E.K.) diffère de la structure de tous ceux que nous avons connus jusqu'à présent; c'est une chose entièrement nouvelle dans l'histoire de l'humanité. Ce

n'est pas la dictature de la bourgeoisie, mais ce n'est pas non plus la dictature du prolétariat. Le vieil appareil d'Etat n'est pas brisé, comme ce fut le cas en U.R.S.S., mais il se renouvelle par la constante absorption de partisans du nouveau régime. Ce ne sont pas des Etats capitalistes au sens habituel de ce mot. Cependant, ce ne sont pas non plus des Etats socialistes. Leur évolution vers le socialisme se base sur la nationalisation des principaux moyens de production et sur le caractère même de ces Etats. » (5)

Donc, pour Varga aussi, la démocratie populaire n'est ni chair ni poisson ! Pourtant une perspective de développement socialiste existe selon Varga dans la démocratie populaire : seulement, le garant n'en est pas le prolétariat, c'est-à-dire son pouvoir, mais quelque chose d'inconnu, de « troisième », qui se trouve dans « le caractère même de l'Etat ». Mais en quoi, justement, consiste ce caractère, — cela reste une totale inconnue.

Un compatriote d'Eugène Varga et membre du Comité Central du Parti communiste hongrois, Martin Horvat, a tout de même voulu concrétiser davantage la chose. Prenant à partie ces ennemis qui, selon lui, « confondent » démocratie populaire et socialisme, il écrit :

---

(5) *Démocratie Nouvelle*, Paris, septembre 1946.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

« Leur argumentation se résume ainsi : qui est contre le socialisme, s'oppose à la démocratie populaire et est un partisan de la démocratie bourgeoise. Cela, tout d'abord, au point de vue théorique, ne tient pas. Etant donné que la démocratie populaire ne détruit pas la propriété privée des moyens de production, elle peut être simplement considérée comme la forme la plus progressive de la démocratie bourgeoise (ou, plus exactement encore, comme sa seule forme progressive). » (6)

Ainsi, la chose est claire. La démocratie populaire est une forme de la démocratie bourgeoise, et par-dessus le marché la seule progressive !

Cependant, après une prise de position aussi « claire », voici venir le plus bavard et en même temps le plus confus des tribuns de la « ligne Kominform », Mathias Rakosi, qui élucubre le galimatias que voici :

« Enfin, il nous faut dire quelques mots de la manière et du point où l'instauration de la démocratie populaire hongroise conflue avec la route qui va au socialisme. Dans les vingt-cinq dernières années les partis communistes du monde ont appris qu'il existe plusieurs routes qui mènent au socialisme, et par conséquent nous ne pou-

---

(6) *Tarsaldami Szemle*, octobre 1946, p. 694.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

vons pas édifier le socialisme tant que nous n'aurons pas construit notre route, en tenant compte des conditions spécifiques du pays. Nous avons appris cela, et si nous consolidons la démocratie hongroise, ce n'est pas pour des raisons tactiques que nous le faisons, ni pour atteindre quelque but secret, mais en vertu d'une profonde conviction communiste, et nous ferons du mieux que nous pourrons pour introduire dans les cadres de cette démocratie le plus possible de contenu socialiste. Cela hâtera la marche en avant qui conduit l'humanité vers le socialisme. Nous savons aussi que — bien que le socialisme applique toute une masse d'expérience internationale — notre socialisme ne peut survenir que comme le résultat du développement de l'histoire hongroise et des forces économiques, politiques et sociales hongroises. Ce sera un socialisme né sur sol hongrois et adapté aux conditions hongroises. » (7)

D'après Rakosi donc, la démocratie populaire et la route du socialisme doivent se rencontrer quelque part. On reste, il est vrai, tout à fait dans le noir quant à la définition de la démocratie populaire, mais, tout de même, il est clair qu'elle doit quelque part confluer avec la route vers le socialisme. Par conséquent, Rakosi dément ce qu'a dit Horvat, à savoir

(7) Extrait du discours de Mathias Rakosi au III<sup>e</sup> Congrès du Parti des Travailleurs Hongrois.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

que la démocratie populaire et le socialisme n'ont rien de commun, et déclare au contraire que les communistes hongrois désirent la démocratie populaire avec le plus possible de contenu socialiste.

Après Rakosi, au même Congrès du Parti hongrois des Travailleurs, Jozsef Revai a expliqué comme suit ce que signifie, justement, la route vers le socialisme par la démocratie populaire :

« Cette marche en avant vers le socialisme est sans aucun doute plus lente que notre marche en avant de l'année 1919, mais, camarades, au gré des intellectuels, de la paysannerie, des petites gens, c'est-à-dire au gré de tout le peuple travailleur, nous irons volontiers plus lentement, mais moins douloureusement vers le socialisme, plutôt que d'aller plus vite au prix d'une sanglante guerre civile. »

Ainsi, les communistes hongrois se sont décidés pour la démocratie populaire parce que le chemin de la démocratie populaire vers le socialisme est, d'après Revai, plus lent qu'un autre chemin, et parce que les communistes hongrois, dans « l'intérêt du peuple travailleur », aiment mieux aller moins vite mais sans douleur que vite et avec douleur comme ils le firent en 1919. Revai, il est vrai, s'abstient de nous dire à qui, en somme, cette « vitesse » causait alors de la douleur. Mais voici qu'incontinent il adresse à ses ennemis les menaces suivantes :

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

« Si nos adversaires réussissent à retenir ou à entraver le développement de la démocratie populaire, alors il ne pourra plus guère être question de cette marche sans douleur vers le socialisme. »

Donc, les communistes hongrois vont vers le socialisme par la route de la démocratie populaire afin d'aller lentement mais sans douleur, et cela par magnanime égard pour le peuple travailleur. Mais en même temps ils font savoir que si l'ennemi veut les arrêter sur cette route, ils iront vite et avec douleur, c'est-à-dire par quelque autre route, par une route plus rapide, sans doute par celle qu'ils prirent en 1919, quand la révolution hongroise se termina, comme on le sait, par un désastre, ce qui ne permet guère de dire que cette route fut plus rapide que celle d'aujourd'hui ! Quant à nous, communistes et travailleurs de Yougoslavie, il faut croire que nous sommes quelque peu différents, car si nous avions à choisir entre une route plus lente et une plus rapide, nous ne manquerions pas de choisir la plus rapide, dût-elle être plus douloureuse pour tel ou tel. Cependant, nous allons à peu près juste comme il faut aller, c'est-à-dire aussi rapidement que nous le permettent et que l'exigent les facteurs objectifs de l'évolution socialiste. Il va de soi que les facteurs subjectifs jouent eux aussi un grand rôle, mais leur valeur se manifeste justement dans leur capacité de trouver, pour le développement du socialisme, le rythme qui concorde avec les conditions objectives. S'ils vont trop lentement, ils

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

seront brisés. S'ils vont trop vite, il en sera de même. Mais, voyez-vous, les communistes hongrois, eux, sont en meilleure posture : ils peuvent choisir ou d'aller lentement, ou d'aller plus vite. En braves et paisibles gens, ils ont décidé d'aller plutôt tout doucement.

Mais après tout cela, il reste encore à se demander: qu'est-ce, au juste, que la démocratie populaire hongroise ? Pour que la réponse soit plus claire, je ne puis mieux faire que de donner encore une citation hongroise, et de la prendre encore dans un article du « plus savant » des « théoriciens » hongrois, Jozsef Revai, qui dit :

« L'essence du pouvoir d'Etat de la démocratie populaire est le partage du pouvoir entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse. » (8)

Il est évident qu'une pareille formule n'est rien d'autre qu'une vaine jonglerie scolastique avec les mots et les idées. Mais elle prend son sens pratique quand on lit les phrases suivantes, qui suivent de peu, dans le même article, la formule citée :

« Pour que nous allions au socialisme par la route de la démocratie populaire, il faut que notre pouvoir d'Etat soit *de plus en plus unifié* (souligné par E.K.)... L'organisation actuelle de l'Etat

---

(8) *Bulletin d'Information* du Parti Hongrois des Travailleurs, Budapest 1948, n° 8, p. 14 (en russe).

est allé loin en avant dans la recherche de l'unité. Et pourtant l'organisation actuelle, le pouvoir d'Etat actuel n'est pas un pouvoir d'Etat un et homogène, en ce sens que *tout le pouvoir d'Etat ne se trouve pas aux mains d'une seule classe* (souligné par E.K.). (9)

En d'autres termes, Revai veut la « pure » domination d'une seule classe, c'est-à-dire de la classe ouvrière, et puisque le système hongrois actuel, toujours d'après Revai, consiste dans le « partage du pouvoir » entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse, il s'ensuit qu'il faut au plus vite écarter la paysannerie laborieuse de la participation au pouvoir. Voilà jusqu'à quelles sottises sont capables de s'égarer de prétendus théoriciens demi-savants, avec leur manière scolastique de penser et cette méthode de travail typiquement et radicalement idéaliste qui consiste à se fonder non pas sur les faits objectifs, mais sur une chrestomathie de citations ramassées de bric et de broc.

C'est de cette manière de travailler qu'Engels écrit :

« La méthode matérialiste se transforme en son contraire quand on s'en sert non comme fil conducteur dans la recherche historique, mais comme patron tout fait sur lequel on prétend tailler et retailer les faits historiques... » (10)

(9) Ibid., p. 14-15.

(10) Fr. Engels : « Réponse à M. Paul Ernst »...

Revai, visiblement, souhaiterait qu'il y eût en Hongrie une sorte de « pure dictature du prolétariat », exempte de toute participation des autres travailleurs au pouvoir. Mais une dictature du prolétariat de cette sorte-là ne serait possible que comme transition au socialisme à partir d'une « société capitaliste idéalement pure » et qui n'existe nulle part, à savoir dans laquelle il n'y aurait que les capitalistes et la classe ouvrière. Vu qu'une pareille société n'existe pas, il n'y a ni dictature bourgeoise « idéalement pure », ni dictature prolétarienne idéalement pure. On sait que Lénine a défini la dictature du prolétariat comme une alliance spécifique de la classe ouvrière avec les autres couches de travailleurs, en premier lieu avec la paysannerie laborieuse. Une pareille alliance peut-elle exister sans que les autres masses laborieuses participent au pouvoir à côté de la classe ouvrière ? Il tombe sous le sens que non. Mais ce qui est nécessaire et indispensable pour qu'un pareil pouvoir ait quand même le caractère essentiel d'une dictature du prolétariat, c'est que la classe ouvrière y joue indiscutablement le rôle de direction qui garantit que la paysannerie laborieuse participera à ce pouvoir véritablement en tant que masse travailleuse, dont les intérêts concordent avec ceux de la classe ouvrière. C'est le paysan *travailleur* et non le paysan *spéculateur* qui est l'allié des ouvriers. Quant au paysan spéculateur, ce pouvoir lutte contre lui, et c'est pour cela qu'il est une dictature du prolétariat. *Le sûr établissement du rôle directeur de la classe ouvrière, s'exprimant tout*

*d'abord par le rôle de direction de son avant-garde révolutionnaire, le Parti communiste, dans les organes et l'appareil du pouvoir, — c'est cela, c'est ce saut de la quantité à la qualité qui à l'époque actuelle fait essentiellement d'un pouvoir une dictature du prolétariat, quelle que soit sa forme, quelle que soit la quantité plus ou moins grande de vestiges du passé qu'il comporte, quel que soit le degré et quelle que soit la forme de la participation au pouvoir des autres travailleurs. Il est évident qu'à l'heure actuelle et dans de telles conditions, parler de « partage du pouvoir » entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse, c'est, théoriquement parlant, sottise et schématisme idéaliste, et c'est pratiquement saper, sans profit pour personne, l'alliance des ouvriers, des paysans laborieux et de tous les travailleurs.*

Ce genre de « théories » est typiquement celui de ces « théoriciens » demi-savants, mais d'autant plus prétentieux, qui ont pour « règle » de faire servir leur savoir théorique non pas à mieux s'orienter dans l'action sociale pratique, mais à démontrer leur « science » de la doctrine. Elle se ramène en réalité, leur science, à un ramassis de citations et de définitions qui ont acquis dans leur tête la valeur de dogmes intangibles et figés. C'est ce qui se passe dans le cas présent. Au lieu de se féliciter de ce qu'aujourd'hui l'humanité dans sa lutte pour le socialisme, prolétariat en tête, donne un bien plus large écho aux idées et à la pratique du socialisme qu'elle ne le faisait

au temps de la Révolution d'Octobre. Revai accueille cet élargissement comme un mal nécessaire mais passager, qu'il faut subir pour le moment, mais pour s'en débarrasser au plus vite. Il est bien incapable de comprendre les choses autrement, car dans sa tête de demi-savant la pratique n'est pas d'accord avec la théorie, en sorte qu'il est obligatoirement nécessaire de l'introduire à force dans le « moule théorique ».

Il voit bien lui-même la sottise et la nocivité de sa théorie, et c'est pourquoi un peu plus loin, dans le même article, il donne à la paysannerie l'assurance que les communistes hongrois « n'aspirent pas à un monopole » du pouvoir, en quoi il est patent qu'il entre en contradiction avec sa théorie principale. Mais cette théorie « principale », il ne la renie pas pour autant. Tout juste quelques mois plus tard — après la leçon que lui auront infligée les professeurs de Moscou — il fera, au nom de tous les « théoriciens » hongrois, son autocritique, et « redressera » sa position, mais d'une façon très « originale », sur laquelle je reviendrai plus loin.

Je pense en avoir dit assez pour montrer quel galimatias les communistes hongrois ont fait de la notion de démocratie populaire. Il n'en ressort clairement qu'une chose, c'est que pour les communistes hongrois, jusqu'au commencement de cette année, la démocratie populaire était certes une période de transition, mais une période de transition *qui n'est pas* la dictature du prolétariat, vers une autre période de transition *qui est* la dictature du prolétariat. Mais

qu'est celle qui ne l'est pas ? D'après l'interprétation de Jozsef Revai, ce serait « le partage du pouvoir entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse ». Mais les deux périodes construisent le socialisme : l'une plus lentement et sans douleur, et l'autre plus vite et avec douleur. Voilà, sans aucun doute, une originale « découverte » !

Ce n'est point un hasard que des théories aussi manifestement antimarxistes se soient développées précisément dans des partis communistes tels que le parti hongrois. Le parti hongrois n'a pas subi l'épreuve du feu d'une pratique révolutionnaire qui l'aurait débarrassé de tout dogmatisme professoral et de tout schématisme idéologique. Les recettes toutes faites et les schémas ont pris chez lui la place de l'initiative révolutionnaire vivante.

Mais il reste que rien n'est plus ridicule et dangereux que ces absurdes essais de faire entrer toute l'inépuisable multiplicité d'aspects du développement social du capitalisme vers le socialisme dans un codex de recettes *ne varietur*, et d'ériger ces recettes, et précisément celles-là, en lois du devenir social. Le marxisme-léninisme nous a mis en mains les moyens de connaître les lois objectives de l'évolution sociale et de diriger consciemment cette évolution, — mais cela seulement tant que nous restons sur la base de ces lois objectives et dans les limites où nous sommes réellement en état de les connaître par des moyens scientifiques. Dès que nous transgressons ces limites,

dès que nous tentons de substituer à ces lois je ne sais quels échafaudages dogmatiques qui font violence à la réalité objective — nous passons aux positions de l'idéalisme et nous commençons à freiner l'évolution. C'est ce qui arrive aux « théoriciens » hongrois, et aussi bien à quiconque embrouille et confond les lois objectives et les dogmes.

Qu'on me permette encore quelques citations qui montrent qu'une pareille attitude n'est point spécialité hongroise. Voici ce qu'écrit de la démocratie populaire Georges Dimitrov :

« La Bulgarie ne sera pas une République soviétique, mais elle sera une République populaire, dans laquelle le rôle dirigeant sera joué par l'énorme majorité du peuple — les ouvriers, les paysans, les artisans et les intellectuels du peuple ! Il n'y aura en elle aucune dictature... » (11)

Ainsi, là aussi, la démocratie populaire est posée comme quelque chose de différent en principe du pouvoir des Soviets, quelque chose qui n'est pas la dictature du prolétariat, ni aussi bien quelque autre forme de dictature que ce soit. « Notre peuple est pour une république parlementaire qui ne sera pas une république ploutocratique », dit Georges Dimitrov dans le même discours. C'est-à-dire que la démocratie

---

(11) G. Dimitrov, « Discours, articles et déclarations », traduction serbo-croate, Belgrade 1947, p. 318.

populaire n'est ni une dictature bourgeoise ni une dictature prolétarienne, ni une démocratie bourgeoise ni une démocratie soviétique, mais une république parlementaire où la majorité est détenue par les travailleurs. Il est évident que Georges Dimitrov n'a nullement éclairé par là le contenu social et historique de la démocratie populaire.

Prenons encore cette déclaration de Boleslaw Bierut, en juin 1946, à Cracovie :

« L'essence du nouvel ordre social et économique réside dans la *concordance spécifique de deux facteurs* (souligné par E.K.) : d'une part le rôle dirigeant de l'Etat, qui dispose de vastes moyens de production et dirige son activité en fonction des intérêts de l'ensemble de la nation; et d'autre part l'esprit d'entreprise, l'énergie, la libre initiative de la masse des producteurs indépendants dans l'agriculture et l'artisanat, ainsi que dans les petites et moyennes manufactures et entreprises fondées sur le travail salarié. Ce système spécifique ne s'appuie sur aucun modèle et ne constitue pas une imitation. Il n'est semblable ni à l'ordre économique socialiste des Soviétiques, ni à la forme économique classique des pays occidentaux. Cependant, c'est ce système qui répond le mieux à la structure sociale qui s'est constituée chez nous par suite des changements provoqués par la guerre. »

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

dans un article d'un certain Poukhlov, citoyen soviétique, qui en son temps, dans l'article en question, présentait cette déclaration comme le summum de la sagesse polonaise. Ce nom, pour quelques uns d'entre vous, n'est peut-être pas inconnu : c'est ce même Poukhlov qui depuis quelque temps, dans le journal de Youdine « Pour une paix durable, pour la démocratie populaire », fait pleuvoir le soufre et la poix sur notre Parti parce que celui-ci, d'après Poukhlov, défend la théorie de la paisible intégration d'éléments capitalistes dans le socialisme. Il faudra vraiment que l'histoire de la culture physique enregistre les encouragements que le Kominform a su donner à l'exécution massive des plus inimaginables, des plus fantastiques et des plus comiques performances en matière de saut périlleux !

Mais il faut souligner que cette dénaturation des faits et des idées n'est pas seulement le propre des pays de démocratie populaire, mais aussi de savants professeurs soviétiques. Très rares sont à vrai dire ceux d'entre eux qui se sont aventurés dans l'analyse des nouveaux phénomènes révolutionnaires apparus au cours et au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale; mais parmi ceux qui l'ont tout de même tenté, la plupart ont donné la preuve de conceptions radicalement chaotiques. Je vais illustrer ce fait par quelques citations.

Le cas d'Eugène Varga est déjà connu, et je ne reviendrai pas sur ses déclarations. Mais on aurait

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

D'après cette déclaration, toute pleine de délicatesse à l'égard du capitalisme et de son ordre « classique », la démocratie populaire prend l'allure d'une espèce de système particulier, dont la caractéristique est la « concordance spécifique » de l'état démocratique populaire et de son secteur économique propre, à savoir le secteur socialiste, avec les secteurs du capitalisme et de la petite production dans l'économie. Ce système, nous dit Boleslaw Bierut, n'est semblable ni au socialisme ni au capitalisme : il est quelque chose de « troisième ». Nous, jusqu'à présent, nous avons toujours conçu la période de transition comme une période spécifique de conflit et de lutte à mort entre les éléments grandissants du socialisme et les restes du capitalisme. La période de transition polonaise est, tout au contraire, une période de « concordance spécifique » entre ces éléments, en d'autres termes une période de paisible insertion du socialisme dans le capitalisme. Nous, nous n'avons jamais rien dit de pareil : et pourtant c'est justement à nous, et non à Boleslaw Bierut, que la fameuse Résolution du Kominform reproche ce péché mortel. En revanche, le secrétaire du Comité Central du Parti Communiste Polonais n'en est pas moins aujourd'hui, comme on le sait, le champion kominformiste de la « vraie » ligne marxiste-léniniste d'évolution du socialisme dans les pays de démocratie populaire : on n'a pas même exigé de lui la récitation du Confiteor.

Je mentionnerai encore, à titre de curiosité, que la citation de Bierut que je viens de faire, je l'ai prise

tout à fait tort de penser que sa manière de penser ait été isolée. Loin de là. On peut accorder que la majorité des autres théoriciens soviétiques a été moins courageuse et par suite moins claire dans ses formules: mais sur le fond les idées ne diffèrent guère.

Voici quelques pensées de l'académicien I.P. Traïnine, de 1947 :

« Dans les conditions de la révolution démocratique qui a établi la démocratie de type spécial, le mouvement ne va pas vers le développement de la propriété privée. Alors même que ses principes demeurent, ils ne reçoivent pas de nouvelle extension. Dans lesdites conditions, il n'y a pas de règne du capital financier, des monopoles et des trusts. Le but des institutions démocratiques est l'élévation du niveau économique et culturel du pays et du peuple, ce qui n'est pas possible sans une large activité politique des plus larges masses populaires .. » (12)

Et plus loin :

« Ainsi, quelle est la nature sociale de la démocratie de type spécial ?

« Elle n'est évidemment pas une démocratie prolétarienne (socialiste). La démocratie prolétarienne est identique à la dictature du prolétariat,

(12) *L'Etat et le droit soviétique*, n° 1, Moscou 1947, p. 8.

qui ne partage pas le pouvoir avec d'autres classes... » (13)

Donc ce n'est pas une démocratie prolétarienne parce que ce n'est pas la dictature du prolétariat, ce n'est pas la dictature du prolétariat parce qu'il y partage le pouvoir avec quelqu'un d'autre, et puisque ce n'est pas la dictature du prolétariat, cela n'a rien non plus du socialisme, sauf que la propriété privée ne continue pas de s'y développer.

Plus loin :

« L'hégémonie du prolétariat s'exprime en ceci que le prolétariat, représenté par son avant-garde, le parti communiste, s'efforce à ce que ces problèmes ne se résolvent pas par le renforcement du capitalisme, mais par l'enracinement graduel des principes de la démocratie effective, qui correspondent aux intérêts de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, c'est-à-dire de l'énorme majorité du peuple. L'hégémonie du prolétariat a déjà abouti à ce que dans l'organisation de l'économie et dans sa gestion soit prise la direction qui découle de la démocratie effective. » (14)

Et enfin :

« La démocratie de type spécial correspond aux nouveaux rapports de production qui sont en for-

(13) Ibid., p. 12.

(14) Ibid., p. 15.

mation, et qui ne sont pas capitalistes comme dans les pays d'ancienne démocratie, mais qui ne sont pas non plus socialistes. Par leur édification, qui découle du développement historique particulier des divers pays, les démocraties de type spécial montrent un nouveau type historique de développement non seulement politique, mais aussi économique, qui diffère fortement de l'habituel développement économique bourgeois. » (15).

Et le professeur A. Léontiev, comme s'il avait oublié que Marx et Engels voyaient, par exemple, dans la république démocratique parlementaire, une forme possible de la dictature du prolétariat, écrit en 1947 ce qui suit :

« Une pareille forme — (il s'agit de la démocratie populaire. — E. K.) — n'a été prévue et ne pouvait être prévue ni par Marx ni par Lénine, car elle est issue de *circonstances historiques absolument spécifiques, de conditions particulières qui ne pouvaient pas être prévues à l'avance.* » (Le tout souligné par E. K. (16)).

En fait, Marx et Lénine ont prévu, et bien prévu, de telles formes de période de transition, mais A. Léontiev n'a pas compris de quoi il s'agit précisément ici, et lui aussi, comme les autres, va chercher dans la

(15) Ibid., n° 3, 1947, p. 3.

(16) *L'Economie planifiée*, n° 4, Moscou 1947, p. 69.

démocratie populaire on ne sait quelle « troisième »  
forme.

Prenez encore ces pensées de M. Mitine en 1947 :

« Dans ces pays sont apparues des formes de  
démocratie nouvelles et supérieures en comparai-  
son avec la vieille démocratie bourgeoise parle-  
mentaire. Dans ces pays nous voyons un élargis-  
sment et un développement de la démocratie  
tels, qu'ils signifient réellement l'intégration des  
ouvriers et des paysans dans la direction de  
l'Etat, et qu'ils rendent effectivement les biens  
de la démocratie accessibles aux larges masses  
du peuple. De la sorte sont nées de nouvelles  
formes de l'organisation de l'Etat qui constituent  
un très grand pas en avant par comparaison avec  
les Etats de démocratie bourgeoise, et qui ouvrent  
la possibilité d'un nouveau mouvement en avant  
de ces pays au point de vue économique et poli-  
tique. » (17).

Par conséquent, la démocratie populaire est « un  
grand pas en avant » par comparaison avec la démoc-  
ratie bourgeoise ordinaire, un pas qui ouvre « la  
possibilité d'un nouveau mouvement en avant ».  
Quant au fait qu'il y a eu changement de pouvoir --  
pas un mot.

(17) *Le Bolchevik*, n° 8, Moscou 1947, p. 38.

En 1948 encore, le Dr Lévine écrit en examinant la Constitution roumaine :

« Il est naturel qu'on ne doit le considérer (il s'agit de l'Etat de démocratie populaire. --- E. K.) ni avec les critères du démocratisme « ordinaire », « généralement reconnu », c'est-à-dire du parlementarisme bourgeois avec sa formule « séparation des pouvoirs », son chef d'Etat irresponsable, son pouvoir exécutif indépendant, etc..., ni avec les critères du démocratisme socialiste évolué propre à un Etat socialiste. Il faut partir de ce fait que la Roumanie constitue un Etat de type spécial, qui va son chemin propre et particulier vers le socialisme. » (18).

En d'autres termes, les Etats actuels de démocratie populaire ne sont pas par essence un type d'Etat socialiste tel que l'était l'Union Soviétique après Octobre, mais un type particulier, un troisième type d'Etat qui, cependant, mène quand même au socialisme. La confusion est, on le voit, complète.

Je pourrais multiplier à l'infini les citations de ce genre, mais cela me prendrait trop de place. En bref, la discussion professorale ouverte en U.R.S.S. a abouti, dans la première phase, à établir simplement, que la démocratie populaire n'est pas l'habi-

---

(18) *L'Etat et le droit soviétiques*, n° 6, 1948, p. 58.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

tuelle démocratie bourgeoise ; mais en même temps elle a « démontré » que ce n'est pas non plus une démocratie socialiste. La grosse découverte que voilà, en vérité ! Comme si l'on pouvait passer d'un saut, et en une nuit, du capitalisme au socialisme, sans la moindre période de transition de démocratie socialiste ! Ce serait bien beau, mais c'est malheureusement impossible.

Il n'est certainement pas sans intérêt de relever d'autre part que ces théoriciens soviétiques ont « accordé » à l'Union Soviétique un délai de près de vingt ans pour l'édification du socialisme, sans lui dénier pourtant pour toute cette période, le caractère d'Etat socialiste. Et cependant, ils montent maintenant en épingle les restes de capitalisme comme spécialement caractéristiques de la démocratie populaire, comme s'ils avaient été moins caractéristiques de l'Etat soviétique après la Révolution d'Octobre et jusqu'à la victoire de la collectivisation. Mais voilà, nous, dès que nous parlons d'édification du socialisme, nous sommes des « aventuristes » ! Dans le fond, c'est la même attitude qui, maintenant que les faits ont réduit à néant toutes ces théories et démontré la justesse de notre position et de notre politique, s'exprime dans la théorie selon laquelle on peut, certes, « même dans la démocratie populaire », aller au socialisme, mais « pas sans l'aide de l'U.R.S.S. ». Ce que signifie cette phrase et ce qu'elle cache, la meilleure illustration en est donnée par les attaques kominformistes contre notre pays et par tout ce qui accompagne ces

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

attaques et, en premier lieu, par les tentatives de substituer, aux principes de l'égalité de droits et de la libre entente entre pays socialistes, un assujettissement à sens unique.

Cependant, qu'est-ce à proprement parler que la démocratie populaire, si elle n'est ni ceci ni cela ? A cela, jusqu'au moment présent, les professeurs de Moscou n'ont pas répondu. Cela ne les a pas empêchés d'être satisfaits des résultats qu'ils ont atteints, et c'est pourquoi K. V. Ostrovitianov, parlant de certaines déclarations d'autocritique d'Eugène Varga, écrit entre autres ceci :

« Une telle évolution dans les conceptions du camarade Varga ne peut être que chaudement saluée. Je pense que cette façon de poser la question sera, dans une mesure plus grande encore, saluée par les communistes et militants progressistes de Yougoslavie, de Bulgarie et des autres pays de démocratie nouvelle, qui avaient été désorientés au début par l'affirmation erronée du camarade Varga sur le capitalisme d'Etat. » (19).

Cette déclaration montre tout d'abord le peu de cas que font certains professeurs d'U.R.S.S. du travail théorique du mouvement communiste hors de l'Union Soviétique : ils le sous-estiment au point de s'attribuer à peu près le monopole de la théorie marxiste-

---

(19) Supplément à la revue *Economie mondiale et Politique mondiale*, n° 11, Moscou 1947, p. 58.

léniniste. A part cela, il convient de souligner que Varga et la position prise par lui n'ont désorienté personne en Yougoslavie où, bien au contraire, cette position, de même que toutes autres semblables, s'est heurtée d'emblée à une opposition. Peut-être Varga a-t-il désorienté certains professeurs moscovites ou leurs épigones dans les autres pays de démocratie populaire, mais ceux-là n'en sont pas mieux orientés maintenant. Quant à nous, nous avons dit dès le premier jour, en toute clarté, que ce qui se déroulait chez nous sous le nom de démocratie populaire, c'étaient en substance, sous des formes particulières, les mêmes processus qui s'étaient déroulés en Russie après la Révolution d'Octobre. Chez nous, par exemple, personne n'a jamais dit que « dans les pays de démocratie nouvelle on est en présence d'un phénomène nouveau dans son principe », comme l'a dit K. V. Ostrovitianov dans cette même critique de E. Varga, prenant ainsi, justement, la même position de révision d'un certain nombre de thèses fondamentales du marxisme-léninisme qui est aussi la position de Varga. Bien au contraire, nous avons mis en lumière qu'il ne s'agit pas de je ne sais quel « phénomène nouveau en principe », mais bien de *certaines formes spécifiques de la période de transition*, et que c'est seulement dans ce sens qu'on peut parler de « nouvelles voies » vers le socialisme.

Au reste, de cette route nouvelle et particulière vers le socialisme, on a beaucoup parlé dans tous les pays de démocratie populaire — sauf en Yougoslavie.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Nous avons toujours dit qu'il ne s'agit pas de voies nouvelles dans le principe, mais de formes diverses sur la route commune de l'évolution socialiste, de formes qui peuvent être très différentes de celles connues jusqu'à présent en U.R.S.S., mais dont le contenu et la direction générale de développement doivent être identiques. C'est justement parce qu'il n'y a pas eu chez nous l'illusion de « voies nouvelles » dans leur principe vers le socialisme, que nous avons assuré la victoire de notre Révolution Populaire. C'est aussi cette attitude que nous avons clairement exposée à la première réunion du Kominform — et que nous avons été les seuls à exposer. Au contraire, les dirigeants des partis communistes des autres pays de démocratie populaire n'ont pas cessé de faire je ne sais quelles « découvertes » sur leur manière particulière, « nouvelle dans le principe » d'aller vers le socialisme, sur toutes sortes de « concordances spécifiques » entre des éléments socialistes et capitalistes et sur la valeur toute particulière de certains vestiges de la démocratie bourgeoise, qu'ils ont glorifiés comme s'ils constituaient une caractéristique particulière de la démocratie populaire. Et les uns et les autres n'ont pas cessé de revendiquer les brevets de leurs « découvertes ». Après eux, les mêmes phrases répétées par les professeurs soviétiques avec toutes les variations possibles. C'est pourquoi, dans la presse soviétique, il a toujours été bien davantage question de toutes sortes de sottises opportunistes venues des autres pays de démocratie populaire que de la nouvelle Yougo-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

slavic, qui devançait ces pays de bien loin. Par contre, à nous qui affirmions que nous avions remporté la victoire dans la révolution socialiste, que notre démocratie populaire est une démocratie de type soviétique, on nous disait que nous n'étions que des sectaires bornés et totalement incapables d'inventer quelque chose de nouveau, alors qu'à peu près tout ce qu'il y a de vraiment nouveau, dans la démocratie populaire d'aujourd'hui, a, en réalité, pris naissance chez nous.

Cependant, un peu plus tard et tout à coup — comme c'est devenu une coutume chez les professeurs soviétiques, qui considèrent manifestement que la chute d'un extrême dans l'autre est la meilleure méthode pour attraper quelquefois le juste milieu — il s'est produit un revirement, et l'on a commencé à écrire dans le « Bolchevik » de Moscou des choses comme celles-ci :

« On ne peut pas reconnaître comme juste l'affirmation selon laquelle chaque pays va vers le socialisme par son chemin propre et tout à fait particulier et selon laquelle, autant il y a de pays, autant il y a de routes vers le socialisme. Parler de la sorte signifie nier la valeur internationale de l'expérience du bolchevisme. Les lois générales de la transition du capitalisme au socialisme, découvertes déjà par Marx et Engels, et vérifiées, concrétisées et développées par Lénine et Staline sur la base de l'expérience du Parti

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Mais après que ce Bourdjalov, que je viens de citer, se soit si radicalement précipité à l'autre extrême, croyez-vous qu'il va diriger sa critique contre tout cet éventail de « chemins vers le socialisme », hongrois, roumains, bulgares, polonais et autres du même genre ? Non pas ! Bien au contraire, c'est notre Parti qui, paraît-il, invente cette chose « troisième », « pont entre deux époques », cette « concordance spécifique », ce « lentement et sans douleur » et toutes autres « théories » dont j'ai parlé ! Et c'est cela qu'on appelle aujourd'hui, en U.R.S.S., de la critique faite d'un point de vue de principe !

Une position de principes, c'est une chose qu'il faut renoncer à trouver chez cette espèce de « critiques » et de « théoriciens » soviétiques. Ce qui les caractérise, c'est une profonde sous-estimation de la valeur théorique des expériences et du travail des forces révolutionnaires hors de l'U.R.S.S., et la conviction non moins profonde qu'eux seuls sont capables de donner une appréciation « définitive » et « sans appel » de tous les phénomènes au monde.

Or des phrases et des « appréciations » ne suffisent pas en elles-mêmes à faire une réalité. Elles n'ont de force que si elles sont véridiques, c'est-à-dire si elles coïncident avec cette réalité. Et c'est ce qu'oublie aujourd'hui les « théoriciens » soviétiques en question, qui s'imaginent que quelque chose peut devenir une vérité parce qu'ils l'ont dit, et alors même que c'est en contradiction avec les faits objectifs. En fait,

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Bolchevik et de l'Etat soviétique, sont obligatoires pour tous les pays. » (20).

Cela, c'était, bien entendu, après la fameuse Résolution du Kominform.

Ici, les lois générales sont devenues non seulement obligatoires en tant que telles, mais elles ont même des formes « vérifiées » et « concrétisées », fournies par l'expérience de l'Etat soviétique, et rien, absolument rien de nouveau ne s'est produit avec l'apparition des Etats de démocratie populaire. Et maintenant — au temps, les bleus ! — les dociles glossateurs des pays de démocratie populaire ne se contentent pas de renier l'un après l'autre leurs « découvertes » originales et brevetées : c'est nous qu'ils taxent de nationalisme prétentieux parce que nous disons que le processus de la révolution socialiste en Yougoslavie a mis au jour une série de formes nouvelles et spécifiques qui, par l'expérience qu'elles apportent, ont la valeur, non seulement pour nous, mais aussi pour les autres pays sur la voie de l'évolution socialiste : chose qui, d'ailleurs, peut se constater par la lecture des Constitutions et autres lois des pays de démocratie populaire, dans lesquelles il ne manque pas d'éléments repris ou adaptés de notre Constitution et de nos lois.

(20) E. Bourdjalov, Sur la valeur internationale de l'expérience historique du Parti bolchevik, *Bolchévik*, n° 17, Moscou 1948, p. 51.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

ils ne parviennent ainsi qu'à dégingoler dans les positions de l'idéalisme et à faire violence à la vérité et à la réalité. Et, d'un autre point de vue, il est politiquement nuisible et absolument antimarxiste de sous-estimer, de quelque manière que ce soit, l'œuvre théorique des mouvements révolutionnaires du monde contemporain.

Il est hors de doute que chaque pas du développement de la révolution prolétarienne a signifié en même temps un pas en avant de la théorie du marxisme. Ce n'est pas la révolution prolétarienne qui a marché selon les règles rigoureusement fixées par la théorie du marxisme-léninisme, c'est cette théorie qui a été l'indicateur général, la boussole et l'aide concrète dans la pratique quotidienne. Elle s'est elle-même, à mesure que procédait la révolution, enrichie, complétée et même, sur certains points, modifiée. Lénine parle, par exemple, de l'évolution du marxisme *avant et après* la Commune de Paris. Il est indubitable, en effet, que la pratique de la Commune de Paris a concrétisé toute une série de thèses générales de Marx et d'Engels. Cela vaut, bien entendu, aussi pour la grande Révolution d'Octobre en U.R.S.S. et pour toute l'évolution de l'Union Soviétique après elle. Une série d'éléments nouveaux ont été introduits dans le développement du marxisme-léninisme même par les tentatives révolutionnaires qui ont échoué en Europe après la Première Guerre Mondiale, puis par les guerres coloniales et par toute la pratique du mouvement ouvrier international.

Et voilà que maintenant viennent à nous des « critiques » qui, par exemple, dans les événements révolutionnaires de Yougoslavie, de Chine, etc..., ne voient rien de nouveau dans le domaine de la théorie, de la science ; plus encore, qui, devant tout ce que notre Révolution, par exemple, a *montré* de nouveau, et par quoi elle a *trionphé*, ne trouvent rien d'autre à faire que de crier à l'erreur, à l'« aventurisme », voire même à la trahison et ainsi de suite, uniquement parce que tout cela ne cadre pas avec leurs lourdes chrestomathies marxistes-léninistes, composées avec des citations qui se rapportent à d'autres conditions et à d'autres temps. Sur la manière qu'ont de pareils sages de considérer les faits et mots d'ordre nouveaux, Lénine a dit un jour ceci :

« Tout mot d'ordre est et sera « traître » pour ceux-là qui le répéteront mécaniquement, sans en saisir la signification, sans approfondir la chose, en se bornant à retenir par cœur les mots sans en analyser le sens.. » (21).

Plus encore, les paroles suivantes de Lénine se rapportent à cette espèce de « théoriciens » :

« Les faits exacts, les faits indiscutables --- voilà ce qui est tout particulièrement nécessaire voilà ce qui est particulièrement insupportable à cette espèce d'écrivain, et ce qui est tout particulièrement nécessaire si l'on veut sérieusement se

---

(21) Lénine, *Œuvres*, t. XIX, p. 198. 3<sup>e</sup> éd.

On croirait vraiment que Lénine a écrit ces mots juste pour les calomnieurs actuels du Parti Communiste de Yougoslavie. Eux aussi, leur pot-pourri « subjectif » contre le Parti Communiste de Yougoslavie est cuisiné à dessein de justifier une sale cause. Et, certes, il y en a davantage et plus souvent qu'il n'y paraît au premier regard !

Mais laissons cela de côté et revenons aux caractéristiques de la démocratie populaire.

Je pourrais fournir une quantité de citations prises dans les déclarations et articles de divers dirigeants communistes ou professeurs de l'U.R.S.S. ou des autres pays, mais ce que j'ai déjà cité suffit bien à faire voir la confusion qui a régné et qui règne encore dans les hautes sphères de certains partis communistes dans les questions relatives à l'évolution socialiste.

Dans notre pays, dans notre littérature marxiste, dans la politique de notre Parti, vous ne trouverez nulle part de manifestations et de « théories » semblables. Et c'est bien compréhensible. Notre Parti a traversé le feu d'une révolution qui a apporté une série de formes particulières mais qui, en même temps, *n'a fait que confirmer de nouveau* les principes révolutionnaires fondamentaux du marxisme-léninisme. Et c'est justement pour cela que les perspectives révolutionnaires ont toujours été claires à nos yeux et que nous n'avons jamais oublié que nous étions un parti révolutionnaire.

Certes nous n'avons jamais mené grand tapage autour de la dictature du prolétariat, pas plus que

retrouver dans une question complexe et difficile, et qui, la plupart du temps, est intentionnellement embrouillée. Mais comment rassembler les faits ? Comment déterminer leur liaison et leur dépendance mutuelle ?... Pour que cela soit réellement une base, il est nécessaire de prendre non pas les faits séparés, un par un, mais *tout l'ensemble* des faits qui se rapportent à la question examinée, *sans une seule* exception, sous peine de faire naître inévitablement le soupçon, et le soupçon pleinement justifié, que ces faits ont été choisis ou rassemblés arbitrairement, qu'au lieu d'une liaison objective et d'une indépendance mutuelle des phénomènes historiques dans leur ensemble on nous sert un pot-pourri « subjectif » pour justifier peut-être une sale cause. Et cela arrive... plus souvent qu'il n'y paraît.

« Partant de ces raisons, nous avons décidé de commencer par la statistique, pleinement conscients, cela va de soi, de la profonde antipathie qu'éveille la statistique chez certains lecteurs, qui aiment mieux « une erreur qui nous élève » qu'« une basse vérité », et chez certains auteurs qui préfèrent, sous le pavillon de considérations « générales » sur l'internationalisme, le cosmopolisme, le nationalisme, le patriotisme, etc....., faire passer leur contrebande politique. » (22).

(22) *Recueil*, Lénine, t. XXX, Moscou, pp. 302-304.

nous ne le menons aujourd'hui, et aujourd'hui encore nous considérons comme parfaitement superflu de mener ce tapage, car nous n'en sommes plus à la période de la II<sup>e</sup> Internationale, au temps où il fallait lutter pour le renouvellement du contenu révolutionnaire du marxisme justement dans *cette* question-là. Mais nous n'avons jamais nié non plus que la dictature du prolétariat est l'essence de notre pouvoir populaire, ni semé d'illusions opportunistes sur toutes sortes de « concordances spécifiques ». Pour qu'elle soit effectivement cette essence, nous avons lutté *concrètement*, et en concentrant dès le début même notre effort sur l'affermissement du rôle directeur du Parti Communiste dans la lutte et dans le pouvoir populaire. Et cela, nous l'avons fait sans odes pathétiques à notre propre louange ni menaçantes rodontades, mais, en revanche, au prix de multiples luttes où nous donnions tout de nous-mêmes et dans laquelle nos travailleurs ont appris à connaître notre Parti, à l'apprécier et à lui donner leur confiance. C'est pour cela que notre Parti était, à la fin de la guerre, le seul parti communiste dont le rôle directeur fût hors de conteste et assuré, non seulement par la confiance de la majorité du peuple, mais aussi par l'armement révolutionnaire du peuple. Si nous sommes parvenus à cela, c'est parce que le camarade Tito et le Comité Central de notre Parti n'ont jamais éduqué nos cadres de militants dans un esprit d'illusions opportunistes de toutes sortes, ainsi que le faisaient, au cours de la guerre, certains autres partis commu-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

nistes, mais ont toujours formé ces cadres en fonction de claires perspectives révolutionnaires. Voilà pourquoi il n'y a jamais eu chez nous la moindre obscurité quant à l'essence et à la direction de l'évolution de la démocratie populaire.

Qui sont, par conséquent, ceux que le Kominform remet dans le droit chemin ? Manifestement, ce sont ceux-là même qui ont signé sa déplorablement fameuse Résolution contre le Parti Communiste de Yougoslavie. Aussi bien se sont-ils effectivement « corrigés », mais de telle sorte qu'ils sont retombés dans une erreur encore plus profonde. Mais cela, j'y reviendrai plus loin.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

II

**DEMOCRATIE POPULAIRE  
ET DICTATURE DU PROLETARIAT**

Il va de soi, comme je l'ai déjà dit plus haut, que lorsque nous parlons de dictature du prolétariat, nous entendons par là une catégorie historique déterminée, qui définit l'Etat dans la période de transition du capitalisme au socialisme. Cette période peut avoir un nombre infini d'aspects différents, et même son degré de démocratie peut être plus ou moins élevé, en fonction de toute une série de facteurs dans l'énumération desquels ce n'est pas ici le lieu de se lancer. Il ne peut y avoir aucun doute sur le fait que ce démocratisme socialiste doit inévitablement, au fur et à mesure de l'évolution, se développer de plus en plus, tant en profondeur qu'en extension. Il serait absolument erroné de considérer la dictature du prolétariat, telle qu'elle s'instaura dans l'Union Soviétique après la Révolution d'Octobre, comme l'unique forme de dictature du prolétariat et comme une recette générale

valable pour tous les pays. Il ne faut pas oublier que Lénine a dit (t. XXIII, page 313) que les bolcheviks « durent réaliser la dictature du prolétariat sous sa forme la plus impitoyable », pour la raison, entre autres, que la Révolution d'Octobre s'était déroulée dans des conditions historiques objectives telles, qu'elle devait nécessairement avoir contre elle toute la démocratie petite-bourgeoise. Il est évident, par conséquent, que ces conditions historiques peuvent être diamétralement différentes — comme ce fut le cas, par exemple, de la guerre de libération nationale chez nous — ce qui donne à la dictature du prolétariat une forme incomparablement plus démocratique.

Nous savons tous que, par son contenu social et de classe, toute république démocratique bourgeoise, même la plus libérale, est en fait une dictature de la bourgeoisie. La bourgeoisie peut jusqu'à un certain point, dans le cadre de la forme démocratique, et pour tels ou tels motifs objectifs, accepter différentes formes de collaboration au sein du pouvoir, parfois avec les vestiges du féodalisme, parfois avec les fractions de la petite bourgeoisie radicale, parfois même avec les représentants de la classe ouvrière, c'est-à-dire les partis communistes. Mais dans de pareils cas, la bourgeoisie maintient son hégémonie, s'assure les positions-clés du pouvoir, et en premier lieu la force armée de l'Etat. Ainsi donc, ce pouvoir reste dans son essence une *dictature de la bourgeoisie*, alors même que la bourgeoisie a parfois quelque difficulté à tenir sur une telle position, alors même qu'elle est

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

quelquefois forcée de partager effectivement son pouvoir provisoirement, voire même de le mettre en péril.

Nous avons eu, dans un passé récent, des exemples de situations de ce genre, avec la participation des communistes au gouvernement, en Italie et en France, dans la phase finale de la Deuxième Guerre Mondiale et immédiatement après elle. Certains communistes italiens et français disaient alors que ces gouvernements, du fait qu'eux-mêmes y participaient, étaient en fait des gouvernements de démocratie populaire. Ils affirmaient que ces pays s'avançaient déjà sur la voie de la démocratie populaire. En fait, il n'y avait pas trace là de démocratie populaire, mais simplement les communistes participaient dans ces pays à un gouvernement démocratique bourgeois, dans lequel le rôle directeur appartenait à la bourgeoisie, laquelle, il est vrai, était si faible qu'elle cherchait une issue temporaire dans une coalition avec les communistes.

Des situations analogues peuvent se présenter même dans le cadre d'un pouvoir tenu en mains par la classe ouvrière. Prenons, par exemple, la participation de la fraction bourgeoise Choubachitch-Grol à notre gouvernement. Bien que cette fraction nourrit l'espoir de faire dévier l'évolution de notre démocratie populaire sur la voie de la démocratie bourgeoise, et du rétablissement du système capitaliste, elle fut néanmoins déçue dans son attente, car le rôle directeur de la classe ouvrière et de son avant-garde, le Parti Communiste, fut solidement assuré. Quoique

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

notre gouvernement d'alors ne fût qu'une coalition spécifique temporaire, conditionnée avant tout par des motifs de politique internationale, néanmoins la fraction Choubachitch-Grol, précisément grâce au caractère incontestable du rôle directeur du Parti Communiste, ne parvint ni à limiter le pouvoir de la classe ouvrière, ni à entraver le développement des éléments socialistes dans l'économie, si bien qu'on ne peut même pas parler d'un quelconque « partage du pouvoir ». L'idée ne nous est jamais venue de proclamer sous prétexte de coalitions transitoires de ce genre, que c'était là une « nouvelle route vers le socialisme », ou quelque chose de « troisième » entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Nous n'avons fait qu'admettre comme possible, mais non pas comme inévitable, une forme transitoire de « pouvoir à deux » qui peut apparaître sous diverses formes.

Il ne fait aucun doute que cette espèce d'opportunisme dans la question de l'essence de la dictature du prolétariat, ou de la démocratie populaire, a causé d'immenses dommages au prolétariat international et à l'évolution socialiste après la Deuxième Guerre Mondiale.

Ce qui est essentiel dans la dictature du prolétariat, ce n'est pas la violence, comme le croient les philistins, c'est le fait qu'elle inaugure le rôle historique de direction de la classe ouvrière. Cette classe est le fossoyeur, et nulle autre ne peut être le fossoyeur du régime capitaliste. Et c'est pourquoi elle seule, et nulle

autre, peut assurer un pouvoir tel qu'il mette fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

« C'est en cela que réside la difficulté de la transition : c'est qu'elle est liée à une dictature, à un moment où la *direction* (souligné par E. K.) est exercée par une seule classe — le prolétariat. »  
(23).

Cependant, les formes sous lesquelles ce rôle de direction peut trouver son expression peuvent, comme je l'ai dit précédemment, être diversifiées à l'infini, et comporter des degrés de démocratisation socialiste qui vont du moindre au plus élevé. Il ne faut donc pas confondre, comme le font les Rakosi, Revai et compagnie, la forme avec le contenu.

C'est donc de ce point de vue qu'il faut considérer la question de la démocratie populaire, et c'est ainsi que nous l'avons, quant à nous, toujours considérée. De cela, chacun a pu se convaincre qui connaît si peu que ce soit la politique de notre Parti. Cette manière de voir a été clairement exprimée aussi dans les rapports de la délégation du Parti Communiste de Yougoslavie à la première session du Bureau d'Information Communiste (Kominform) en 1947, et bien entendu aussi au V<sup>e</sup> Congrès de notre Parti.

Je vous rappellerai le passage suivant du Programme de notre Parti, adopté à son V<sup>e</sup> Congrès :

---

(23) Lénine, *Œuvres*, III<sup>e</sup> éd., t. XXIII, p. 321.

« Le pouvoir populaire en Yougoslavie est justement ce pouvoir à l'aide duquel les travailleurs de notre pays mènent avec succès la lutte contre les éléments capitalistes et pour l'édification d'une société socialiste. Le rôle directeur de la classe ouvrière dans le pouvoir populaire garantit que ce pouvoir a les caractéristiques fondamentales de la dictature du prolétariat, qui assurent l'évolution socialiste du pays, à savoir : ce pouvoir est capable de briser la résistance des exploités; ce pouvoir est capable d'organiser la construction du socialisme ; ce pouvoir est le plus adéquat pour unir, dans la lutte pour la réalisation du socialisme, les plus larges masses du peuple laborieux. » (24).

Il me semble nécessaire de souligner tout particulièrement cela, parce qu'aujourd'hui tous les « théoriciens » possibles se vantent d'avoir « découvert l'Amérique », du fait qu'ils écrivent maintenant que la démocratie populaire a tout de même quelque chose de commun avec la dictature du prolétariat et avec le socialisme : ce que faisant, il leur arrive même de ne pas parvenir à dissimuler l'influence de formules qui leur viennent de nous. Et pourtant, avant le V<sup>e</sup> Congrès de notre Parti, pour autant qu'ils écrivaient sur cette question, la seule chose qu'ils écrivaient c'est

---

(24) Programme et Statut du Parti Communiste de Yougoslavie, éd. *Kultura*, Belgrade 1948, p. 38.

que la démocratie populaire n'est pas la dictature du prolétariat. Mais maintenant, comme vous le voyez, les mêmes gens, non seulement ont découvert la dictature du prolétariat dans la démocratie populaire et jusque *dans leurs propres pays*, mais ont aussi « découvert » en même temps une autre chose, à savoir que *dans notre pays* le prolétariat et le Parti Communiste n'ont pas le rôle directeur, et que, par-dessus le marché, nous nous transformons en une espèce de république bourgeoise avec dictature des koulaks !

Pour ce qui est de ces calomnies, qu'on me permette de me borner à donner en passant deux citations, et tout d'abord une déclaration de Staline en 1925 ; il en usait alors dans la lutte contre les fractionnistes, mais elle s'applique aujourd'hui avec exactitude aux calomnieurs de notre Parti :

« Pourquoi donc — dit Staline — continuent-ils à répandre les intrigues et les mensonges ? Quelle méthode de lutte est-ce là ? Ils disent que c'est une lutte d'idées. Pas le moins du monde, ce n'est pas, camarades, de la lutte d'idées. En bon russe, cela s'appelle simplement de la *calomnie*. » (25).

En outre, il ne sera pas superflu de citer aussi ceci, extrait du préambule des Statuts de la Première Internationale, rédigés par Karl Marx en 1864 :

---

(25) Staline, *Œuvres*, Moscou, t. VII, p. 363-4.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

« Elle (c'est-à-dire la Première Internationale. — E. K.) déclare : tous les groupements et individus qui y adhèrent reconnaissent la vérité, la justice et la morale comme règle de leur conduite dans leurs rapports entre eux... »

Les séides actuels de la Révolution du Kominform ont proprement foulé aux pieds ces principes, c'est pourquoi leurs « preuves » deviennent de jour en jour moins convaincantes.

Mais revenons-en à la définition de la démocratie populaire. J'ai dit déjà que vers la fin de l'année 1948, et surtout cette année, il s'est produit un brusque revirement chez les « théoriciens » en question dans leurs jugements sur la démocratie populaire. Voyons comment ces mêmes gens que j'ai cités précédemment jugent au moment présent — c'est-à-dire dans la phase post-kominformiste — leur propre démocratie populaire.

Boleslaw Bierut disait à la fin de l'année dernière, au Congrès d'unification des partis ouvriers polonais :

« Ainsi, l'Etat de démocratie populaire est le résultat direct de la victoire historique de l'Etat socialiste sur l'envahisseur impérialiste-hitlérien dans la Deuxième Guerre Mondiale. »

Ce qui revient à dire que la démocratie populaire est, non pas la projection des rapports de forces con-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

crets entre classes à l'intérieur de la Pologne à la faveur de circonstances internationales favorables (parmi lesquelles la victoire de l'U.R.S.S. est certes le facteur principal), mais tout simplement un cadeau de l'extérieur. Sous une forme très abstraite, la même pensée apparaît, et même plus clairement encore, dans l'affirmation suivante :

« Il ressort de cela que la démocratie populaire est une forme particulière de pouvoir révolutionnaire apparue dans les nouvelles conditions historiques de notre époque, qu'elle est l'expression de nouveaux rapports de forces entre classes sur l'arène internationale. »

Ainsi, « forme particulière », « pouvoir révolutionnaire », « nouvelles conditions historiques », « expression de nouveaux rapports » sur « l'arène internationale » — tout cela, très indéterminé et tendant manifestement à ne rien dire de clair, n'en laisse pas moins apparaître que la Pologne n'a, à en croire l'auteur, rien de commun avec sa propre démocratie populaire, mais bien qu'elle l'a reçue comme un cadeau de l'extérieur, et que précisément ce fait d'être un cadeau est la principale caractéristique de la démocratie populaire. Théorie aussi pernicieuse qu'elle est servile et problématique !

Mais, entre autres choses, Boleslaw Bierut dit aussi:

« Dans l'Etat de démocratie populaire, il existe encore des éléments qui vivent de l'exploitation

du travail des autres, et ce sont les capitalistes. Ce sont divers entrepreneurs, gros commerçants, propriétaires d'usines, qui emploient un certain nombre d'ouvriers, paysans riches, spéculateurs divers et non-travailleurs de toute espèce. »

Laissons de côté le fait que Bierut identifie ici avec la Pologne, sans que rien l'y autorise, tous les pays de démocratie populaire quant aux catégories de capitalistes qui existent encore dans les pays de démocratie populaire. Chacun sait chez nous qu'il n'y a dans notre pays ni « entrepreneurs », ni « gros commerçants », ni « propriétaire d'usines », et que, par conséquent, ils ne sont nullement partie intégrante et indispensable de la démocratie populaire ; il y a encore chez nous, il est vrai, des paysans riches et divers spéculateurs, mais ils ne sont nullement un attribut indispensable et permanent de la démocratie populaire, comme en témoigne le développement de nos coopératives de travail. Mais laissons cela de côté. Ce qui importe ici, c'est le fait que Boleslaw Bierut, contrairement aux opinions que j'ai précédemment citées de lui, reconnaît qu'il existe en Pologne de véritables capitalistes comme dans les autres pays, des capitalistes contre lesquels il faut lutter, comme ont lutté les bolcheviks dans la Révolution d'Octobre et après elle et comme nous-mêmes avons lutté et luttons encore contre eux. Ainsi donc, il n'y a pas en Pologne de « concordance spécifique de deux facteurs » — à savoir l'Etat socialiste et « une masse de producteurs

indépendants », ainsi que Boleslaw Bierut en 1946 appelait respectueusement les capitalistes — mais il y a lutte de classes. Vrai, on dirait que la Résolution du Kominform s'est trompée d'adresse !

De son côté, Georges Dimitrov parle maintenant le langage que voici :

« La transition vers le socialisme ne peut pas s'accomplir sans dictature du prolétariat, afin d'étouffer les éléments capitalistes et afin d'organiser l'économie socialiste. Tandis que la démocratie bourgeoise est la dictature des capitalistes, la démocratie populaire exerce les fonctions de la dictature du prolétariat dans l'intérêt de l'énorme majorité des travailleurs, et elle est la démocratie la plus large et la plus complète — la démocratie socialiste. » (26).

C'est donc une chose inexacte que ce qu'affirmait précédemment Georges Dimitrov, à savoir qu'il n'y a en Bulgarie *aucune* dictature. On découvre maintenant qu'il y a tout de même, là-bas, dictature du prolétariat. Et il n'est pas exact non plus qu'on puisse, en tout état de cause, arriver au socialisme sans dictature du prolétariat, comme le disait naguère Georges Dimitrov et comme d'autres le disaient, mais ce qui est exact, c'est que la période de transition entre le capitalisme et le socialisme doit être remplie par quel-

---

(26) *Pravda*, Moscou, 27 décembre 1948.

que chose qui est essentiellement la dictature du prolétariat.

Des « découvertes » du même genre ont incité Mathias Rakosi à préciser « plus exactement » la définition de la démocratie populaire de la manière suivante :

« La démocratie populaire est la dictature du prolétariat sans la forme soviétique. »

Et plus loin :

« La question est claire : le passage du capitalisme au socialisme est multiforme. Une de ses formes peut être la forme soviétique, et une autre la démocratie populaire. » (27).

Et tout cela a été « couronné » par Youdine dans la *Pravda* du 27 avril 1949, avec la « définition » suivante :

« De cette manière, il est démontré par l'expérience historique que la dictature du prolétariat existe sous deux formes : sous la forme des soviets et sous la forme démocratie populaire. La réalisation de la dictature du prolétariat sous la forme de la démocratie populaire a été rendue possible grâce à des causes et à des conditions historiques spéciales. »

---

(27) *Szabad Nep*, Budapest, 18 Janvier 1949.

Cependant, quand les communistes hongrois auront effectivement corrigé, dans leur démocratie populaire, tout ce qu'a énuméré Revai, ils n'aboutiront à rien d'autre que, précisément — à la forme soviétique du pouvoir. Car qu'est-ce autre chose, en dernière analyse, que les principes dont parle Revai, sinon ceux qui constituent l'essence de la Commune de Paris, ou des Soviets, ou de nos Comités Populaires ? Il est manifeste que Revai et les autres ne se sont même pas demandé ce que c'est, à proprement parler, que cette forme soviétique du pouvoir, qui leur inspire une telle vénération fétichiste qu'ils n'osent même pas s'en approcher. Il est manifeste qu'ils n'ont pas davantage une idée des principes du pouvoir des soviets que de l'essence de la démocratie populaire.

Si l'on traduisait ces définitions en langage ordinaire, il en ressortirait que la dictature du prolétariat ne doit pas nécessairement apparaître d'emblée sous la forme de la démocratie soviétique, mais qu'elle peut, durant un temps plus ou moins long, porter en elle des restes de diverses formes de l'ancien régime, formes qui même peuvent, pendant un certain temps, être prédominantes. Si Rakosi, Dimitrov, Bierut et autres posaient ainsi la question, — ils auraient raison. Mais monter en épingle, comme sa propre « découverte » originale, des formes qui sont empruntées à la bourgeoisie, et qui, pour un certain temps, répondent peut-être mieux aux rapports concrets des forces de classes et aux tâches de la dictature du prolétariat que ne le feraient les formes de la Com-

A première vue, une seule chose est véritablement claire dans ces définitions : c'est qu'il leur manque ce qui est le principal et ce qu'elles prétendaient définir, à savoir d'expliquer ce que c'est que la démocratie populaire et en quoi elle diffère du pouvoir soviétique. Cependant, cela n'empêche pas Jozsef Revai de proclamer servilement la phrase de M. Rakosi citée ci-dessus, toute dépourvue de contenu qu'elle est, un apport considérable au socialisme.

Mais aussitôt après, voici ce que dit Jozsef Revai :

« Si nous disons que notre Etat est une dictature prolétarienne sans la forme soviétique, il ne faut point en conclure que nous n'ayons rien à apprendre et rien à recevoir de la forme soviétique de la dictature prolétarienne. Au contraire ! L'organisation de notre Etat doit se rapprocher du type soviétique de dictature prolétarienne, par exemple, dans la réorganisation de notre administration, en supprimant la dualité d'administration, par une intégration de plus en plus large du peuple laborieux dans l'administration et dans l'exercice du pouvoir d'Etat. Il est indubitable que nous devons effectuer une réforme de notre parlement, car il porte encore en lui des restes du parlementarisme bavard de la bourgeoisie, la dualité du pouvoir législatif et exécutif. » (28).

---

(28) Discours au Plenum du Comité Central du Parti Hongrois des Travailleurs, 5 mars 1949.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

mune de Paris, du pouvoir des Soviets, de nos Comités Populaires, etc., — c'est plus que de l'incompréhension des questions fondamentales de l'évolution du socialisme. Après tout, tous ces auteurs de théories si « originales » sur la dictature du prolétariat devraient au moins se souvenir que le brevet d'invention de semblables théories appartient aux réformistes de la II<sup>e</sup> Internationale, qui bien avant eux, au moins « sorok liet tomu nazad » (« il y a quarante ans ») comme on dit en russe, affirmaient la même chose, je veux dire essayaient de perpétuer la *république parlementaire bourgeoise* comme le summum de la démocratie « socialiste ». Et d'autre part, les auteurs en question ne devraient pas oublier cette pensée de Lénine :

« Le socialisme mène à l'extinction progressive de *tout* Etat, et par conséquent aussi de toute démocratie, mais le socialisme ne peut pas se réaliser autrement que *par et à travers* la dictature du prolétariat, qui joint la violence contre la bourgeoisie, c'est-à-dire la minorité de la population, au *plein* développement de la démocratie, c'est-à-dire d'une participation réellement égale et réellement générale de *toute* la masse de la population à toutes les affaires *d'Etat* et à toutes les questions complexes de la liquidation du capitalisme. » (29).

Est-ce que les formes attardées de démocratie bourgeoise peuvent dans les pays de démocratie populaire

(29) Lénine, *Œuvres*, 4<sup>e</sup> éd., t. **XXIII**, p. 13.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

assurer un tel « *plein* développement » de la démocratie, c'est-à-dire une telle « participation réellement générale de la masse de la population » aux affaires de l'Etat ? Il tombe sous le sens que c'est impossible. C'est pourquoi il est parfaitement compréhensible que les communistes hongrois et autres devront tôt ou tard — pour autant qu'ils voudront s'engager dans la voie de l'approfondissement de la démocratie socialiste — emprunter à la forme soviétique ses principes capitaux, qui transformeront réellement leur démocratie populaire en une démocratie du type des Soviets, de la Commune de Paris et de nos Comités Populaires. Les autres pays de démocratie populaire devront eux aussi, inévitablement, s'engager dans cette direction, chacun à vrai dire à sa manière et dans des formes qui lui seront spécifiques.

Au reste, ce n'est pas par hasard que Marx a dit :

« L'existence même de la Commune impliquait comme suite la liberté municipale locale, mais désormais non plus comme contrepoids du pouvoir d'Etat, maintenant destitué. C'était essentiellement *un gouvernement de la classe ouvrière*, le produit de la lutte de la classe des producteurs contre la classe des accapareurs, la forme politique à la fin découverte sous laquelle on pouvait réaliser l'émancipation économique du Travail. »  
(30).

---

(30) Karl Marx, *La Guerre civile en France - 1871*, Editions Sociales, Paris 1946, p. 54-55.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Ainsi, pour Marx, les principes de la démocratie socialiste et la ligne de son développement sont clairement déterminés par la Commune de Paris, encore que ces principes n'aient pas été réalisés jusqu'au bout, même dans la Commune de Paris, non plus qu'ils n'ont été entièrement réalisés dans le pouvoir soviétique en U.R.S.S. On conçoit bien que chaque nation n'arrivera pas d'un seul coup à une forme parfaite de cette démocratie socialiste. Les unes iront plus rapidement : ce sont les pays qui ont traversé une révolution ayant engagé les larges masses laborieuses (la Commune de Paris, l'U.R.S.S., la Chine, la Yougoslavie) ; les autres iront plus lentement, ce sont les pays qui, en raison de conditions spécifiques, n'ont pas suivi une route semblable et doivent trouver d'autres moyens de surmonter les restes du passé. Mais attribuer à ces restes la qualité de démocratie populaire et de quelque chose de « nouveau en principe » sur une route spécifique vers le socialisme — c'est plus que risible. On peut parler de routes différentes vers le socialisme, on peut même aller, fût-ce sans la forme soviétique, assez loin dans la construction du socialisme, mais il n'y a pas d'épanouissement universel du socialisme et de la démocratie socialiste sans un constant et universel développement des principes qui étaient en germe dans la forme de pouvoir de la Commune de Paris, et qui ont atteint leur expression dans la Révolution d'Octobre avec la forme soviétique du pouvoir, et dans notre Révolution Populaire avec les Comités Populaires.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Il y a, certes, aussi des choses *nouvelles*, et considérables, dans la démocratie populaire, mais ce sont véritablement des choses nouvelles, et non pas des vestiges de formes de l'ancien pouvoir bourgeois. Ce qu'on y trouve de nouveau est dans la ligne d'un *élargissement du démocratisation socialiste* et du développement des principes que nous ont donnés la Commune de Paris et le pouvoir des Soviets. C'est incontestablement et au premier chef une innovation de ce genre que le type de Front Populaire qui s'est développé chez nous, et qui constitue un moyen extraordinairement efficace d'attraction de plus en plus massive du peuple à la participation au pouvoir. Dans ce sens, l'évolution future de la démocratie socialiste fera elle aussi apparaître une abondance de formes nouvelles. Dans ce sens, on peut réellement et on doit parler de voies diverses allant vers le socialisme. Mais qualifier de nouveauté la plus ou moins grande rapidité de transformation révolutionnaire de tel ou tel pays, la plus ou moins grande quantité de restes du passé qui l'encombrent, célébrer comme « sa voie propre » une étape transitoire de cette évolution, c'est une « découverte » qui n'a rien à voir avec le marxisme-léninisme.

Si la démocratie populaire mérite l'épithète de *populaire*, c'est donc *parce* que le rôle directeur de la classe ouvrière y est assuré, et parce qu'elle tend à réaliser le socialisme, et non pas parce qu'elle est encore, dans certains pays, toute remplie de vestiges du passé dans le système d'Etat. Bien au contraire,

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

ces restes ne font que rendre incomplète la démocratie populaire et lui donner une forme plus retardataire, loin d'en être à aucun degré une caractéristique de principe.

Mais quoi : ce dont le sage a honte, le fou s'en fait gloire !

Considérons cette question sous un autre angle. Nous avons vu un peu plus haut que pour les « théoriciens » que j'ai mentionnés la question de la démocratie populaire est « résolue » fort simplement : d'après eux, la démocratie populaire est la dictature du prolétariat sans la forme soviétique. Mais ce disant, lesdits « théoriciens » ont « oublié » de nous expliquer, d'abord, en quoi consiste proprement la différence entre la démocratie populaire et la « forme soviétique », et ensuite, quels sont les traits communs à tous les pays de démocratie populaire, qui font d'eux des démocraties populaires et qui les différencient de la « forme soviétique ».

Il n'est que de poser ainsi la question pour apercevoir un premier coup d'œil à quel point sont dépourvues de valeur scientifique, et de sens tout court, les définitions youdino-rakosiesques de la démocratie populaire que j'ai citées précédemment. Si la dictature du prolétariat est le contenu aussi bien du pouvoir soviétique que de la démocratie populaire — et sur ce point il semble qu'aujourd'hui ils sont tous d'accord, et nous sommes d'accord nous-mêmes — il s'ensuit que la différence est dans les formes. Mais la question demeure : qu'il y a-t-il de commun, dans les

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

formes des démocraties populaires, qui les distingue comme telles de la forme soviétique de la démocratie ?

La question étant ainsi posée, il crève tout de suite les yeux que, par exemple, la différence entre les formes du pouvoir populaire en Yougoslavie et celles du pouvoir des Soviets est incomparablement plus petite que, mettons, entre notre pouvoir populaire et le régime de démocratie populaire roumain, ou hongrois, ou polonais, ou tel autre qu'on voudra. Quelle comparaison peut-il y avoir, à la fin des fins, entre nos Comités Populaires, qui ont pris naissance et se sont développés dans la fournaise d'une sanglante Révolution Populaire, qui se sont en tant qu'organes de cette Révolution, transformés en organes du pouvoir populaire, qui ont victorieusement subi l'épouvantable pression des occupants, de la réaction intérieure et de la réaction internationale, qui ont surgi après que l'ancien appareil d'Etat eut été démoli et détruit de fond en comble. — quelle comparaison peut-il y avoir, entre d'un côté de pareils Comités Populaires, qui détiennent en mains propres tout le pouvoir, et de l'autre côté je ne sais quels préfets de district ou de département, roumains ou autres, ou je ne sais quels jupans hongrois, nommés par le Ministère de l'Intérieur ? Il est patent qu'il n'y a là aucune similitude, aucune comparaison possible. Les nouveaux préfets en question peuvent tout au plus se comparer aux anciens préfets des divers régimes policiers roumains, hongrois ou autres, mais non pas

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

aux organes de notre démocratie révolutionnaire. Nous ne songeons certes point à reprocher aux communistes roumains, hongrois et autres d'avoir conservé ces anciennes formes. Ils ont même été obligés de le faire. Ce qui peut leur être reproché à cet égard, c'est d'user trop longtemps d'armes aussi décriées et aussi anti-démocratiques. Mais ce qui est inadmissible, c'est qu'ils aillent, sur la base de leur préfets et autres institutions anti-démocratiques ou trop peu démocratiques du même acabit, fabriquer une théorie de la démocratie populaire.

Il est donc évident que la définition de la démocratie populaire donnée par les « théoriciens » du Kominform est incorrecte, contraire à la vérité et dépourvue de toute valeur scientifique.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

### III

#### DES FORMES DE LA DEMOCRATIE POPULAIRE

J'ai souligné plus haut que les termes de démocratie populaire et de pouvoir démocratique-populaire, dans le sens où ils sont usités aujourd'hui dans les pays d'Europe Orientale qui se sont engagés sur la voie du socialisme, ont reçu leur acception tout d'abord en Yougoslavie, au cours de notre Révolution Populaire.

Mais cela ne signifie nullement que ces termes et le phénomène qu'ils désignent, nous les ayons, nous, communistes yougoslaves, simplement inventés, « découverts » comme quelque chose de « nouveau en principe » (comme dit le professeur soviétique Ostrovitianov), comme quelque chose que les classiques du marxisme-léninisme ne pouvaient pas prévoir (comme le dit encore un professeur soviétique, Léontiev). Non, nous n'avons ni fait cela, ni par conséquent jamais

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

rien affirmé de pareil. Ceux qui ont en réalité tenté de le faire, ce sont seulement, comme nous l'avons vu dans ce qui précède, les gens des autres démocraties populaires, qui, tout simplement, ont emprunté à nous-mêmes le nom, à la bourgeoisie quelques formes de démocratie parlementaire et d'autres encore moins démocratiques, ont renoncé à la dictature du prolétariat, et puis ont érigé cette mixture en caractéristique de la démocratie populaire. Cependant ce terme n'est nullement nouveau, il se trouve déjà employé par Marx. Le terme n'est pas scientifiquement précis, mais il a sa place bien marquée. Si nous ne voulons pas que ce terme dégénère en un vulgaire artifice de phraséologie, le concept de démocratie populaire ne peut être autre chose, au moment présent, pour la science marxiste-léniniste, qu'une *caractéristique déterminée de la démocratie prolétarienne socialiste*, à savoir : une forme d'Etat telle que la classe ouvrière y détient le rôle de direction, mais y est en même temps l'émanation de l'intérêt de l'énorme majorité du peuple, de sa majorité laborieuse, et c'est précisément cela que le peuple représente effectivement à notre époque. C'est justement pour cela que la classe ouvrière, dans la lutte pour l'accomplissement de sa mission historique, peut s'appuyer sur ce peuple, peut et doit donner et donnera à sa dictature de classe la forme de la plus large démocratie au bénéfice de ce peuple. La dictature du prolétariat prend un caractère « *peuple* » au vrai sens de ce mot. Il est manifeste que dans ce sens la démocratie

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Donc, ce qui donne à ce pouvoir de la période de transition — lequel en raison du rôle directeur incontesté du prolétariat constitue essentiellement une dictature du prolétariat, c'est-à-dire une série de formes plus ou moins fortement développées de démocratie prolétarienne, socialiste — le caractère d'une démocratie *populaire*, c'est le fait qu'il a pris naissance dans des conditions historiques telles qu'elles lui assurent la possibilité de s'appuyer sur des masses encore plus larges de travailleurs — c'est-à-dire sur le peuple et sur la participation active et quotidienne des masses populaires à la direction de l'Etat. Dans le temps présent, après trente années d'existence de l'U.R.S.S. et après que l'idée du socialisme a remporté une victoire qui fait époque dans l'histoire mondiale, cet aspect démocratique-populaire de la période de transition se manifeste justement avec de plus en plus de force, car un Etat socialiste, à l'époque actuelle, peut s'appuyer sur des masses populaires infiniment plus larges que ne pouvait le faire la dictature du prolétariat en Russie dans la période d'après Octobre. Sous de telles conditions, la participation directe des masses populaires s'accroît dans tout l'ensemble de l'appareil de gestion de l'Etat, la démocratie s'approfondit et continue de se développer.

Ce processus a pris une allure particulièrement marquée dans notre pays. Notre révolution est une révolution socialiste, mais elle est comme telle une révolution populaire. Elle est populaire parce que la classe ouvrière comme force directrice, non seule-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

soviétique est aussi une démocratie populaire. Dans ce sens la dictature prolétarienne est en fait la dictature du peuple sur une poignée d'exploiteurs anti-populaires, et le camarade Tito a cent fois raison quand il dit :

« Si messieurs les réactionnaires considèrent comme une dictature le fait qu'on ne permet pas chez nous aux restes d'une insignifiante poignée de réactionnaires civils ou ecclésiastiques de détruire les acquisitions de notre grande lutte de libération — eh bien ! accordons-leur que c'est une dictature. Mais c'est une dictature populaire, car elle représente 96 % du peuple. Une dictature de 96 % sur 4 %, ce qui signifie, en d'autres termes, la plus authentique démocratie populaire. » (31).

Il est donc, de toute évidence, absolument erroné de prétendre donner au concept de démocratie populaire un contenu nouveau dans son principe, de vouloir en faire quelque chose de « troisième », quelque chose entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat.

Bien entendu, je parle ici des pays capitalistes évolués, et non de ceux du monde colonial, où l'évolution peut parfois prendre des formes quelque peu particulières.

---

(31) Tito, *L'édification de la nouvelle Yougoslavie*, livre II, éd. Kultura, Belgrade 1948, p. 189-190.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

ment a réussi à se lier avec les masses paysannes laborieuses et les autres travailleurs dans les actions économiques et politiques de chaque jour contre l'ennemi commun, mais aussi a soulevé ces masses dans l'insurrection armée contre les occupants et contre les traîtres de l'intérieur, et parce que dans cette insurrection s'est créée une alliance particulièrement étroite des masses travailleuses sous la direction du Parti Communiste, une alliance telle qu'elle a permis à l'idée du socialisme de devenir proche des plus larges masses populaires, au point que celles-ci dans leur grande majorité étaient prêtes même à verser leur sang pour cette idée. C'est de là qu'est venue la possibilité d'effectuer si rapidement l'organisation d'un puissant système de pouvoir populaire.

Il est nécessaire, ceci posé, d'avoir devant les yeux tout particulièrement les faits suivants, qui approfondissent et élargissent le caractère *populaire* de notre révolution socialiste et de notre démocratie socialiste:

1° Le paysan moyen a été dans l'ensemble avec nous, continuellement avec nous, non pas à vrai dire en tout état de cause et toujours, non pas de tout son être, souvent de façon très hésitante, mais il ne s'est pas tenu à la simple « neutralité », il a marché avec nous ;

2° Avec nous a également marché l'énorme majorité des intellectuels, et aujourd'hui, dans des conditions très pénibles, ils paient activement de leur per-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

sonne dans la lutte pour la construction socialiste. Peut-on tenir pour fortuite l'essor d'après guerre de notre science et son intégration dans l'édification socialiste ? Il va de soi que ce n'est pas chose fortuite, mais que cela reflète l'attitude de l'énorme majorité de nos intellectuels ;

3° Avec nous ont marché aussi, et auprès de nous sont restés, d'importants éléments patriotiques de l'ancienne Yougoslavie, car ils se sont convaincus dans la pratique — bien que n'étant pas communistes — que le socialisme signifie non seulement l'indépendance, mais aussi un avenir heureux et glorieux pour nos peuples. Lénine a écrit en 1918 plusieurs articles au sujet de l'attitude positive prise à un certain moment, en vertu de mobiles patriotiques, par un leader socialiste-révolutionnaire à l'égard du pouvoir soviétique ; il analysait dans ces articles l'influence qu'aurait le ralliement de ce socialiste-révolutionnaire, et de gens semblables à lui, sur la dictature du prolétariat, dans un sens d'élargissement des formes démocratiques et d'amoindrissement du rôle de la violence. Or le nombre de patriotes agissant de la sorte n'est-il pas incomparablement plus grand chez nous qu'il ne l'était dans ces années-là dans l'Union Soviétique ?

4° Il est non moins indubitable que la résistance des éléments capitalistes dans notre pays a été et demeure relativement plus faible que ce ne fut le cas en U.R.S.S., d'une part parce que cette résistance

faits qui déterminent tout spécialement nos rapports avec la paysannerie laborieuse, et du même coup l'extension de notre démocratie populaire, savoir :

1° que notre paysan était beaucoup plus fortement prolétarisé, et politiquement plus évolué que ne l'était le paysan russe en 1917 ;

2° que dans notre Révolution, nous n'avons pas mobilisé nos paysans avec le mot d'ordre de lutte pour la paix et dans des conditions aussi particulières que l'était la désagrégation du front de la guerre impérialiste lors de la Révolution d'Octobre, mais bien avec le mot d'ordre d'appel à la guerre et de départ pour le front.

Et nous avons effectivement fait la guerre, sous la direction du Parti Communiste, plusieurs années durant, avec une armée de quelques centaines de milliers d'hommes, contre tous les ennemis possibles, contre toutes les armées et autorités possibles et contre notre propre bourgeoisie. Or, l'énorme majorité de notre armée était faite de paysans laborieux. Quiconque se livre à une analyse scientifique sur la base des faits objectifs, et non à une compilation scolastique de citations, devrait se rendre à l'évidence que dans une pareille guerre et sous de telles conditions ne pouvait que se forger une alliance particulièrement solide des ouvriers et des paysans laborieux et de tout le peuple travailleur, un Front Populaire particulière-

a trouvé un beaucoup moindre soutien des masses, et d'autre part, parce qu'une partie des capitalistes a compris ce qu'avait d'inévitable la liquidation du capitalisme dans notre pays — convaincue qu'elle était par la force de notre révolution et par l'expérience de l'Union Soviétique — et a déposé les armes pour se mettre au travail comme les autres citoyens de notre pays. Il va de soi que le pouvoir populaire n'empêche pas ceux qui se sont résolus à tirer une croix sur le passé de venir, dans les nouvelles conditions, mettre en valeur leurs capacités par le travail, comme tous nos travailleurs. Cela n'a rien d'une intégration d'éléments capitalistes dans le socialisme : c'est le résultat d'une judicieuse politique révolutionnaire socialiste dans les conditions actuelles, et d'un vrai démocratisme socialiste.

Ces faits ne montrent-ils pas clairement pourquoi notre démocratie prolétarienne est véritablement une large démocratie populaire, et pourquoi ceux-là se trompent radicalement qui voient dans la démocratie populaire, non pas un pas en avant dans le développement de la démocratie prolétarienne, mais tout juste les restes du passé capitaliste qu'elle comporte ?

Nombre de ces puits de sagesse nous ont adressé le reproche de sur-estimer le rôle de la paysannerie, et de sous-estimer le danger des éléments capitalistes au sein de la paysannerie. En réalité, nous n'avons jamais sur-estimé ni sous-estimé l'un ni l'autre. Mais ces puits de sagesse ne devraient pas oublier deux

ment solide, un Front véritablement populaire, et que c'est grâce à cette alliance et grâce à ce rôle dirigeant de la classe ouvrière que l'idée du socialisme est devenue de plus en plus familière même aux masses laborieuses non prolétariennes.

La solidité de cette alliance entre les ouvriers et les paysans, étendue à l'énorme majorité des intellectuels et aux autres travailleurs, c'est cela qui a donné à notre révolution socialiste le caractère *populaire*, et au pouvoir qui en est issu le caractère d'une démocratie *populaire*. Et c'est parce que notre révolution a été une révolution populaire que les formes du pouvoir populaire ont dû être réellement telles que la participation directe du peuple au pouvoir pût devenir la plus massive et la plus active. Jusqu'alors, l'histoire des mouvements révolutionnaires avait connu comme forme de ce pouvoir la Commune de Paris, puis le système soviétique, qui avait continué à développer les principes de la Commune de Paris en un système unifié d'Etat de démocratie socialiste. C'est pourquoi notre démocratie populaire devait nécessairement se développer dès ses premiers débuts comme une démocratie révolutionnaire du type de la Commune de Paris et du pouvoir des Soviets.

Dans d'autres pays au contraire, où il n'y avait pas eu cette large participation révolutionnaire des masses à la lutte pour le pouvoir, non seulement se sont conservés des restes plus ou moins considérables de l'ancien appareil d'Etat, mais aussi s'est maintenue

dans une plus ou moins grande mesure la forme même de l'ancien régime bourgeois.

De là découlent de sensibles différences dans les formes de la démocratie populaire selon les différents pays. Ces différences se ramènent en gros à la plus ou moins grande importance des résidus de l'Etat bourgeois, tels que parlementarisme, séparation des pouvoirs, absence d'organes locaux du pouvoir populaire (à la place desquels fonctionnent des organes du Ministère de l'Intérieur), existence parallèle d'organes représentatifs du peuple qui n'ont qu'une fonction consultative, comités populaires installés d'en haut, etc...

En Bulgarie, jusqu'en avril 1948, le pouvoir local était exercé par des présidents et secrétaires communaux, des administrateurs d'arrondissement et des directeurs régionaux, tous nommés par le Ministère de l'Intérieur. Ce n'est qu'en février 1948 qu'a été promulguée une loi sur les Conseils populaires, en gros d'après notre loi sur les Comités Populaires. Mais dans la mesure où cette loi bulgare s'est écartée de la nôtre, elle l'a fait dans le sens d'une centralisation bureaucratique qui fait, en réalité, des Conseils populaires, plutôt des organes exécutifs du Ministère que des organes locaux du pouvoir d'Etat qui — dans le cadre des droits déterminés par la loi — détiendraient effectivement tout le pouvoir dans leur mains.

En Roumanie aussi, jusqu'au commencement de cette année, il y avait à la tête des communes, des

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

districts et des arrondissements des fonctionnaires nommés par le Ministère de l'Intérieur, et maintenant encore, rien n'est pratiquement changé, dans l'ensemble, à cet état de choses. Ce n'est qu'en janvier 1949 qu'a été promulguée une loi sur les Conseils populaires, fondée en gros sur les mêmes principes que la nôtre, mais cette loi n'a même pas encore commencé d'être appliquée : on n'en est qu'à la formation, par le gouvernement, de certains comités provisoires. On ne peut même pas dire que tout ce système se soit affranchi des méthodes qui caractérisaient les anciens régimes en Roumanie. Apparemment, les dirigeants roumains ne sont pas aussi sensibles, en ce qui concerne ces méthodes, que devraient l'être des communistes, non seulement au nom des exigences de la sensibilité du communiste en matière de morale politique, mais aussi et avant tout pour trouver le chemin le plus court vers les masses populaires.

En Hongrie l'ancien système bourgeois de séparation des pouvoirs est resté à peu près complètement en vigueur. Aussi le pouvoir est-il également exercé à l'échelle locale, par des grands-jouans, préfets de ville, préfets de district et communaux et « anciens » de village, tous nommés par le ministre de l'Intérieur, et flanqués de prétendus « corps autonomes » de l'ancien type démocratico-bourgeois, qui sont autant dire privés de tout pouvoir. Il existe en outre de soi-disant Comités nationaux, qui devraient prétendument

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

devenir ce que sont nos Comités Populaires, mais ils n'ont jusqu'à présent qu'une vague fonction consultative, et peu de signification pratique. Il est caractéristique que la réaction a dirigé ses principales attaques justement contre ces Comités nationaux, sentant bien que c'est là la seule forme par laquelle le peuple laborieux pourrait effectivement prendre part au pouvoir et par là même éprouver que ce pouvoir est à lui. Mais les communistes hongrois n'ont pas pris la défense de ces Comités comme leur devoir était de le faire. Apparemment, la tête leur a tellement tourné d'avoir trop jonglé avec des citations de scolastique marxiste-léniniste, qu'ils n'ont plus été en état de voir où se trouve le principal point d'appui du développement à venir de leur démocratie populaire.

En Pologne non plus il n'existe encore aucun pouvoir populaire électif. Des Conseils populaires ont été créés après la libération dans lesquels tous les partis et organisations démocratiques ont délégué leurs représentants. Ces Conseils populaires sont dirigés par un président que *nomme* le Ministère de l'Administration. Les Conseils populaires n'ont statutairement, dans leurs rapports avec les organes de l'administration d'Etat, qu'une fonction consultative et de contrôle, en sorte qu'ils ne sont nullement des organes de pouvoir au vrai sens du mot. De par leur structure et leur fonctionnement, ces Conseils populaires n'ont donc à peu près aucune ressemblance avec nos Comités Populaires, qui détiennent dans leurs mains tout le pouvoir.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

En Tchécoslovaquie, il existe des Comités de villes et districts, où les différents partis ont délégué leurs représentants au prorata des résultats des élections de 1946, sous réserve de quelques changements introduits après février 1948 par les Comités d'Action du Front National. Les Comités nationaux de région ont été désignés par le Ministère de l'Intérieur d'accord avec les autres ministères. Il n'a jamais été procédé jusqu'à présent à des élections. Ces Comités nationaux ne tiennent jamais d'assemblées, mais se réduisent à un collège de directeurs des diverses branches de l'administration d'Etat. Il s'agit donc, en fait, d'organes exécutifs du pouvoir administratif central, et le contrôle du peuple par en bas ne peut se faire sentir que dans une très petite mesure. Il n'y a donc, là aussi, que très peu d'analogies avec nos Comités Populaires.

Si j'invoque ces exemples, ce n'est pas seulement pour reprocher à la direction des partis communistes de ces pays de déployer trop peu d'efforts dans le sens de la démocratisation de la forme du pouvoir populaire, encore que bien souvent ce reproche pût être justifié. Néanmoins, il y a aucun doute que les conditions mêmes dans lesquelles s'est développée la révolution socialiste dans ces pays ont ralenti le processus d'évolution de la démocratie populaire, c'est-à-dire socialiste. Mais ce que j'ai voulu montrer avant tout par ces exemples, c'est que ce qu'on appelle aujourd'hui « démocratie populaire » n'est nullement une forme unique comme, par exemple, le pouvoir

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

soviétique, mais qu'il s'agit de toute une série de formes — depuis les aspects très attardés, et non démocratiques, en passant par la démocratie parlementaire, jusqu'aux formes soviétiques. Il est donc parfaitement anti-scientifique, faux et stupide de dire que la dictature du prolétariat s'instaure soit sous forme de pouvoir soviétique, soit sous forme de démocratie populaire. En Yougoslavie la démocratie populaire revêt en gros la forme soviétique, et dans les autres pays elle conserve soit entièrement, soit de façon prépondérante, la forme de la démocratie parlementaire bourgeoise, voire même parfois des formes encore plus attardées de l'ancien système.

Mais malgré cela ces pays évoluent indubitablement dans la direction du socialisme, même ceux qui usent des formes les plus attardées du pouvoir d'Etat. Bien plus, comme je l'ai déjà dit précédemment, nous pensons même que les formes en question ne peuvent pas être changées du jour au lendemain, mais qu'il faut accomplir un énorme travail politique dans les masses, et qu'il faut avant tout les lier étroitement avec la classe ouvrière, et que c'est seulement ensuite qu'elles pourront user d'une arme démocratique telle que, par exemple, nos Comités Populaires. Mais lorsque de quelconques « sages » kominformistes viennent nous démontrer que c'est justement leur démocratie populaire qui est le modèle de la démocratie populaire, et qu'elle est par-dessus le marché une « nouvelle » forme de dictature du prolétariat, inventée, comme cela, dans leur pays. — et qu'en

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

outré ils attaquent la Yougoslavie, laquelle est déjà arrivée bien loin, bien loin devant eux en matière de développement de la démocratie populaire, c'est-à-dire socialiste, et prétendent qu'elle se transforme en république bourgeoise, — alors nous avons le droit de leur dire : Halte là, Messieurs ! non seulement vous êtes embourbés jusqu'au cou dans les formes attardées de la démocratie bourgeoise, mais vous traînez même encore des formes que vous ont léguées les vieux régimes réactionnaires de vos pays, et il vous reste encore beaucoup à faire pour que votre démocratie populaire soit, dans le plein sens du mot, populaire ! Si vous voulez aller plus loin dans le développement de la démocratie populaire, alors il vous faut trouver des formes telles que vous puissiez par elles associer les masses populaires au pouvoir, il vous faut développer les organes locaux du pouvoir populaire, non pas comme organes de vos ministères de l'Intérieur, mais comme uniques organes du pouvoir d'Etat dans les unités administratives territoriales, comme organes qui seront responsables devant les travailleurs qui les ont élus, et qui seront capables d'accomplir leurs tâches fondamentales dans la lutte pour le socialisme.

On entend il est vrai, parfois, des voix dire que les formes du pouvoir sont plus ou moins indifférentes, que le principal, c'est que ce pouvoir mène au socialisme, qu'il lutte pour le socialisme. Ce qui importe, disent ces gens-là, c'est de savoir qui, quelle classe ce pouvoir représente, et non pas quel il est.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Il est vrai que c'est là le principal, mais cela ne suffit pas, et celui qui ne veut voir que cela met en péril justement ce qui est le principal. Il ne faut jamais oublier qu'il n'est pas d'appareil bureaucratique, si parfait soit-il, et si géniale que soit la direction qu'il a à sa tête, qui puisse construire le socialisme. Le socialisme ne peut surgir que de l'initiative de masses qui se comptent par millions, initiative alliée à l'exercice judicieux du rôle de direction par un parti prolétarien. Par conséquent, le développement du socialisme ne peut emprunter d'autre voie que la voie d'un constant approfondissement de la démocratie socialiste, dans le sens d'une auto-administration sans cesse grandissante des masses populaires, dans le sens d'une association sans cesse croissante de ces masses au fonctionnement de la machinerie de l'Etat, de l'organe le plus bas au plus élevé, dans le sens d'une participation sans cesse accrue de ces masses à la gestion directe de chaque entreprise, de chaque institution, etc.

Lénine dit à ce sujet ce qui suit :

« Plus la démocratie est complète, et plus proche est le moment où elle deviendra superflue. Plus démocratique est « l'Etat », constitué par les ouvriers armés et qui n'est « plus un Etat au sens du mot », et plus vite commence à dépérir tout Etat. » (32)

(32) Lénine, *L'Etat et la Révolution*, Paris 1933 (Petite Bibliothèque, Lénine, t. VII), p. 116.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

C'est ainsi et non autrement que la question de la démocratie socialiste a été posée par les classiques du marxisme-léninisme. Ne pas se tenir à ces principes mène inéluctablement au bureaucratisme, à l'isolement de l'appareil bureaucratique par rapport aux masses populaires, à l'assujettissement de ces masses à l'appareil bureaucratique. Et une telle situation dans un système socialiste — si courte que puisse être sa durée — entraîne toute une série de phénomènes négatifs, tels que la manie des recettes toutes faites, le conservatisme dans les méthodes et dans les formes d'organisation, l'étouffement de l'initiative créatrice venue d'en bas, l'éducation d'invertébrés bureaucratiques, la stagnation idéologique, la déviation du droit chemin de la politique nationaliste marxiste-léniniste, etc.

Marx et Engels nous ont clairement montré, dans leur analyse de la Commune de Paris, le bureaucratisme comme le grand danger après la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie. Mais ils ont en même temps désigné l'arme infailible avec laquelle le prolétariat victorieux se prémunira contre ce danger. Cette arme, d'après Marx et Engels, se compose de ceci :

1. électivité et amovibilité de tous les fonctionnaires dirigeants dans tous les organes de la gestion de l'Etat et de l'économie ;

2. système de traitements tel qu'il décourage la

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

**chasse aux positions dirigeantes dans l'administration de l'Etat ;**

3. association directe des masses à l'administration de l'Etat, de manière telle, comme l'ajoute Lénine, que chacun soit un certain temps « bureaucrate » sans que personne puisse devenir de ce fait un bureaucrate à demeure.

Il est des gens aujourd'hui qui taxent d'utopisme certaines interprétations de Marx au sujet de la Commune de Paris. En fait, il n'y a pas là d'utopisme chez Marx, mais une perspective générale profondément et scientifiquement établie qu'il a donnée au développement de la société socialiste. Ces principes ne peuvent pas toujours et tout de suite être appliqués à la lettre dès que le prolétariat a pris en mains le pouvoir. Mais ils sont l'indispensable indicateur de la direction dans laquelle doit évoluer la démocratie socialiste. La Commune de Paris a été le prototype du pouvoir des soviets et du pouvoir populaire tel qu'il est chez nous. Ses principes de base et ses formes fondamentales d'organisation, encore que non développés et inachevés, constituent aussi les fondements de l'organisation soviétique. Ce n'est ni un hasard ni une imitation voulue. Les masses russes ne connaissaient point l'organisation de la Commune de Paris quand elles créèrent les Soviets, non plus que nos masses ne connaissaient l'organisation des soviets quand elles ont créé les Comités Populaires. Et les mêmes formes sont apparues aussi dans le mouve-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

réal de perspectives qui règne dans les cercles dirigeants en ce qui concerne son développement à venir. Sans doute, tout élément, si attardé soit-il, de démocratie prolétarienne est, historiquement parlant, un progrès par rapport au système capitaliste, quelque démocratique que soit la façade de ce dernier. Mais en même temps il ne faut pas oublier que, considéré sous l'angle des perspectives de l'évolution socialiste, le degré actuellement atteint par la démocratie socialiste est tout de même encore relativement bas, et que le développement de cette démocratie ne continuera pas spontanément, mais par un travail conscient des communistes et de tous les bâtisseurs de la société socialiste. Par suite, il ne suffit pas de chanter la gloire de la démocratie socialiste en s'imaginant qu'on est arrivé, avec elle, à l'extrême limite de la sagesse humaine ; il faut travailler à la perfectionner encore et à l'approfondir. Plus la démocratie socialiste sera réellement socialiste — c'est-à-dire plus disparaîtront de l'Etat socialiste les restes du capitalisme et les aspects négatifs du passé en général — et plus la démocratie socialiste deviendra le bien commun de tout le peuple, plus elle développera audacieusement l'auto-administration des masses populaires, jusqu'au moment où elle se transformera en véritable liberté pour tous les hommes disparaissant ainsi, en fait, comme forme d'Etat.

Le trait caractéristique des champions de l'ordre bureaucratique dans les pays socialistes est ce que Marx et Engels appellent la vénération superstitieuse

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

ment révolutionnaire d'Extrême-Orient. Il est certain que les chefs ont joué là un rôle important, mais le point principal, c'est que ces formes ont été l'expression de la profonde aspiration des masses laborieuses à diriger leur Etat sans intermédiaire. Et la manière la plus directe qu'elles aient de diriger leur Etat, c'est dans de pareilles formes qu'elles la trouvent. Le prolétariat, dans sa lutte pour le socialisme, peut tirer profit de différentes formes d'Etat, et même des formes de la démocratie bourgeoise, mais ce qui correspond à l'Etat de l'époque du socialisme, qui prépare et amorce la voie de la disparition graduelle de l'Etat comme tel — ce sont les formes qui sont apparues dans la Commune de Paris, dans le pouvoir des Soviets, dans nos Comités Populaires, et sous tous aspects analogues, propres à amener les masses à la participation la plus directe et la plus massive dans la gestion de l'Etat. S'engager dans une autre voie, ce serait abandonner les principes du marxisme-léninisme, les principes de la démocratie socialiste.

A ce propos je voudrais souligner encore un fait qui se produit souvent, à savoir le divorce entre les paroles et les actes dans certains pays socialistes. Il arrive fréquemment qu'on magnifie le caractère démocratique d'un régime, qu'on parle au superlatif de son démocratisme socialiste, de sa démocratie populaire, etc., et qu'en même temps, dans certains pays, on passe pudiquement sous silence les failles et les retards de cette démocratie qu'on camoufle le manque

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

de l'Etat. Bien sûr, ce n'est pas en devenant de plus en plus faible que l'Etat doit progressivement disparaître. Au contraire, il se renforce par un constant approfondissement de la démocratie, par une participation sans cesse plus large des masses à sa gestion et, bien entendu, par le développement des forces productives de la société socialiste. Mais en même temps c'est justement par le constant perfectionnement de la démocratie socialiste que se créent les conditions de l'évanouissement de l'Etat. C'est pourquoi est absolument erronée l'attitude de ceux qui sous-estiment l'importance de cette sorte de tâches, et manifestent en même temps des tendances au centralisme bureaucratique au détriment de l'auto-administration du peuple. Il n'est pas d'homme si génial qu'il soit qui puisse prévoir tout ce que peuvent réaliser, dans la pratique quotidienne, les millions de bâtisseurs du socialisme, s'ils ne sont pas paralysés par le centralisme bureaucratique. Il est hors de doute que dans la période révolutionnaire de transition entre le capitalisme et le socialisme, c'est la direction révolutionnaire résolue du parti prolétarien, qui joue le rôle déterminant, une direction qui voit clairement son but et sait définir sa route pour y arriver. Mais il est non moins clair que l'état-major révolutionnaire ne peut avoir de succès qu'à condition de s'appuyer sur l'activité et l'initiative créatrices des plus larges masses laborieuses. Si un tel état-major allait s'imaginer qu'il est infaillible, qu'il peut assurer la construction du socialisme par la simple opération d'un appareil admi-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

nistratif centralisé, et qu'il n'a pas besoin de l'initiative d'en bas, de l'initiative des masses, cet état-major-là deviendrait inévitablement un obstacle sur la route de la démocratie socialiste, et par voie de conséquence un frein pour toute l'évolution socialiste. Nous ne croyons pas qu'on puisse travailler sans commettre d'erreurs, mais nous considérons comme moins dangereuses les erreurs qu'on commet quand l'initiative d'en bas se fait librement valoir, que les erreurs de ces bureaucrates qui se sont mis en tête qu'ils sont infaillibles et que rien ne doit se faire s'ils n'ont d'abord donné leur bénédiction.

La démocratie est une *forme* de l'Etat, et la domination d'une classe en est le contenu. Forme et contenu sont appelés à disparaître en même temps que l'Etat. Mais cela ne signifie pas que la forme est sans importance. Elle est tout aussi importante que le contenu, et cela non seulement dans les conditions de la dictature bourgeoise, mais aussi dans celles de la dictature prolétarienne. La différence substantielle entre la dictature bourgeoise et la dictature prolétarienne, c'est, comme on le sait, que la première est une démocratie pour la minorité, et pour une minorité d'exploiteurs, tandis que la seconde est une démocratie pour la majorité, une majorité qui était hier encore opprimée, et qui maintenant se libère pour créer les conditions de la démocratie, de tout ce qui impliquera en même temps la disparition graduelle de la démocratie comme forme d'Etat. Et cela signifie

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

On peut suivre tout au long de l'histoire le fait que les mouvements révolutionnaires ont tous cherché à élargir la participation des masses populaires au pouvoir, et mis à l'ordre du jour la question de l'auto-administration du peuple. De même l'histoire nous montre aussi, comme une caractéristique de tous les régimes qui ont abandonné la voie du progrès et sont devenus réactionnaires, que leur premier pas en dehors de cette voie a été le fait d'isoler l'appareil d'Etat des masses, et de liquider l'une après l'autre toutes les formes de self-gouvernement populaire. Marx et Engels parlaient déjà de ce fait, et Lénine disait sur le même sujet :

« Messieurs les représentants des propriétaires fonciers et des capitalistes, qui siègent au gouvernement provisoire, veulent à toute force conserver l'ancien appareil tsariste de gouvernement : les fonctionnaires nommés « par en haut ». Ainsi ont agi toutes les républiques démocratico-bourgeoises du monde, à peu près toujours, sauf dans de brèves périodes de révolution dans certains pays. Ainsi ont-elles agi — facilitant et préparant de la sorte le retour de la république à la monarchie, à Napoléon, aux dictateurs militaires... »

Dans un régime de démocratie socialiste, par conséquent, le principe d'auto-administration est un élément indispensable, la cheville ouvrière de l'approfondissement du démocratisation socialiste, que seules

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

du même coup que l'approfondissement et l'élargissement de la démocratie dans tous les domaines de la vie sociale est la *loi* de l'évolution socialiste dans la période de transition, et que violer cette loi doit inévitablement amener de graves conséquences, et tout d'abord des phénomènes de stagnation idéologique. Il semble que de cela, on ne tienne pas suffisamment compte dans certains pays socialistes.

C'est pourquoi ce n'est pas chose secondaire que la manière dont est organisé et dont se développe le système du pouvoir dans un Etat socialiste. Il ne suffit pas que le parti prolétarien ait le rôle directeur, mais il est nécessaire de protéger la révolution — comme l'a dit Marx — contre ses propres bureaucrates, qui, s'ils ne vont pas jusqu'à faire revenir en arrière la roue de l'évolution, peuvent tout au moins freiner sérieusement le rythme de développement du socialisme et des forces productives de la société en général. Les communistes et tous les hommes épris de progrès ont le droit et le devoir de critiquer un pareil système de dictature prolétarienne, qui prétend éterniser ses formes les plus basses et les plus retardataires, ou qui s'engage dans la voie du centralisme bureaucratique, car tout cela entrave l'évolution socialiste et le développement des forces productives de la société. Aujourd'hui tout particulièrement, alors que le système impérialiste est encore fort, de telles tendances ne peuvent qu'affaiblir le monde socialiste et mettre des armes aux mains des réactionnaires.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

peuvent affaiblir des tendances centralistes bureaucratiques. Et c'est bien pour cela que ce serait une erreur extrême que de penser que cette évolution de la démocratie socialiste dans la période de transition ira d'elle-même, automatiquement. Non, une telle évolution ne peut être assurée que par le rôle conscient de direction d'un parti prolétarien, et par une lutte acharnée et constante contre toutes tentatives de violation bureaucratique des principes fondamentaux de la démocratie socialiste. Quelque forme qu'elle prenne au début, la démocratie socialiste ne peut se développer que dans une seule direction — dans la direction d'un épanouissement de plus en plus puissant de l'auto-administration du peuple, dans la direction d'une liaison de plus en plus étroite de l'appareil d'Etat avec les masses populaires. Je répète, par conséquent, qu'il est risible et faux de définir la démocratie populaire comme une dictature du prolétariat sans le pouvoir soviétique, de même qu'il est erroné de prendre la démocratie populaire pour une catégorie particulière. En fait, la démocratie populaire est un terme général, emprunté au vocabulaire marxiste-léniniste, qui marque l'extension de la démocratie prolétarienne ; et concrètement ce nom correspond à une série de formes historiquement conditionnées — dont j'ai parlé précédemment — de la période de transition du capitalisme au socialisme. Ce qui leur est commun à toutes, c'est le rôle incontestablement directeur du parti prolétarien, comme avant-garde de la classe ouvrière, et c'est cela, proprement, qui donne à la démoc-

cratie populaire l'essence d'une dictature du prolétariat.

La juste conclusion de toute cette discussion sur la démocratie populaire serait donc que l'évolution des pays de démocratie populaire a démontré que, dans la période de transition, peuvent apparaître, comme formes de la dictature du prolétariat, d'autres formes que le pouvoir soviétique, et que le pouvoir soviétique lui-même ne doit pas nécessairement avoir la même forme dans tous les pays. Mais il ne fait aucun doute que les principes qu'a donnés à cet égard la Commune de Paris, et qui ont été développés encore sous la forme du pouvoir des Soviets, constituent l'indispensable loi de développement de la démocratie socialiste. Il est évident que l'évolution socialiste ne s'arrête pas à l'une quelconque de ces formes, non plus qu'elle ne s'est arrêtée à la forme prise aussitôt après Octobre par le pouvoir des Soviets : elle va plus loin, dans la voie d'un approfondissement croissant de la démocratie socialiste comme démocratie de tout le peuple, liant de plus en plus l'appareil d'Etat aux masses populaires — jusqu'au jour où l'humanité, comme le dit Engels, rejettera jusqu'aux derniers lambeaux de « cette guenille de l'étatisme ».

Les « théoriciens » du Kominform ont donc abouti à un échec radical dans leurs essais de définition scientifique de la démocratie populaire. Ce n'est certes pas par hasard. Quiconque n'a pas foi en l'énergie révolutionnaire de son propre peuple, mais examine

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

tous les phénomènes à travers des recettes toutes faites — parce qu'il ne s'est pas trouvé contraint à l'application créatrice du marxisme-léninisme dans la vivante lutte révolutionnaire pour le pouvoir — celui-là ne peut manquer d'avoir des difficultés à s'orienter quand la question se pose de savoir ce qui est forme et ce qui est contenu, ce qui est principal et ce qui est secondaire, et où se trouve l'élément essentiel de développement à venir de la démocratie populaire.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

**IV**

**LA TACHE ET LA FORCE  
DE NOS COMITES POPULAIRES**

Ce qui caractérise au premier chef notre démocratie populaire et notre œuvre de construction de l'État, ce sont avant tout les principes suivants :

1. Le pouvoir populaire dans notre pays est une démocratie pour les travailleurs, pour l'énorme majorité du peuple pour tous ceux qui ne souhaitent pas le retour de l'ancien système capitaliste. En revanche, pour les restes du capitalisme et pour ses agents de toutes sortes, le pouvoir populaire est une intransigeante dictature qui met ouvertement cette poignée de vestiges du passé en présence d'un choix entre deux possibilités : ou bien renoncer de bon gré à ce passé, et s'efforcer de trouver dans la société socialiste les conditions de leur existence personnelle et de leur développement comme tous les autres travailleurs de notre pays, ou bien sentir tomber sur eux la main de notre pouvoir populaire.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

En parlant ainsi, nous ne craignons pas les accusations des pseudo-démocrates de l'Occident, qui nous crient : Oui, vous donnez la démocratie seulement à ceux qui sont avec vous, vous avez un régime de parti unique.

Voici comment le camarade Tito a répondu à ces clameurs :

« Mais qu'ils crient tant qu'ils en ont envie, aussi bien ne leur restera-t-il rien d'autre à faire. Quant à nous, nous pouvons tout de suite leur poser une question concrète ? Combien avez-vous de partis, vous, Messieurs ? Vous n'en avez que deux. Et quels sont-ils, vos partis ? Dans leur essence — absolument identiques, ils se maintiennent et se soutiennent par la toute-puissante dictature du dollar. Ainsi, ce sont les partis des gros magnats financiers, en dépit du fait qu'ils comprennent aussi des partisans bien intentionnés, mais qui ne peuvent rien faire, même s'ils voulaient quelque chose. Ainsi, ce sont les partis de la démocratie du type occidental, démocratie dans un très mauvais sens, par le moyen desquels les gros capitalistes exercent leur dictature. »

Démocratie pour le peuple — oui. Mais une poignée d'exploiteurs et de leurs avocats ne fait pas partie de ce peuple. Le peuple, ce sont nos travailleurs, les hommes qui vivent de leur propre travail, qui n'exploitent personne, mais qui étaient eux-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

mêmes exploités d'une manière ou de l'autre. C'est justement pour cela qu'ils se sont unis en un seul Front Populaire, avec la classe ouvrière en tête et sous la conduite du Parti Communiste, pour s'opposer au retour du régime d'exploitation, pour déblayer graduellement et totalement les restes de ce régime et pour construire un régime socialiste, dans lequel il n'y aura pas d'exploitation de l'homme par l'homme. Seules ces masses ont par conséquent le droit de parler en tant que peuple. C'est pour elles et pour elles seules que vaut aujourd'hui notre démocratie. Mais demain — quand aura été supprimé le dernier reste de l'exploitation capitaliste — le peuple, ce seront tous les citoyens de notre pays, et la démocratie sera pour tous.

Les avocats de la démocratie occidentale nous disaient qu'il y a chez nous le régime du parti unique, et que par conséquent il ne peut pas y avoir de démocratie. En réalité, comme on le sait, ce n'est pas de partis qu'il s'agit, mais de classes. Chez eux, plusieurs partis défendent la domination d'une seule classe, celle des capitalistes. Le rôle de l'avant-garde du prolétariat chez nous, *en tant que force de direction et d'orientation*, est entièrement différent de ce qu'est le rôle des partis dans la société capitaliste.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas, dans nos masses populaires, d'opinions différentes sur telles ou telles questions. Ces divergences d'opinions existent, tantôt sur la base progressiste commune, tantôt comme

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

restes du passé. Mais pour refléter ces opinions, il n'est pas besoin de partis, car chez nous les pouvoirs législatif et exécutif ne sont pas séparés en sorte qu'un parti doive obtenir la majorité pour que ses façons de voir puissent influer sur le pouvoir exécutif. Notre mécanisme d'Etat est tel que l'opinion des individus se fait valoir directement, et se contrôle quotidiennement dans le travail pratique d'édification. Un pareil système n'est naturellement possible qu'à condition que s'exerce la plus large participation directe des masses populaires au pouvoir populaire, et cela dans tous ses organes. Et tel est justement le système qui fonctionne chez nous.

Il faut spécialement souligner que notre Front Populaire est une forme d'alliance de tous les travailleurs dans laquelle le rôle de direction du Parti Communiste garantit une claire perspective socialiste, mais où peuvent se faire valoir des opinions diverses, et cela avec beaucoup plus de chances pour toute opinion individuelle d'être prise en considération — pour peu qu'il y ait en elle de substance saine et constructive — que dans le régime de la démocratie bourgeoise, même si on ne tient pas compte de son essence de classe. Au contraire, dans la démocratie bourgeoise, la façon de penser de l'individu ne se fait formellement valoir que lors de son vote pour le candidat de son parti aux élections. A partir de ce moment, il n'a plus aucune part au pouvoir d'Etat, ni ne peut l'influencer directement. En fait, à intervalles d'un nombre variable d'années, aux élections, il renonce

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

d'avance à sa participation au pouvoir. Dans ce sens, la plus large démocratie bourgeoise est incomparablement plus proche du régime du parti unique que notre système de démocratie populaire.

Bien sûr, il y a encore, chez nous aussi, des faiblesses à cet égard. Nous avons encore gardé certaines habitudes du passé. La critique est encore insuffisamment développée. Il y a encore çà et là des bureaucrates qui essaient de réduire le droit des individus et des masses populaires en ce qui concerne leur participation au pouvoir. Il y a encore des tentatives d'introduire les méthodes de commandement au lieu des méthodes de persuasion. Mais ce sont là phénomènes passagers, et notre lutte contre ces vices perfectionnera de plus en plus notre système démocratique, qui, non seulement par son contenu, mais aussi par sa forme, est dès maintenant incomparablement plus large et plus progressif que n'importe quelle forme de démocratie bourgeoise.

2. D'un tel système de démocratie populaire découle nécessairement le principe de l'unité du pouvoir. Sous le nom d'unité du pouvoir nous entendons avant tout l'unité des pouvoirs législatif et exécutif, et aussi l'unité du pouvoir dit central et du pouvoir local.

Chez nous est appliqué le principe profondément démocratique dont a parlé Engels : « la concentration de tout le pouvoir politique aux mains d'une représentation active. » Pour Engels, à son époque,

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

ce principe, appliqué aux conditions de la démocratie bourgeoise, signifiait l'affaiblissement de la machine d'Etat réactionnaire et la possibilité d'une plus forte utilisation du parlement comme moyen de lutte contre la Bourgeoisie. Pour nous, dans les conditions de la démocratie socialiste, ce principe signifie la garantie de l'unité du pouvoir comme arme directe des masses laborieuses sous la conduite de la classe ouvrière. Il assure la solidité des acquisitions révolutionnaires et réduit à l'impuissance les tendances nuisibles et anti-démocratiques qui pourraient se développer sur la base du bureaucratisme.

On sait que dans le régime de la démocratie bourgeoise il y a ce qu'on appelle la séparation des pouvoirs législatif, exécutif (ou administratif) et judiciaire. Nous savons qu'en réalité le pouvoir y est aussi unique, en ce sens qu'en fait c'est seulement la bourgeoisie capitaliste qui détient le pouvoir avec ses alliés, et qu'il n'y a nullement trois branches indépendantes du pouvoir. Mais la séparation a son sens pratique. A intervalles réguliers d'un certain nombre d'années, les gens élisent, par l'intermédiaire de leurs partis, des parlements qui votent des lois et d'autres décisions. Mais de ces parlements est complètement séparé l'appareil d'administration de tout l'Etat, sur lequel les organes législatifs n'ont aucun contrôle réel ou n'ont qu'un contrôle très limité. Il va de soi qu'à plus forte raison les masses populaires, en bas, n'ont aucun contrôle. De la sorte, la démocratie est un appareil administratif et policier permanent et par des

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

cisément pour les raisons mentionnées plus haut, un principe inséparable de la démocratie populaire. Le droit des masses populaires de révoquer ceux qui ne répondent pas à leur confiance est justement un moyen de constante et directe influence des masses sur le pouvoir, à la différence de ce qui se passe dans la société bourgeoise, où la participation des masses au pouvoir ne se manifeste que le jour où elles élisent un certain député, et cela seulement pour l'organisme législatif. Marx attribuait à l'électivité et à l'amovibilité de tous les fonctionnaires ayant des postes de direction une importance décisive pour le développement de la démocratie socialiste.

Dans certains pays socialistes se manifestent des tendances bureaucratiques qui, dans la pratique, vont en fait à l'encontre de ce principe. Ces tendances apparaissent en ceci, que l'électivité des fonctionnaires de direction est de plus en plus limitée, et que le plus possible de fonctions d'administration est transféré à des fonctionnaires nommés par les instances supérieures de l'administration. De pareilles tendances avaient commencé à apparaître chez nous aussi. Nous les avons étouffées dans le germe. Chez nous, ce ne sont pas seulement les comités exécutifs des Comités Populaires qui sont élus, mais à la tête des diverses branches de l'administration sont également des délégués *élus*. Nous avons, de cette manière, appliqué véritablement de la façon la plus conséquente le principe d'électivité des fonctionnaires de direction qu'exige la démocratie socialiste.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

forces armées réactionnaires qui sont indépendants du peuple. De cette manière, la bourgeoisie dominante partage en apparence le pouvoir en trois branches « indépendantes », mais, en fait, unifie fortement tout le pouvoir entre ses mains.

Dans notre pays, où le pouvoir appartient au peuple, avec la classe ouvrière à sa tête, l'unité du pouvoir est pleinement affirmée. Le peuple lui-même, ou ses représentants qui font les lois, fixent au moyen d'un plan la direction du développement du pays; et en même temps il assure lui-même l'exécution des tâches fixées, élit et révoque les chefs des organes exécutifs et conserve sur eux un contrôle. Un tel système, comme Marx l'avait déjà mis en lumière, est l'instrument le plus sûr contre le bureaucratisme, et c'est en même temps un cadre qui rend possible la plus large participation des masses à la gestion de l'Etat.

Dans le même sens, il n'existe pas chez nous de différence de principe entre les organes centraux et locaux du pouvoir. Les uns et les autres sont les organes du même pouvoir, l'expression de la même auto-administration populaire, résolvant selon les mêmes principes les tâches qui entrent dans le cadre de leurs compétences, lesquelles sont fixées par la loi d'après les besoins sociaux objectifs et des conditions subjectives.

3. L'électivité et l'amovibilité des fonctionnaires dirigeants dans l'appareil exécutif, tant à l'échelon central que dans les organes locaux du pouvoir, est pré-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

4. Le principe suivant de la démocratie populaire est le centralisme démocratique. Ce principe, qui est basé sur l'électivité et l'amovibilité de tous les organes du pouvoir populaire et d'à peu près tous les fonctionnaires de direction dans l'administration, implique aussi bien leur responsabilité devant ceux qui les ont élus et qu'ils représentent, que leur subordination de principe aux organes supérieurs du pouvoir d'Etat, qui sont également élus par le peuple, qui sont également l'expression de son auto-administration, et qui par conséquent sont eux aussi soumis au contrôle du peuple.

Ainsi se renforce l'unité du pouvoir et s'accroît la force du peuple uni dans la lutte pour l'édification du socialisme, mais en même temps sont garantis l'auto-administration, le contrôle d'en bas et le contrôle d'en haut, l'initiative dans tous les domaines et l'unité d'orientation dans la conduite de la politique de l'Etat. La tendance des bureaucrates est de fausser ce principe et de transformer le centralisme démocratique en centralisme bureaucratique, qui est le plus grand danger que puisse courir le développement de la société socialiste.

Il ne faut pas oublier que la période de transition socialiste n'emporte pas automatiquement la liquidation pure et simple de toutes les sources de bureaucratisme : bien plus, elles peuvent même — dans la mesure où ne serait pas menée une bataille incessante pour le perfectionnement de la démocratie socia-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

liste — se multiplier. J'ai insisté précisément sur le fait que le socialisme ne peut battre le capitalisme que par un rapide développement des forces de production, qui doit en même temps rendre possible une rapide élévation du niveau de vie des larges masses laborieuses. Or cela, ce qu'il faut avant tout pour y parvenir, c'est que le régime socialiste développe l'initiative individuelle plus fortement que ne le fait le régime capitaliste. Cette initiative individuelle ne peut être assurée qu'en développant avec méthode la démocratie socialiste, et son plus grand, son plus dangereux ennemi est le centralisme bureaucratique. C'est pourquoi il faut le combattre toujours et en tout lieu.

Il est des camarades qui pensent que la question du centralisme bureaucratique ne se pose que dans nos organes fédéraux du pouvoir. C'est là une conception absolument erronée. J'irai plus loin : il est hors de doute que la judicieuse politique de notre Parti a eu ce résultat, que c'est justement dans les organes fédéraux que le centralisme bureaucratique est le plus vigoureusement réprimé, sans y être certes totalement liquidé. Mais il est beaucoup plus menaçant dans les organismes centraux des Républiques, dans diverses directions générales et principales, et même dans nos Comités Populaires dans leurs rapports avec les organes qui leur sont subordonnés.

Les tendances au centralisme bureaucratique grandissent tout particulièrement dans les cas où des erreurs apparaissent dans l'activité des organes infé-

rieurs. Nous nous souvenons bien tous comment, dans la première période après la guerre, quand nos comités étaient encore faibles et commettaient toutes les erreurs possibles, la tendance se manifesta d'amoindrir le plus possible le rôle et les compétences des Comités Populaires. Toutefois, la direction de notre Parti, et le camarade Tito en tête, maintint fermement le point de vue que les erreurs des organes inférieurs du pouvoir sont pour une large part le reflet des faiblesses des organes supérieurs, qu'elles sont la preuve que ces derniers ne se montrent pas aptes à prêter une assistance assez rapide et assez efficace aux organes inférieurs, de les diriger correctement et de les mieux former aux tâches qui leur incombent. Or, si nous ne sommes pas capables d'arriver à *cela*, à plus forte raison ne serons-nous pas de taille à accomplir nos tâches par la seule opération d'un appareil administratif dépourvu de contacts avec le peuple et formé en grande partie à l'école du vieux régime capitaliste. Il en découle que le moyen de redresser les erreurs n'est pas de restreindre les compétences des Comités Populaires ou des autres organes inférieurs, mais bien de prendre des mesures résolues pour qu'ils soient rendus plus aptes à l'accomplissement de leurs tâches, et pour qu'ils soient éduqués de manière à pouvoir effectuer toutes les tâches avec le maximum possible d'indépendance.

Il n'est plus personne aujourd'hui, sauf les bureaucrates les plus racornis, pour émettre la prétention de restreindre les compétences des Comités Populaires,

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

pour la simple raison que la pratique nous a démontré à quel point était juste à cet égard la ligne du Comité Central, la ligne du camarade Tito. Nos Comités Populaires ont fait beaucoup de fautes et en feront encore, comme nous en faisons tous. Ils ne laissent pas non plus d'être encore tarés d'un certain nombre de calculs et de tendances particularistes, mais ils ont mené à bien un travail énorme, qu'aucun autre appareil n'aurait pu mener à bien. La capacité d'action autonome de nos Comités Populaires éveille et mobilise au sein des masses populaires des forces dont l'ampleur dépasse l'imagination des cerveaux étroits des bureaucrates.

Le socialisme ne peut se développer sans entraves qu'en conjuguant judicieusement la direction socialiste d'ensemble avec l'encouragement à l'initiative de masses comptées par millions. Toute démarche qui mène à négliger soit l'un soit l'autre de ces deux facteurs constitue un péril pour la cause du socialisme, et en tout cas met un frein au rythme que doit pouvoir atteindre le développement du socialisme.

Voilà pourquoi nous sommes les partisans sans réserve du principe du centralisme démocratique dans l'Etat, mais pourquoi en même temps nous menons une lutte sans trêve ni merci contre toutes tendances au centralisme bureaucratique.

Le socialisme ne peut se développer sans entraves qu'en conjuguant judicieusement la direction socia-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

liste d'ensemble avec l'encouragement à l'initiative de masses comptées par millions. Toute démarche qui mène à négliger soit l'un soit l'autre de ces deux facteurs constitue un péril pour la cause du socialisme, et en tout cas met un frein au rythme que doit pouvoir atteindre le développement du socialisme.

Voilà pourquoi nous sommes les partisans sans réserve du principe du centralisme démocratique dans l'Etat, et pourquoi en même temps nous menons une lutte sans trêve ni merci contre toutes tendances au centralisme bureaucratique.

Et je vous rappellerai enfin, pour éclairer encore cette question du centralisme démocratique, les paroles que prononçait le camarade Tito au II<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste de Croatie :

« Il faut expliquer aux gens. Non pas commander, mais expliquer inlassablement. Commander au peuple ne vaut rien. Commander, c'est bon pour des troupes ou autres formations en uniforme, mais au peuple, on ne peut pas commander. Le peuple est habitué à ce qu'on lui explique. Et les communistes doivent avoir cette particularité de n'être jamais las d'expliquer au peuple de quoi il s'agit... »

Il faudrait que cela fût compris de tous nos cadres de direction, et que ce fût aussi le bréviaire de leur travail et de leurs rapports avec les organes inférieurs du pouvoir : car là non plus, ce ne sont pas

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

des « formations en uniforme » auxquelles ils ont affaire, mais des représentants du peuple, qui ont besoin qu'on leur explique, avec tout autant de patience, aussi bien la manière de résoudre les problèmes qui leur sont posés que le sens et les objectifs de toute la politique de l'Etat.

5. Une autre caractéristique indispensable, essentielle de notre démocratie populaire, qui est aussi une caractéristique du centralisme démocratique, une caractéristique qu'il faut tout spécialement mettre en vedette et sans laquelle le centralisme *démocratique* n'est plus démocratique mais devient un centralisme bureaucratique et pernicieux, c'est le principe de l'auto-administration du peuple.

Notre système d'auto-administration, je l'ai déjà dit plus haut, se distingue radicalement de l'autonomie locale de l'ancien régime social. La bourgeoisie tolère l'autonomie locale tant qu'elle le sert et seulement pour autant qu'elle le sert, mais elle la supprime dès qu'elle commence à échapper à son emprise. L'autonomie des organismes locaux est par conséquent inévitablement liée à la qualité du pouvoir central : elle ne peut pas être autre que n'est le pouvoir central. Dans la phase révolutionnaire de la démocratie bourgeoise, l'autonomie locale a joué un rôle très nettement positif, mais dès que la bourgeoisie a commencé à entrer en conflit avec les masses plébéiennes, elle l'a rapidement balayée, ou par diverses machinations réduite pratiquement à rien. La démocratie socialiste, le pouvoir po-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

pulaire, au contraire, doit sans détours possibles s'appuyer sur l'auto-administration du peuple à tous les échelons du mécanisme du pouvoir d'État.

Pour la bourgeoisie, l'autonomie locale est une forme qu'elle tolère tant qu'elle est forte, tant que la pression par en bas des masses n'est pas menaçante pour elle. Pour l'État socialiste, l'auto-administration est un attribut indispensable des organes du pouvoir d'État, et une arme contre la dégénérescence possible du pouvoir, contre le glissement vers le bureaucratisme, contre la rupture du contact avec les masses populaires, et pour l'épanouissement de l'initiative des masses.

Tout au long des siècles l'idée de l'auto-administration locale du peuple a été l'idéal des hommes de progrès et des révolutionnaires. Les masses plébiennes y voyaient une protection contre un pouvoir de classe hostile. Les mouvements réformateurs révolutionnaires la regardaient comme un de leurs buts principaux. Les socialistes utopistes y cherchaient le cadre de la réalisation d'une société idéale — encore une fois pour affranchir cette société de la pression du pouvoir central égoïste de la classe dominante. C'est à elle qu'aspiraient les jacqueries paysannes et les masses plébiennes jacobines. Elle était l'armature et le fondement politique de la dictature du prolétariat dans la Commune de Paris. C'est elle qu'ont plus tard exploitée comme un mot d'ordre séduisant les opportunistes du mouvement ouvrier — non pas

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

en tant qu'objectif de la révolution, mais comme tremplin vers le pouvoir, comme succédané de la révolution et ainsi de suite.

Autrement dit, chaque fois qu'une vague révolutionnaire a emporté les masses, chaque fois ces masses ont élevé la revendication de l'auto-administration comme cadre qui devait leur permettre de prendre une part directe à la gestion de l'Etat. En fait, cette revendication exprimait l'aspiration des masses populaires au pouvoir, à la conquête du pouvoir, à leur participation au pouvoir. Il va sans dire que la notion de self-gouvernement, telle qu'elle s'affirmait dans le passé, ne caractérise par en soi le pouvoir, ni ne conduit par elle-même au pouvoir. Il y a aussi aux Etats-Unis et en Angleterre un self-gouvernement local — plus ou moins entravé et limité à vrai dire, mais qui n'en est pas moins un self-gouvernement stabilisé, jouissant d'une tradition et d'expériences d'organisation qui, même pour nous et aujourd'hui encore, ne sont pas sans valeur. Mais il reste qu'aujourd'hui ce self-gouvernement est chargé d'un contenu réactionnaire. Ce qui est essentiel, donc, — c'est le *caractère* du pouvoir. C'est le caractère du pouvoir et lui seul qui détermine la réalité intrinsèque de l'autonomie des organes locaux du pouvoir d'Etat.

Marx et Engels attribuaient à la question de l'auto-administration locale une importance hors de pair, et ils en ont souvent parlé dans leurs écrits. Bien connues

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

sont notamment, à cet égard, les vues de Marx, exposées dans son analyse de l'expérience de la Commune de Paris. Je citerai ici un passage d'une lettre d'Engels, où il dit :

« La Hollande est, avec l'Angleterre et la Suisse, le seul pays d'Europe Occidentale dans lequel il n'y ait *pas eu*, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles, de monarchie absolue, et qui ait, de ce fait, certaines prééminences, notamment des restes de self-gouvernement local ou régional, sans véritable bureaucratie à la manière française ou prussienne. C'est un grand avantage pour l'évolution nationale, même pour l'avenir. Avec des changements relativement peu nombreux le peuple travailleur pourrait ici établir un libre self-gouvernement, qui doit être notre meilleure arme pour la transformation des procédés de production. Il n'y a rien de pareil ni en Allemagne ni en France — et là, il sera nécessaire de créer tout cela de nouveau. »

Engels a ainsi très clairement défini la place et le rôle du principe de l'auto-administration populaire dans le régime de la démocratie socialiste.

Chez nous, maintenant, les classes laborieuses, avec la classe ouvrière à leur tête, ont conquis le pouvoir. Elles ont conquis aussi, du même coup, l'auto-administration, et non seulement locale, mais dans tout l'Etat et dans tous les organismes du pouvoir,

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

des plus bas aux plus élevés. Il ne reste maintenant, outre la résistance des éléments capitalistes, qu'un ennemi qui puisse faire obstacle à la pleine utilisation de ces organismes pour la plus large participation des masses au pouvoir populaire — c'est le bureaucratisme.

Dès lors, il ne suffit pas — comme on le fait dans certains pays socialistes — de se féliciter de ce que le principe de l'auto-administration soit contenu *a priori* dans le principe du centralisme démocratique : il faut aussi tâcher à ce que ce principe soit effectivement mis en valeur, sinon le centralisme démocratique se transformera en centralisme bureaucratique et en frein de l'évolution socialiste.

Voici ce que dit à ce sujet Lénine, invoquant Engels :

« Mais ce centralisme démocratique, Engels ne l'entend pas au sens bureaucratique que lui donnent les idéologues bourgeois et petits-bourgeois, les anarchistes au nombre de ces derniers compris. Le centralisme pour Engels n'exclut nullement une large autonomie administrative locale qui, à condition que les communes et les régions défendent de leur propre gré l'unité de l'Etat, supprime incontestablement tout bureaucratisme et tout « commandement » par en haut. » (33)

---

(33) Lénine, *L'Etat et la Révolution*, Paris 1933, p. 83-84.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

L'organisation de notre pouvoir populaire a sa source dans les Comités Populaires. Un système de Comités Populaires depuis le bas jusqu'au sommet — telle est la forme d'organisation de notre pouvoir populaire. C'est ce qui fait qu'il est si important que nos préoccupations se concentrent précisément sur la formation de nos organismes locaux du pouvoir populaire, de nos Comités Populaires.

Les gens d'esprit bureaucratique répugnent naturellement à cette manière de voir. Ils veulent une « centralisation » du type bureaucratique, ils présentent les symptômes de ces tares typiques des praticiens de la bureaucratie : la fringale des compétences, l'idée fixe de la « concentration » des pouvoirs et de l'indépendance des bureaux. C'est une tendance qui découle du manque de foi dans les masses, du manque de foi dans le peuple laborieux, d'une phobie réactionnaire de l'auto-administration du peuple, parce qu'elle exige des chefs davantage de savoir, davantage de recours à la méthode de persuasion et davantage d'élaboration scientifique des problèmes de gestion de l'Etat.

De pareilles tendances bureaucratiques sont partout dangereuses. L'histoire nous apprend que l'abandon des principes d'auto-administration a toujours été le prélude du passage à des positions réactionnaires. Il s'ensuit que la lutte pour l'approfondissement du démocratisme socialiste a pour champ de bataille inévitable la consolidation de l'auto-administration. C'est pour ces raisons qu'il faut donner toute leur impor-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

tance aux formes mêmes des organismes locaux du pouvoir populaire, et non pas seulement à la question de savoir *qui* ces organismes représentent. Il s'agit de faire que l'Etat socialiste ait — de la base au sommet, de l'échelon local au pouvoir central de l'Etat — des organes du pouvoir d'Etat dont la forme soit telle qu'elle permette non seulement le contrôle par le peuple, mais aussi sa participation de plus en plus large et de plus en plus directe à l'exercice même du pouvoir.

Voilà pourquoi, pour les organismes locaux du pouvoir, il ne s'agit pas seulement de leur électivité et de leur caractère représentatif, mais aussi de leur droit à ce que toute l'activité de la gestion de l'Etat soit de leur compétence, à l'exception de celle qui est expressément dévolue *par les lois* — c'est-à-dire encore par la décision souveraine du peuple — à la compétence des organes supérieurs du pouvoir d'Etat.

Par suite, les Comités Populaires — en dehors du cadre des compétences déterminées dans la loi par les organes centraux du pouvoir d'Etat — sont les organes suprêmes et uniques du pouvoir d'Etat dans leur ressort, c'est-à-dire dans leur unité administrative territoriale.

Ces constatations paraissent au premier regard n'avoir aucune valeur pratique ; en fait, c'est justement là que réside l'essentiel de la différence entre notre auto-administration vraiment populaire et le self-gouvernement local des pays de démocratie bourgeoise.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Cela signifie que dans notre système les organes centraux du pouvoir d'Etat n'ont ni le besoin ni le droit de nommer dans les unités administratives territoriales leurs propres organes exécutifs, sauf dans les cas, rares et déterminés par la loi, où l'exige le caractère même des affaires à traiter.

Dans l'actuel self-gouvernement des démocraties bourgeoises, pour autant qu'il existe encore, divers stratagèmes permettent de placer, à côté des faibles organes de « self-gouvernement », des organes du pouvoir central d'Etat, qui sont le pouvoir réel, et de les renforcer de plus en plus.

Ce n'est nullement au hasard qu'Engels, dans sa critique du programme d'Erfurt de la social-démocratie allemande, a mis entre autres cette remarque :

« Mais ce qui peut être mis dans le programme, et ce qui peut au moins indirectement servir comme indication de ce qu'on ne peut pas dire, c'est la revendication suivante :

« Administration autonome complète dans la province, l'arrondissement, la commune, par des fonctionnaires élus au suffrage universel. Suppression de toutes les autorités locales et provinciales nommées par le gouvernement. » (34)

---

(34) Fr. Engels, *Critique du projet de programme social-démocrate de 1891*, cité par Lénine, *L'Etat et la Révolution*, Paris 1933, p. 89.

Et dans un autre endroit :

« De 1792 à 1799, chaque département français, chaque commune a eu son autonomie administrative complète, sur le modèle américain, et voilà ce qu'il nous faut également. Comment organiser cette administration et comment se passer de la bureaucratie, c'est ce que nous ont montré l'Amérique et la Première République française, c'est ce que nous montrent encore aujourd'hui l'Australie, le Canada et les autres colonies anglaises. Une semblable autonomie provinciale et communale est beaucoup plus libre que le fédéralisme suisse, par exemple, où le canton est sans doute très indépendant à l'égard du « Bund », mais où il l'est également vis-à-vis du district et de la commune. Les gouvernements cantonaux nomment des gouverneurs de district et des préfets, dont on ne sait rien dans les pays de langue anglaise et dont, à l'avenir, nous demandons à être dispensés, comme des conseillers provinciaux et gouvernementaux prussiens. » (35)

Enfin, il faut encore considérer cette question sous un autre angle. L'Etat capitaliste règle, dans le seul intérêt du maintien de la domination de la bourgeoisie, les rapports politiques entre les hommes, mais la vie économique est réglée directement par la bourgeoisie, au moyen de son appareil salarié. Dans l'Etat

---

(35) Id., *ibid.*, cité par Lénine, *ibid.*, p. 89.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

pouvoir central et le pouvoir local. Chacun dans son ressort exécute les tâches y afférentes au nom du même pouvoir populaire unique, et la loi fixe les droits de l'un et de l'autre organe sur la base du centralisme démocratique. Dans notre système, par conséquent, il serait totalement erroné d'opposer les organes locaux aux organes centraux, de même qu'il serait erroné de redouter un développement de plus en plus puissant des organes locaux d'auto-administration du pouvoir populaire. Notre lutte doit donc être dirigée aussi bien contre les manifestations de particularisme local, qui assez longtemps encore auront un certain nombre de sources matérielles objectives (inégalité de développement des différents rayons, procédure de répartition, etc.), que contre les tendances à méconnaître les organes locaux d'auto-administration, lesquelles tendances ont leurs racines dans le centralisme bureaucratique.

J'ai déjà dit plus haut que l'auto-administration populaire est un élément essentiel de la substance même de la démocratie socialiste, élément sans lequel il n'y a pas de libre essor de l'énergie créatrice du peuple. Le camarade Tito a qualifié à juste titre l'auto-administration locale du peuple de « force motrice du développement de toutes les forces créatrices de notre peuple » (36). En même temps l'auto-

---

(36) Tito, *Discours au II<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste de Croatie*.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

socialiste, il en va autrement : l'Etat ne règle pas seulement les rapports politiques entre les hommes, mais gère directement l'économie, c'est-à-dire le bien socialiste. Tout ce qui était autrefois dirigé par la bourgeoisie, par ses trusts, ses cartels, ses sociétés par actions, etc., passe à l'Etat. Il est évident que cela doit changer le caractère même de l'appareil d'Etat et les méthodes de son travail. En premier lieu, il s'élargit puissamment et devient plus compliqué. De ce fait apparaît le danger de la séparation de cet appareil d'avec le peuple, le danger du bureaucratisme. Seul un puissant épanouissement de l'auto-administration du peuple — à tous les degrés du pouvoir et dans tous les rouages de l'appareil d'Etat — peut parer à ce danger et assurer un développement régulier de la démocratie socialiste. Et cela veut dire que plus sera large la participation des masses au système de gestion de l'Etat, plus sera étendu leur contrôle, plus sera profond le démocratisme du régime. L'appareil d'Etat doit être le serviteur du peuple, et non une force au-dessus de lui — tel est le principe de base de la démocratie socialiste, qui ne peut trouver sa pleine application que sous condition du développement universel de l'administration du peuple par lui-même.

Puisque chez nous le peuple laborieux a le pouvoir en mains, tant à l'échelon central qu'à l'échelon local, puisque dès lors tout le système d'Etat n'est que l'émanation de l'auto-administration populaire, il ne saurait y avoir de différence de principe entre le

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

administration doit être comprise comme un cadre pour la plus grande contribution possible du peuple travailleur, dans les diverses unités administratives territoriales, à l'effort général de la nation et de tout l'Etat pour l'édification socialiste.

Cependant, ce serait une erreur de penser que le principe d'auto-administration ne se rapporte qu'aux organes du pouvoir tels que les Comités Populaires. Non, ce principe, nous devons le développer de plus en plus partout, et dans toutes les unités d'organisation de notre vie sociale. Les éléments doivent en être développés aussi dans les entreprises, dans les bureaux, etc. — partout où l'initiative peut contribuer à de plus grands et à de meilleurs résultats. Bien entendu, de pareilles tâches demandent en même temps un travail politique renforcé, et un effort accru pour élever le niveau de la conscience humaine en général. Mais nous devons le faire si nous voulons que notre ordre social socialiste brisé au plus vite tous les cadres bureaucratiques qui l'entravent, et qu'il s'épanouisse en puisant ses forces directement dans l'énergie créatrice du peuple.

6. Toutefois, l'auto-administration ne serait qu'un mot sans une constante, sans cesse plus large et sans cesse plus directe association des masses populaires à la gestion de l'Etat — à tous les degrés de son appareil de gestion. Il n'est évidemment pas suffisant pour nous que les masses populaires participent — par leurs représentants élus — seulement aux Comités Popu-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

lares et aux Assemblées nationales. Si nous nous en tenions à cela, nous serions plutôt une démocratie parlementaire qu'une démocratie populaire et socialiste. Les travailleurs peuvent et doivent prendre part à la gestion de l'État sur d'autres plans, comme cela se passe d'ailleurs chez nous, par différentes commissions, conseils, etc., près des Comités Populaires, par les groupes d'action des villages, par les inspections populaires et sous une multitude d'autres formes. Toute cette activité doit être constamment développée et mise à la portée des masses.

Dans beaucoup de nos usines, par exemple, là où un directeur entreprenant et intelligent a compris que son succès dépend de l'intérêt et de l'initiative que prennent les ouvriers, a commencé à se développer encore une nouvelle forme d'auto-administration du peuple et de participation des travailleurs à la gestion de l'État. Ce sont de constantes consultations du directeur — sur toutes les questions concernant la marche de l'entreprise — avec les groupes des meilleurs ouvriers. Les ouvriers et employés, par le moyen de ces conférences spontanées, prennent part avec le directeur — sans que soit porté atteinte au principe de la responsabilité personnelle de celui-ci — à la gestion de la fabrique, présentent leurs remarques et leurs critiques et exposent leurs propositions concrètes. Cette forme encore embryonnaire et spontanée doit être développée et transformée en une forme permanente de collaboration directe des travailleurs à la direction de nos entreprises. Des formes comme

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

La question de la participation des masses à l'activité du pouvoir populaire, finalement, n'est pas seulement une question de droit formel de chaque citoyen à prendre sa part du pouvoir et de la gestion de l'Etat; elle n'est pas seulement non plus une question d'assistance active du citoyen de notre pays au pouvoir populaire pour qu'il puisse accomplir au mieux ses tâches. C'est aussi une question — c'est même avant tout une question — d'éducation de nos générations à venir dans un esprit de relations socialistes entre les hommes, et d'extirpation des restes du capitalisme dans les esprits, afin que les hommes puissent, comme dit Lénine, « *s'habituer* à respecter les conditions élémentaires de la vie sociale *sans violence et sans assujettissement* ». C'est la seule voie vers une juste et véritable liberté, celle que saura créer la nouvelle génération, qui selon Engels (dans son introduction à la « Guerre civile en France » de Karl Marx) grandira « dans de nouvelles et libres conditions sociales » et « sera en mesure de rejeter toute cette guenille de l'étatisme ».

Nos nouvelles générations peuvent et doivent être formées dans cet esprit-là, car notre Révolution a créé ou crée les nouveaux rapports sociaux, dans lesquelles nos masses peuvent s'éduquer en vue de cette liberté dont parle Engels.

A ceux qui s'étonnent qu'un pays socialiste tel que la Yougoslavie puisse soutenir une pression comme celle qui s'exerce sur lui, aussi bien de l'Est que de l'Ouest, nous pouvons dire : la réponse est dans notre

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

celle-là d'intégration des travailleurs à la direction de l'Etat sont un grand pas en avant dans le développement de notre démocratie socialiste, et elles font vraiment passer dans les faits le principe de la participation directe des producteurs à la direction de l'économie, tel que l'ont posé Marx et Engels. Chez nous, ce progrès a été rendu possible par la haute conscience de notre classe ouvrière et par le lien étroit qui l'unit au Parti Communiste. Cette forme de notre démocratie populaire doit être développée non seulement en largeur, mais aussi verticalement : je veux dire que les organes supérieurs de direction économique devront eux aussi amener les travailleurs-producteurs à une collaboration directe.

Sur un autre plan, le système de nos coopératives de travail et de nos unions coopératives de district et au-dessus permet aussi d'associer de la même manière et dans une mesure sans cesse croissante, les meilleurs représentants de nos coopérateurs à la direction de notre agriculture socialiste.

Si nous regardons l'avenir à la lumière de ces résultats déjà atteints, une claire perspective s'ouvre devant nous pour le développement futur de notre démocratie socialiste, dans laquelle de plus en plus l'appareil de direction de notre Etat se fondera pour ainsi dire avec nos masses populaires et apportera des résultats de plus en plus considérables, éveillant chaque jour des capacités nouvelles, jusqu'alors sans emploi et sans développement, de chacun de nos citoyens, de nos travailleurs.

démocratie populaire, dans sa largeur, dans ses formes qui donnent à tout homme honnête et travailleur de chez nous les moyens de développer ses capacités personnelles. S'il défend cette démocratie, c'est qu'il sait que nul au monde ne peut lui donner rien de mieux que ce qu'il a conquis de haute lutte dans son pays.

7. La compétence des divers organes du pouvoir n'est pas à nos yeux constante et immuable. Nous prenons pour objectif de rapprocher sans cesse le pouvoir populaire des masses populaires. La fixation des compétences pour les diverses affaires dépend de la nature objective de l'affaire à traiter, et aussi de la capacité subjective des Comités Populaires à dominer telle ou telle affaire. C'est précisément pour cela que nous devons constamment lutter pour l'élévation du niveau politique et technique de tous nos Comités Populaires, afin qu'ils puissent résoudre avec le maximum possible d'autonomie le plus large cercle possible de questions et s'acquitter des plus larges affaires possibles. Plus nous nous rapprocherons de ce but, moins il y aura de bureaucratisme chez nous et moins l'appareil d'administration sera coûteux. En même temps, cela nous permettra d'améliorer qualitativement les états-majors centraux des diverses branches de l'administration, aussi bien dans les Républiques qu'à l'échelon fédéral. Plus il y aura d'autonomie et d'initiative par en bas, plus grandira la qualité et la valeur technique de nos organes de direction.

La ligne ainsi tracée à notre édification d'Etat correspond pleinement à la perspective que dessinaient déjà Marx et Engel pour le développement de l'étatisme socialiste. D'après Engels, l'autorité de l'Etat dans l'avenir — c'est-à-dire dans le socialisme — doit se réduire « aux limites que prescriront inéluctablement les conditions de la production » (37). On comprend bien qu'ici, Engels n'a pas pris en considération les éléments d'appréciation que comporte la politique internationale, à savoir l'existence, à côté du monde socialiste, d'un monde impérialiste agressif ; néanmoins, il donne clairement là la ligne d'évolution de l'Etat socialiste, qui comporte le constant renforcement des unités d'organisation fondamentales de l'Etat qui sont les plus proches du peuple; il donne clairement là pour objectif constant de limiter l'intervention de l'Etat, dans son ensemble, aux cadres définis par les rapports de production socialistes et par les besoins de direction générale de l'économie socialiste.

8. Une force d'unification sans égale pour l'ensemble du mécanisme du pouvoir d'Etat réside dans la planification. Le principe de planification est appliqué dans toute l'activité du pouvoir d'Etat, y compris celle de ses organismes d'exécution et d'administration. Le plan général, unique pour tout l'Etat, englobe tous les plans particuliers, et lie ainsi en un tout l'en-

---

(37) *Neue Zeit*, 1913-1914, p. 39.

semble de l'effort de nos travailleurs dans la construction du socialisme.

Certains doctes professeurs de l'Union Soviétique, comme par exemple Varga et d'autres, ont il est vrai affirmé — noir sur blanc — après avoir préalablement constaté qu'il n'y a pas dans ces pays un ordre socialiste, que la planification n'est pas possible dans les pays de démocratie populaire. Mais chez nous il n'est pas d'homme adulte, dans le recoin le plus reculé du pays, qui ne connaisse et ne sente notre planification. Par surcroît, nous aimerions demander avec tout le respect qui leur est dû, à ces érudits négateurs de la possibilité de la planification dans les pays de démocratie populaire, de bien vouloir nous expliquer « théoriquement » comment il est proprement possible de commencer tout d'abord par construire le socialisme, et de ne planifier qu'ensuite ! S'ils nous l'expliquent, nous leur en serons très reconnaissants, car quant à nous, l'exécution du plan nous donne parfois un rude fil à retordre. Mais nous avons compris la chose autrement : il faut commencer par planifier sur la base des éléments socialistes existants, puis, par le moyen de la planification, édifier le socialisme. Et étant donné que notre plan est en voie d'exécution, et que le secteur socialiste se renforce de jour en jour — cela doit tout de même être une preuve que même dans les pays de démocratie populaire on peut planifier, et que c'est dans les têtes des professeurs qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond.

Voilà jusqu'à quelles sottises sont capables de dé-

gringoler des gens qui, à part cela, sont convaincus que — pour ce qui est du marxisme-léninisme — la mer ne leur vient pas aux genoux !

Quant à nous, non seulement nous savions que la planification est possible, mais nous savions aussi qu'elle était indispensable dès que nous nous sommes engagés dans la voie de la liquidation du capitalisme et de la construction du socialisme. Et nous savons que sans elle nous ne pourrions jamais créer un système socialiste.

9. Dans cet ordre d'idées, il y a besoin, avant tout, d'un bon et rapide système central d'information et de contrôle, et avec lui d'un solide appareil d'organisateur et d'instructeurs, capable d'intervenir vite et d'aider vite partout où se manifestent des erreurs ou des faiblesses. Nous avons atteint, dans le développement de l'information et du contrôle, des résultats considérables, mais le maniement de ces résultats n'est pas encore familier à notre personnel dirigeant. Il n'a pas encore compris que ce ne sont pas là de simples moyens secondaires et auxiliaires, mais bien les principaux instruments de direction. Il n'est pas douteux que l'évolution du système socialiste va vers la déconcentration progressive des fonctions d'opération proprement dite, qui de plus en plus passeront aux organismes les plus proches des masses, et que ce qui se centralisera en se perfectionnant, c'est le système de planification, d'information, de contrôle et d'instruction organisatrice et politique, en tant que

**principaux moyens de direction d'ensemble exercés à partir du centre.**

10. Ce qui vaut pour les différents organes du pouvoir, vaut également, en substance, pour la manière de conduire l'économie et l'administration. Le dirigeant immédiat doit pouvoir opérer de façon autonome et avoir la possibilité, lui-même et les cadres qui lui sont subordonnés, ainsi que la collectivité de travail dont il dispose, de développer le maximum d'initiative dans tous les domaines. L'appareil central de direction doit être en permanence tenu au courant de son travail et de l'état d'exécution du plan, afin de le contrôler dans son travail et d'intervenir ou de l'aider, selon les cas, quand l'information et le contrôle indiquent que c'est nécessaire — soit pour redresser les fautes ou les faiblesses, soit pour l'amélioration générale du travail.

11. La responsabilité personnelle doit être fermement établie, mais non pas en sens unique. Celui qui dirige doit être personnellement responsable de son travail, aussi bien devant la direction supérieure que devant ceux au nom desquels il exerce la direction dans telle ou telle entreprise ou institution. Là aussi il arrive que l'esprit bureaucratique fausse le principe de la responsabilité personnelle, en tendant à supprimer le contrôle par en bas du personnel dirigeant. Si nous nous laissons entraîner sur cette voie, nous renforcerions le bureaucratisme et compromettrions la

possibilité d'un large développement de l'initiative des masses. Ce serait en fait une manière administrative et bureaucratique de conduire les affaires, qui freinerait fortement les progrès de la construction socialiste.

C'est justement pour cela que les conseils d'ouvriers, dont j'ai parlé précédemment, ont une très grande importance pour le perfectionnement à venir des méthodes socialistes de gestion de l'économie. Je pense que c'est là aussi une question à laquelle on ne consacre pas assez d'attention dans les autres pays socialistes, où très souvent on entérine précisément une ligne bureaucratique en ce qui concerne les méthodes de direction.

12. Il convient de souligner par la même occasion la nécessité d'affirmer constamment, dans un tel mécanisme de pouvoir populaire, la légalité et la discipline intérieure. Il faut assurer de manière inconditionnelle le respect des lois et de tous les droits qui en découlent. Toute notre administration d'Etat repose sur les lois. Pas une seule prescription administrative ne peut être édictée sans être fondée sur la loi. La démocratie populaire et le large développement de l'auto-administration n'ont aucun rapport avec l'arbitraire quel qu'il soit, ou la rupture de la discipline sous quelque forme que ce soit — aussi bien en ce qui concerne les rapports mutuels des différents organes qu'en ce qui a trait à l'exécution des plans généraux d'Etat ou des autres tâches assignées par les

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

organes supérieurs. La légalité et la discipline à l'intérieur de l'appareil d'administration de l'Etat — ce sont deux puissants moyens de consolidation de tout le système d'Etat. A cet égard il y a encore chez nous beaucoup de faiblesses contre lesquelles il faut lutter.

13. Et enfin, il existe chez nous, pour tout citoyen ainsi que pour toute organisation d'Etat ou sociale, et dans tous les cas, un droit de recours aux organismes supérieurs. Ce droit démocratique est d'une énorme importance, et il faut lui prêter beaucoup plus d'attention qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. C'est un droit qu'on traite souvent par la négligence, en bâclant la prise en considération des plaintes. Or l'expérience prouve que les plaintes des travailleurs sont dans la plupart des cas justifiées. Un juste règlement de ces plaintes est donc important non seulement pour donner satisfaction à l'intérêt et au bon droit du citoyen, mais aussi et surtout parce qu'en donnant une solution judicieuse aux questions qu'elles soulèvent, on élimine constamment des défauts de l'appareil d'Etat et on améliore tout son travail. Le droit de recours n'est donc pas seulement une puissante arme défensive des citoyens, mais tout autant une arme pour le personnel supérieur de direction dans sa lutte pour l'amélioration du fonctionnement de l'appareil qui lui est subordonné.

J'ai rappelé ici quelques uns des principes les plus importants qui nous guident dans l'édification de notre système d'Etat. Il est certain qu'il y a encore, dans

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

notre système de démocratie populaire, bien des défauts et des faiblesses. Pour une part, ces faiblesses sont de nature subjective, et peuvent être rapidement écartées par une lutte persévérante; pour une autre part elles sont la résultante du caractère relativement limité de notre démocratie, lequel découle à son tour du fait que nous n'en sommes pas encore à vivre dans une société socialiste développée, que nous avons encore à lutter âprement contre les restes du capitalisme, et que nous sommes aux confins du monde capitaliste, dont les agents à l'intérieur du pays se liguent avec les résidus de la réaction intérieure et avec les fractionnistes et diversionnistes du Kominform. Il est naturel que tous ces facteurs se fassent sentir dans le développement de notre démocratie.

Il ne faut pas oublier que le degré de démocratie, dans tout régime social et de classe existant, dépend surtout de la force de la classe dominante, de son contact avec les masses, et que cette force à son tour dépend en dernière analyse du rôle de cette classe dans l'histoire sociale, c'est-à-dire de la position qu'elle prend à l'égard du progrès social et de la possibilité qu'elle a, en luttant pour ses propres intérêts, de satisfaire certains intérêts des autres classes sociales. En combattant le féodalisme ou les vestiges du féodalisme, la classe bourgeoise rendait évidemment service aux intérêts de la paysannerie, et aussi, dans un certain sens, du prolétariat lui-même. La démocratie de l'actuel Occident capitaliste repose dans une grande mesure sur l'exploitation des pays coloniaux, dépen-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

dants et arriérés, ce qui donne à la bourgeoisie détentrice du pouvoir la possibilité de corrompre des couches sociales entières, et même des parties de la classe ouvrière. Dans la mesure où lui font défaut ces moyens de se maintenir, la bourgeoisie dans sa métropole perd le soutien des masses, se débat dans des crises politiques de plus en plus profondes, et cherche une issue dans l'étouffement de la démocratie. Il suffit de regarder dans quels pays du monde capitaliste a réussi à se maintenir une démocratie bourgeoise tant soit peu sérieuse, et nous verrons que cette démocratie, c'est régulièrement quelque autre peuple qui en fait les frais, quelque peuple pour lequel il n'y a pas de démocratie bourgeoise.

Il en va autrement de la classe ouvrière. Luttant pour la liquidation de la classe des exploiters, elle lutte en même temps aussi pour les intérêts des autres travailleurs. Son intérêt, qui est de liquider une domination de classe, coïncide avec l'intérêt des autres masses de travailleurs, et en premier lieu de la paysannerie laborieuse, et cela non pas pour un temps déterminé et dans des limites déterminées, mais de façon essentielle et durable. Et c'est là la plus solide base de la démocratie socialiste, de la démocratie la plus large et la plus profonde que l'histoire ait connue jusqu'à présent. Mais il va sans dire que cette démocratie est loin d'être parfaite dans son développement et dans son progrès, et qu'elle ne peut pas l'être, car elle est encore une forme de domination de classe, une dictature du prolétariat, d'abord par rapport à la

résistance de notre propre bourgeoisie et de ses alliés et assistants impérialistes étrangers, ensuite contre l'impérialisme de l'étranger et ses officines de l'intérieur. Et les officines en question, en tant que danger sérieux, sont possibles non seulement sur la base des vestiges du capitalisme dans notre vie économique, mais aussi à cause des résidus persistants qu'ont laissés dans la conscience des masses le capitalisme et en général le passé réactionnaire, et des hésitations individuelles possibles, qui se manifesteront tant qu'il existera un groupement assez fort de pays travaillant activement à la destruction ou à l'affaiblissement du socialisme et du progrès socialiste. Il va de soi que tous ces facteurs ne laissent pas d'agir dans les pays socialistes dans le sens d'une relative limitation de la démocratie.

Il semble que les « critiques » kominformistes de notre Parti communiste, partant de l'idée d'une victoire facile, de quelque chose comme un « Blitzkrieg » idéologique contre notre Parti, ont bel et bien oublié ces fondements objectifs de la démocratie socialiste et ces sources primordiales de sa force dont j'ai parlé plus haut. Glissant dangereusement sur la pente savonnée de l'idéalisme, et confondant leurs désirs et leurs échafaudages scolastiques avec la réalité objective, ils se sont tout naturellement retrouvés, côte à côte avec la bourgeoisie, sur le terrain des calomnies contre notre pays; ils ont fait le même fiasco que la bourgeoisie dans sa lutte contre le socialisme victorieux, ils ont culbuté dans notre pays sur les mêmes

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

ments réactionnaires possibles à l'intérieur, avec toutes les officines impérialistes étrangères dans notre pays, afin de rendre plus durs les efforts de nos travailleurs dans l'édification socialiste.

Mais ils ont ainsi obtenu exactement le même résultat que celui qu'enregistrent, ces quelques années depuis la libération, les agents du capitalisme : ils accumulent contre eux la haine grandissante des masses laborieuses, et leur méfiance de plus en plus profonde à l'égard des buts de ceux qui, de concert avec la réaction capitaliste, gênent nos travailleurs dans leur œuvre créatrice et socialiste.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

positions anti-démocratiques et contre-révolutionnaires où ont été refoulés les restes de la réaction intérieure et du capitalisme.

Si notre démocratie populaire est forte, ce n'est pas parce que nous faisons je ne sais quelle propagande pour elle. Elle ne dépend pas non plus de l'opinion d' « autorités » telles que le Kominform, mais du fait que quotidiennement, dans la pratique, par le travail de millions de gens, s'édifie une réalité qui correspond aux intérêts des masses travailleuses, une réalité dans laquelle coïncident les intérêts de la classe ouvrière et les intérêts de la paysannerie laborieuse et des autres travailleurs de notre pays, — qu'en un mot se construit le *socialisme* et se perfectionne la *démocratie socialiste*. Il est risible de penser — sans parler même du marxisme-léninisme, avec lequel ces grotesques spéculations scolastiques n'ont rien de commun — qu'on peut par une propagande aussi creuse que calomniatrice convaincre les hommes de travail de quelque chose qui est diamétralement opposé à ce que leur enseignent l'état objectif des choses, la pratique quotidienne et les résultats tangibles. L'unité des masses ne peut aujourd'hui être combattue dans notre pays que d'une seule manière : en menant la lutte contre l'édification socialiste. Aussi bien nos calomniateurs ont-ils rapidement adopté cette ligne. Ils se liguent maintenant avec les restes du capitalisme pour nuire à l'économie socialiste, ils se liguent avec les éléments koulaks pour combattre les coopératives de travail, et ils s'unissent avec tous les élé-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

V

**LES PRINCIPES  
DE NOTRE EDIFICATION D'ETAT**

Tous les principes que j'ai mentionnés de l'édification d'un État socialiste sont contenus dans la nouvelle Loi sur les Comités Populaires. Quelques-uns y sont développés plus fortement, d'autres moins. C'est chose compréhensible, car cette loi reflète avant tout notre état de choses actuel et nos possibilités du moment. Et l'idée ne nous effleure même pas, je l'ai déjà dit précédemment, de prétendre que notre démocratie soit parfaite, au point qu'il n'y ait plus rien à y reprendre. Bien au contraire, nous avons pleinement conscience qu'en dépit de succès considérables notre démocratie ne constitue que l'ébauche de ces rapports démocratiques qui s'établiront dans notre système social quand sera entièrement abolie l'exploit-

tation de l'homme par l'homme, quand seront très fortement développées les forces productives de notre pays et quand seront anéantis tous les vestiges du capitalisme. Mais les germes de cette évolution future et de ces formes à venir se trouvent déjà dans notre système de démocratie populaire, et notre tâche est — en accord avec les conditions objectives — de les développer encore.

J'ai noté plus haut que les classiques du marxisme-léninisme regardaient l'attitude des divers mouvements démocratiques bourgeois à l'égard de l'auto-administration locale comme une des pierres de touche de leur démocratisme. C'est d'autant plus vrai et évident dans les conditions de la révolution socialiste, qui est dans le vrai sens une révolution populaire, et qui ne peut pas vaincre sans élever les couches basses de l'humanité hors de leurs ténèbres et de leur état arriéré, et sans faire d'eux les porteurs directs du pouvoir. Il en résulte que le besoin de développement des organes locaux du pouvoir populaire, loin de s'atténuer dans le socialisme, s'accroît au contraire. L'Etat socialiste n'est pas centraliste au sens de l'Etat bourgeois, dans lequel un moyen pour la bourgeoisie de garder le pouvoir pour elle est de concentrer aux mains du pouvoir central toute la force de l'Etat, ce qui annule l'influence des masses populaires même à l'échelle locale. Le centralisme démocratique de l'Etat socialiste se fonde sur la volonté démocratiquement exprimée du peuple, c'est-à-dire des travailleurs qui con-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Dans la mesure où, dans tel ou tel pays, on s'est écarté des principes de cette Loi, on ne s'en est écarté que dans un sens négatif — dans le sens de la limitation de l'auto-administration, et de concessions consenties aux tendances bureaucratiko-centralistes.

Que ce soit justement notre pays qui ait donné après la guerre la première loi aussi démocratique, ce n'est pas un hasard. Notre peuple a traversé une révolution telle qu'elle a élevé la conscience politique des travailleurs à un niveau hors de pair. Seul un peuple tel que celui-ci pouvait si rapidement trouver, pour son pouvoir démocratique, des formes aussi démocratiques que celles dont notre Loi sur les Comités Populaires est l'expression.

Néanmoins cette première Loi sur les Comités Populaires avait aussi certaines faiblesses, par suite desquelles la vie même l'a dépassée dans beaucoup de questions. L'évolution postérieure des Comités Populaires, surtout au point de vue du système d'organisation, est entrée parfois en contradiction directe avec certaines dispositions de la Loi en vigueur sur les Comités Populaires.

Cette marche des choses est compréhensible. La première Loi sur les Comités Populaires avait été votée dans des conditions où la construction du socialisme dans notre pays n'en était qu'à ses débuts. Le sec-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

duisent tout l'ensemble de la machinerie étatique. C'est pourquoi, comme nous l'avons vu, le centralisme démocratique implique et l'unité du pouvoir, et la subordination des organes inférieurs aux organes supérieurs, et l'auto-administration du peuple au moyen des différents organes du pouvoir populaire, et la responsabilité de chacun de ces organes devant ceux qui l'ont élu. Il en découle que le haut, et sans cesse plus haut degré d'auto-administration de nos Comités Populaires, ne porte en aucun cas atteinte au centralisme démocratique, qui est indispensable pour parvenir au maximum de résultats dans le développement des forces productives : bien au contraire, il lui donne plus de solidité.

Il y a exactement trois, ans, en mai 1946, que notre Assemblée Nationale a voté une Loi sur les Comités Populaires. C'était la première loi sur les Comités Populaires promulguée dans le monde socialiste après la Deuxième Guerre Mondiale. Plus tard, les autres démocraties populaires ont à leur tour fait des lois ayant le même objet, en gros sur le modèle de la nôtre. On nous accuse calomnieusement de dégénérer en république bourgeoise. C'est cependant nous qui, avec notre Loi sur les Comités Populaires, avons donné l'exemple du chemin que doit suivre le développement de la démocratie populaire comme démocratie socialiste, et pas un seul de ceux qui ont copié notre Loi sur les Comités Populaires, en l'adaptant à son pays, n'a surpassé le démocratism de cette Loi.

teur socialiste n'englobait alors, en gros, que l'industrie lourde et moyenne, le commerce de gros, la banque, etc., tandis que justement le secteur de l'industrie locale était encore presque entièrement capitaliste. La première Loi sur les Comités Populaires vouait, de ce fait, davantage d'attention aux fonctions régulatrices et de contrôle des Comités Populaires, et par suite le système d'organisation s'adaptait principalement à ce genre de tâches.

Or dans la suite, de gros changements que vous tous connaissez bien, sont intervenus dans la structure économique et sociale de notre pays. Le secteur socialiste a prévalu et dans l'économie locale, et dans le commerce; il a commencé à prendre un puissant essor dans l'agriculture, et — comme cela se conçoit — tous ces faits devaient modifier radicalement les méthodes de travail, et le travail même, des Comités Populaires. Ils sont maintenant devenus les dirigeants immédiats de toute l'économie, de toute la vie culturelle et de toute l'édification sociale dans leur ressort — exécutant en partie leurs propres plans, en partie ceux de la Fédération et des Républiques. On peut bien comprendre qu'il a fallu commencer à modifier les formes d'organisation, et que le rôle des Comités Populaires devait aller en grandissant continuellement.

Je n'entrerai pas dans l'historique des Comités Populaires, ni n'étalerai de chiffres et d'autres données

sur leur travail et leur force, car cela me prendrait beaucoup trop de temps. En outre, vous connaissez de près l'œuvre et les succès de nos Comités Populaires depuis la libération jusqu'à maintenant. Dès le premier jour les Comités Populaires ont été investis de la totalité des pouvoirs. En tant qu'organes du pouvoir ils sont apparus dès les jours de juillet 1941, et dès septembre 1942 le camarade Tito écrivait à leur sujet.

« Ne plus souligner le caractère *provisoire* des pouvoirs des NOO (38), mais insister sur les NOO comme *organes du pouvoir* et comme germe et base du futur pouvoir populaire. »

Et ils devinrent effectivement cette base. C'est d'eux que sont issus, dans les années 1942 et 1943, tous les autres organismes du pouvoir populaire, des nationalités aussi bien que de la Fédération. Ils sont restés après la guerre aussi cette base de tout notre appareil d'Etat, et comme tels se sont encore plus fortement affirmés.

Depuis leur apparition les Comités Populaires ont assumé, comme organes sur leur territoire, du pouvoir d'Etat unique, *toutes les tâches intéressant l'ensemble de l'Etat et appliqué toutes les mesures de*

---

(38) C'est-à-dire « Comités de Libération Nationale » : c'est le nom que portaient alors les Comités Populaires.

*direction de l'Etat.* Sans l'extraordinaire activité organisatrice et sans l'initiative multiforme des Comités Populaires, nous n'aurions pas pu même imaginer les énormes succès que nous avons obtenus dans le relèvement d'après-guerre et dans l'édification socialiste du pays. Dans un travail et une lutte de tous les instants, les Comités Populaires n'ont cessé d'élever leur niveau politique et idéologique, et en même temps s'est affirmé avec une force sans cesse croissante leur rôle dans l'économie socialiste.

Leur activité économique ressort d'une façon particulièrement frappante de la structure de leur budget. Tandis que le budget des Comités Populaires en 1947 avait encore un caractère principalement administratif, les budgets des Comités Populaires de 1949 sont déjà clairement ceux d'organes locaux socialistes du pouvoir, mettant en évidence au premier chef l'accumulation de revenus de l'économie. Alors que l'impôt sur le chiffre d'affaires de la production locale rapportait, en 1947, 2.595.445.000 dinars et, en 1948, 4.905.225.000 dinars, soit une participation à l'impôt global sur le chiffre d'affaires de 8,8 % en 1947 et de 9,5 % en 1948, l'impôt prévu pour 1949 sur le chiffre d'affaires des productions de provenance locale atteint le chiffre de 5.664.000.000 dinars. Les crédits de roulement pour les entreprises économiques locales ont atteint, en 1947, 3.937.210.000 dinars, en 1948 — 7.937.579.000 dinars, et ceux prévus pour 1949 — 11.168.359.000 dinars.

Le nombre total des entreprises industrielles locales a été (non compris la Bosnie et Herzégovine) :

- pour l'industrie d'Etat en 1947 de 1.788
- pour l'industrie d'Etat en 1948 de 2.534;
- pour l'artisanat d'Etat en 1947 de 746;
- pour l'artisanat d'Etat en 1948, de 1.818;
- pour le commerce d'Etat en 1947 de 6.458;
- pour le commerce d'Etat en 1949 de 15.118,

ce qui représente 41,3 % des ateliers de commerce, tandis que le nombre des magasins coopératifs était en 1948 de 17.052 ou 46 %, et le nombre des magasins de vente des organisations sociétaires de 3.557 ou 9,8 %.

La valeur globale de la production industrielle locale, calculée aux prix de vente des producteurs, se monte en 1948 à 12.802.458.000 dinars, et le plan pour 1949 l'estime, aux prix de vente des producteurs, à 21.911.400.000 dinars.

L'activité économique des Comités Populaires se manifeste puissamment aussi dans le domaine du bâtiment. Les entreprises de construction des Comités Populaires bâtissent non seulement à l'échelle locale, mais aussi pour les Républiques et pour la Fédération. La capacité de ces entreprises de constructions a en 1948 dépassé 7 milliards de dinars.

Il est clair que les Comités Populaires comme tels constituent une grande école de masse, par laquelle

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

passent et dans laquelle s'instruisent pour les tâches de l'édification socialiste des dizaines et des dizaines de milliers des meilleurs représentants de notre peuple travailleur.

Il y a aujourd'hui en tout, dans la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, 151.313 membres des Comités Populaires (non compris les Comités Populaires de régions). Parmi eux, 119.804, dont plus de 40.000 membres du Parti, constituent 8.104 Comités Populaires locaux. Si l'on ajoute encore à cela — sans compter les assemblées d'électeurs — les centaines de milliers de citoyens qui font partie de commissions, conseils, groupes d'action, etc., on obtient une claire idée de l'énorme rôle éducatif de notre système de pouvoir populaire.

Bien entendu, dans tout ce travail, le principal appui des Comités Populaires est le Front Populaire, qui constitue certainement une forme nouvelle et remarquablement adéquate pour la participation massive et directe de nos travailleurs à l'administration de l'Etat et pour le contrôle des masses sur cette administration.

Tout cela prouve éloquemment que notre pouvoir populaire n'est pas de la phraséologie démagogique, et qu'il n'est pas *populaire* sur le papier seulement, mais aussi dans la réalité.

Toutes ces données réunies fournissent une esquisse suffisamment claire du rôle élargi qu'ont assumé les

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Comités Populaires dans cette période d'offensive socialiste générale dans notre pays. Les résultats obtenus ont exigé du même coup la révision de la Loi sur les Comités Populaires. Il est apparu indispensable d'éliminer au plus tôt les insuffisances de la Loi en vigueur sur les Comités Populaires, afin que ceux-ci puissent prendre le développement le plus universel possible.

On conçoit bien qu'outre la nécessité d'écarter toutes ces insuffisances et ces faiblesses de l'ancienne Loi sur les Comités Populaires, le besoin s'est fait sentir aussi d'enregistrer le progrès accompli entre temps dans l'évolution de notre démocratie populaire. Ce sont toutes ces préoccupations que reflète notre nouvelle Loi sur les Comités Populaires. La nouvelle Loi met les prescriptions en harmonie avec l'état de fait existant, et en outre répare une faute qui caractérisait la première Loi, à savoir une trop grande rigidité de prescriptions quant aux formes d'organisation des Comités Populaires. La nouvelle Loi se borne à donner des principes généraux et un cadre de système d'organisation des Comités Populaires, mais laisse à l'organisation la faculté d'évoluer encore dans ce cadre. Nous savons tous que nos Comités Populaires de même qu'en général toutes les formes d'organisation de notre pouvoir, ne sont pas et ne doivent pas être je ne sais quelles vérités éternelles ou formes statiques, mais constituent un organisme vivant, qui se modifie parallèlement aux modifications de notre orga-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

nisme vivant, qui se modifie parallèlement aux modifications de notre structure économique et sociale, au développement du socialisme, au renforcement des forces productives de la société et à l'élévation de la conscience sociale des masses.

Il reste à attirer l'attention sur quelques caractéristiques fondamentales de cette Loi sur les Comités Populaires.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

VI

**LES CARACTERISTIQUES  
DE LA NOUVELLE LOI  
SUR LES COMITES POPULAIRES**

Tout d'abord, la nouvelle Loi comme l'ancienne souligne que les Comités Populaires sont les organes suprême du pouvoir d'Etat dans l'étendue de leur unité d'administration territoriale, et que leur sont subordonnés — sauf les exceptions déterminées par la loi — tous les organes de l'administration de l'Etat dans leur ressort. La nouvelle Loi précise encore cela et le concrétise en ajoutant que, non seulement les Comités Populaires sont l'organe suprême du pouvoir populaire dans leur unité administrative, mais qu'ils sont comme tels uniques, c'est-à-dire qu'il ne peut pas exister à côté d'eux d'autres organes du pouvoir d'Etat avec lesquels les Comités Populaires partageraient le pouvoir. La loi veut avant tout faire ressortir par là que tout le pouvoir est concentré dans les Comités Populaires et qu'il ne peut pas y avoir à côté d'eux d'organes du pouvoir central tels que, par exemple commandants, préfets, gouverneurs,

grands joupans, etc. des autres pays. L'unité du pouvoir est ainsi encore plus fortement affirmée.

La loi fait dans une certaine mesure une exception en permettant aux ministères fédéraux et à ceux des Républiques d'avoir, sur la base d'une loi et pour des tâches administratives déterminées, sous leur direction immédiate, leurs propres organes d'administration dans le ressort des Comités Populaires. Toutefois, ces exceptions ne peuvent être faites, comme je l'ai dit, que par une loi, et en outre se rapportent uniquement à des tâches administratives ou à des services déterminés que, dans les circonstances actuelles, les Comités Populaires ne peuvent pas assumer de façon satisfaisante, ou bien où la nature même des affaires à traiter exige une totale centralisation des directives. Aujourd'hui, les seules institutions qui disposent de ce genre d'organes administratifs spéciaux dans le ressort des Comités Populaires sont la Direction de la Sécurité d'Etat au Ministère de l'Intérieur (tandis que les autres affaires ressortissant au Ministère de l'Intérieur sont gérées par les Comités Populaires agissant par leurs délégations des affaires intérieures), le Ministère de la Défense Nationale, l'Office Fédéral de Statistique et les Assurances Sociales. On voit par là que ces exceptions ne portent nullement atteinte à l'auto-administration du peuple dans l'unité administrative territoriale, mais servent uniquement à sa protection et rendent possible une bonne direction générale de la part des organes supérieurs du pouvoir d'Etat.

dances mènent au divorce de l'appareil administratif et des organes représentatifs du pouvoir, et font de ces derniers les simples exécuteurs administratifs des organes supérieurs d'administration, en sorte que les organes locaux du pouvoir d'Etat risquent de devenir dans de telles conditions de simples meetings consacrés aux discours de propagande. C'est aussi pour ces raisons que nous nous sommes toujours opposés à la tendance des organes administratifs fédéraux ou des Républiques à instituer leurs propres organes auprès des Comités Populaires, sauf dans les cas où l'exige vraiment la nature des affaires à traiter. En outre, nous avons voulu que soit donnée aux Comités Populaires une compétence aussi exactement déterminée que possible, et dans les limites de laquelle — dans le cadre du plan et des directives des organes supérieurs, — ils traitent leurs affaires de façon autonome et sans que l'appareil des organes supérieurs du pouvoir s'en mêle, sauf en raison des droits que la Loi donne auxdits organes supérieurs. Sans cette garantie, l'auto-administration du peuple ne serait plus qu'une expression vide de sens, et le bureaucratisme minerait tout développement de l'initiative créatrice des masses.

La Loi stipule d'autre part que les Comités Populaires, comme organes représentatifs du pouvoir, dirigent l'administration d'Etat par leur comité exécutif. Le comité exécutif expédie d'une part les décisions de son propre Comité Populaire, d'autre part les affaires courantes intéressant une République

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

De toute évidence, donc, les Comités Populaires sont, à l'abri de tout empiètement, le seul organe du pouvoir d'Etat sur l'étendue de leur unité administrative territoriale, et ils conduisent ou contrôlent directement, dans le cadre de leurs prérogatives légales, toute l'administration de l'Etat et ses entreprises et institutions sur leur territoire. Comme tels, les Comités Populaires expédient dans leur ressort aussi bien les affaires d'intérêt local que celles qui concernent toute une République ou toute la Fédération. C'est dans ce fait que s'exprime de la façon la plus patente l'unité du pouvoir.

Déjà dans la Loi en vigueur jusqu'à présent, le principe était nettement posé que les rapports entre les organes supérieurs et inférieurs du pouvoir d'Etat sont fondés sur les droits réciproques déterminés par la Loi, et que par conséquent les organes inférieurs, tout en étant subordonnés aux organes supérieurs, ne sont pas simplement leur appareil exécutif d'administration. Dans ce sens, la Loi précédente visait déjà à ce que la compétence des Comités Populaires fût définie sous le double aspect de leurs droits et de leurs devoirs. La nouvelle Loi est allée plus loin à ce point de vue, en sorte qu'elle a encore plus fortement établi les Comités Populaires comme porteurs du plein pouvoir populaire, et elle a porté ainsi un coup de plus aux tendances bureaucratiques.

Nous avons toujours combattu les tendances bureaucratiques, car notre expérience propre et celle des autres pays socialistes ont montré que ces ten-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

ou la Fédération, ces dernières selon les directives du gouvernement et de ses ministères. De toute son activité le comité exécutif est responsable tant devant son Comité Populaire que devant les organes supérieurs du pouvoir d'Etat. Cette double responsabilité rend obligatoire, d'une part, une conduite unifiée de la politique générale de l'Etat, et rend possible, d'autre part, un contrôle réciproque par en bas et par en haut, c'est-à-dire le contrôle des échelons supérieurs de direction sur le travail de l'organe subordonné aussi bien que le contrôle des représentants du peuple, au sein du Comité Populaire de l'unité administrative et territoriale, sur les mesures des organes supérieurs de l'Etat, mises à exécution dans leur ressort par l'intermédiaire de leur appareil exécutif et administratif. Il ne fait aucun doute qu'un tel système fournit la plus parfaite synthèse réalisée jusqu'à présent de la centralisation nécessaire du mécanisme d'Etat du pouvoir populaire, d'une part, et de l'auto-administration du peuple de l'autre. Toute remise en question de cette synthèse, soit dans un sens soit dans l'autre, doit inévitablement entraîner des troubles dans l'évolution de la démocratie socialiste : ou bien, en effet, en réduisant la part du centralisme, on donnerait carrière au particularisme local, à un nuisible morcellement et à l'affaiblissement de l'effort économique général et du progrès du pays ; ou bien, en renforçant le bureaucratisme, en détachant l'appareil bureaucratique du peuple pour le mettre au-dessus de lui, on porterait préjudice au démocratisme du sys-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

tème et à l'auto-administration du peuple, et on aboutirait non moins sûrement à freiner l'évolution socialiste.

Il est particulièrement important de souligner que notre Loi sur les Comités Populaires dispose que les différentes branches de l'administration de l'Etat sont sous la conduite des délégués du Comité exécutif, lesquels délégués sont désignés par le Comité exécutif lui-même et pris dans son sein : il est seulement admis, à titre exceptionnel, que le délégué aux affaires intérieures peut être choisi, par le Comité exécutif, même parmi des personnes qui ne sont pas membres du Comité Populaire. Il est clair toutefois que de pareils cas seront très rares. Tous les délégués sont responsables de leur activité directement devant le comité exécutif de leur Comité Populaire, et également devant le délégué du comité exécutif supérieur, ou selon les cas devant le ministre intéressé de la République populaire en cause. Le délégué dirige aussi bien l'exécution des affaires de son Comité Populaire que celle des affaires qui relèvent du Comité Populaire supérieur, ou selon les cas de tel ou tel ministère. De cette manière est appliqué de la façon la plus conséquente, dans nos Comités Populaires, cet important principe de la démocratie socialiste, que les fonctionnaires de direction doivent être élus et révoqués directement par le peuple. Il s'est manifesté de temps à autre, dans les organes supérieurs du pouvoir d'Etat, une tendance bureaucratique à faire des délégations des

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

#### LA STRUCTURE DES COMITÉS POPULAIRES

En ce qui concerne la structure des Comités Populaires les principales modifications que comporte la nouvelle Loi sont les suivantes :

1. Des Comités Populaires régionaux sont créés dans toutes les Républiques, sauf le Monténégro et la Province Autonome de Voïvodine. La Loi détermine leurs compétences et prérogatives par rapport aux Comités Populaires inférieurs. Le besoin de créer des Comités Populaires régionaux s'est fait sentir pour les raisons dont j'ai parlé plus haut. Tant que la tâche du Comité Populaire était surtout régulatrice, nous pouvions nous contenter de l'existence de Comités Populaires de district et locaux. Mais maintenant qu'aux Comités Populaires incombent d'énormes tâches de direction économique immédiate, et surtout d'édification socialiste au village, il est devenu impossible que les gouvernements des Républiques Populaires assument de façon satisfaisante la tâche de donner des directives immédiates aux Comités Populaires de district, et ceux-ci, eux non plus, ne peuvent pas seuls venir à bout de toutes les tâches. C'est

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Comités Populaires de simples départements exécutifs des ministères pour les diverses unités administratives territoriales. Le comité exécutif cesserait en fait, dès lors, d'être l'organe exécutif du Comité Populaire, et celui-ci serait pratiquement privé de tout pouvoir. Nous n'avons pas seulement brisé cette tendance, nous avons encore élevé davantage le rôle du comité exécutif, puisque ces membres dirigent effectivement et directement les différentes branches de l'administration d'Etat, et puisqu'ils sont responsables tant devant le comité exécutif de leur Comité Populaire, et par lui devant le peuple de l'unité administrative territoriale, que devant l'organe supérieur de l'administration d'Etat, ce qui garantit une direction compétente des affaires et un contrôle constant des organes supérieures sur les diverses délégations. Il n'y a aucun doute que c'est là une grosse acquisition démocratique de notre Révolution, et à la fois une confirmation pratique de plus de la justesse des principes que Marx a établis, à propos de la Commune de Paris, en ce qui concerne le développement de la démocratie socialiste.

Enfin, il convient encore de relever que la Loi prévoit toute une série de formes de participation directe des masses populaires au travail des organes des Comités Populaires, telles qu'assemblées des électeurs, consultations, commissions diverses, participation à la commission de planification et de contrôle, à l'inspection populaire, aux conférences techniques des délégations, etc.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

pourquoi précédemment déjà, sur l'initiative du Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, un décret pris par le Présidium de l'Assemblée Nationale de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie a immédiatement engagé les préparatifs de l'institution de Comités Populaires régionaux.

2. Dans la détermination des formes d'organisation de l'appareil d'administration du Comité Populaire, la nouvelle Loi n'entre pas dans les détails et ne fixe pas de schéma concret d'organisation ainsi que le faisait la Loi en vigueur jusqu'à présent : elle donne seulement des cadres et des principes. Sont seules fixées les formes de base telles que délégations, directions, départements, sections, groupes, conseils, commissions, étant posé que les gouvernements des Républiques Populaires donneront des directives d'application concrète, et que les Comités Populaires fixeront eux-mêmes dans leurs statuts, et en accord avec les organes supérieurs, l'organisation concrète de leur appareil de gestion. L'expérience acquise nous a montré qu'il n'est pas judicieux d'insérer dans la Loi des schémas fixes d'organisation, non seulement parce qu'il y a d'énormes différences entre les divers districts et régions, qui exigent aussi l'application de formes diversifiées d'organisation, mais encore parce qu'en fonction des succès à venir dans l'édification du socialisme il doit survenir des modifications substantielles de la structure organique de l'appareil des Comités Populaires.

3. Au lieu des anciens départements du comité exécutif sont créées des délégations ayant à leur tête un délégué (*poverenik*) membre du comité exécutif, c'est-à-dire représentant élu du peuple. La création des délégations élève à la fois et affermit encore davantage la direction des différentes branches de l'administration locale d'Etat, et corrobore le principe — déjà posé au cours même de la Guerre de Libération, et confirmé dans la Loi précédente — que les diverses branches de l'administration locale de l'Etat sont dirigées par des représentants élus du peuple. Ainsi est mis davantage encore l'accent sur le démocratisme de notre système de pouvoir populaire.

4. Une importante modification introduite par la nouvelle Loi est l'inclusion du ressort des affaires intérieures dans le domaine de direction du Comité Populaire. Il est hors de doute que c'est là encore un sérieux pas en avant dans l'approfondissement du démocratisme du système de pouvoir populaire. Il résulte de la consolidation politique des Comités Populaires comme organe de l'Etat du peuple travailleur.

Le statut du délégué aux affaires intérieures diffère du statut des autres délégués désignés par le comité exécutif en ceci, que le délégué aux affaires intérieures doit être nommé par le comité exécutif d'accord avec le ministre de l'Intérieur. Cette exception

à la règle est nécessaire en vue de la plus grande unité possible de ce service, qui n'est jamais de caractère uniquement local et qui en outre demande des délégués de capacité spécialisée. Mais le délégué aux affaires intérieures est responsable tant devant le Ministre de l'Intérieur que devant son comité exécutif.

5. A l'intérieur des délégations, la Loi prévoit la possibilité de créer des secteurs, départements, sections, bureaux, groupes, directions, etc. Ainsi est accentuée l'autonomisation des diverses branches de l'administration locale d'Etat à l'intérieur de l'appareil du Comité Populaire, en même temps qu'est rendue possible une meilleure liaison verticale des délégations avec la délégation du Comité Populaire supérieur et avec le ministère.

6. Le nouveau projet de Loi admet la formation de délégations, là où le besoin s'en fait sentir, également auprès des Comités Populaires locaux et urbains à l'intérieur du district. L'établissement de formes d'organisation uniformes pour tous les Comités Populaires locaux, tel qu'il était pratiqué jusqu'à présent, ne correspond pas à tout ce qu'a de varié, dans la réalité, la manière dont se présentent les tâches et les rôles des divers Comités Populaires locaux et urbains dans notre pays.

### **L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DES COMITÉS POPULAIRES**

Le nouveau projet de Loi reflète — par comparaison avec la Loi précédente — le rôle de plus en plus important et puissant des Comités Populaires dans l'édification sociale, économique et culturelle de leur territoire administratif. Il est dit dans la Loi que les Comités Populaires dirigent l'édification économique, sociale et culturelle de leur ressort. Cela signifie qu'ils ont la charge et le devoir de développer au maximum les forces productives dans leur ressort et d'élever systématiquement le niveau de vie social et culturel de leurs citoyens. De la sorte, nos Comités Populaires n'ont pas seulement à s'acquitter de quelques tâches limitées dans le domaine des affaires communales, du soin de la santé publique, etc., comme le font les organes de self-gouvernement local dans les Etats de démocratie bourgeoise : ils sont les porteurs de la plénitude du pouvoir et les conducteurs de toute l'édification sociale dans leur territoire — que ce soit dans le cadre de leur propre champ d'action local, en définissant les tâches et en les accomplissant en toute autonomie, ou que ce soit dans le cadre des affaires d'intérêt général, en effectuant les tâches

générales selon les directives et instructions des organes supérieurs du pouvoir. Dans l'un comme dans l'autre cas, les Comités Populaires sont les conducteurs directs du travail de tout l'appareil d'administration de leur ressort, hormis les exceptions expressément stipulées par la loi.

Eu égard à ce fait, les Comités Populaires ont leur budget et leur plan, qui est partie intégrante du plan général d'Etat, et cela assure tant l'unité de notre vie économique que l'initiative économique autonome des divers Comités Populaires.

Ayant en vue l'énorme accroissement de l'activité économique des Comités Populaires dont j'ai parlé plus haut, le projet de Loi a introduit — par rapport à l'ancienne Loi — certaines innovations qui vont de pair avec le renforcement effectif de l'économie locale, avec la consolidation accrue de la base économique des Comités Populaires, et de ce fait avec le renforcement de l'auto-administration populaire locale. Ces innovations sont principalement les suivantes :

1. Les prescriptions relatives aux fondements économiques des Comités Populaires sont rassemblées à part dans une section spéciale de la Loi, afin de mettre davantage en relief leur importance dans la l'édification du pouvoir populaire.

2. La loi consolide le droit prioritaire des Comités Populaires locaux et urbains à la gestion des terres et bâtiments.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

3. Outre le droit au budget, elle leur confirme le droit de disposer des taxes, ainsi que celui de disposer — dans le cadre des dispositions légales générales — du bénéfice des entreprises dont ils ont la gestion.

4. Elle leur confirme le droit de fonder, avec leurs ressources propres, leurs propres entreprises économiques de toutes branches, ces entreprises ne pouvant leur être retirées que par un décret du Présidium de l'Assemblée Nationale d'une République Populaire, ou, pour les Comités Populaires locaux, par une décision du Comité Populaire régional;

5. Dans la détermination des compétences des Comités Populaires, la Loi fixe de façon plus concrète les droits qui assurent aux Comités Populaires la possibilité d'un développement général de leur initiative économique, comme par exemple le droit de disposer des revenus des biens nationaux qu'ils administrent, le droit de distribution des ressources de base de leurs entreprises, le droit de régulation de l'activité économique locale, etc. Ces droits ne peuvent être modifiés que par la loi.

S'il est vrai que ces droits sont en gros contenus dans l'ancienne Loi, la nouvelle Loi les codifie en termes concrets, assurant ainsi au Comité Populaire un renforcement ininterrompu de sa base économique.

En ce qui concerne l'organisation dans le secteur économique, la Loi n'entre pas dans les détails, mais

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

laisse aux Comités Populaires et aux Républiques Populaires le soin de fixer les formes concrètes d'organisation.

Pris en bloc, le nouveau projet de Loi sur les Comités Populaires est la projection des résultats atteints par l'économie locale, et il ouvre les perspectives de son développement à venir.

#### LA DÉTERMINATION DES COMPÉTENCES

Il est d'une particulière importance que la nouvelle Loi fixe de manière plus rigoureuse les compétences des Comités Populaires. Le pouvoir d'auto-administration des organes locaux serait réduit à rien s'il était laissé aux seuls organes supérieurs d'administration de déterminer leur compétence. Dès le temps de guerre, quand il n'existait aucune disposition détaillée concernant les compétences, nos Comités Populaires s'acquittaient de leurs tâches en toute autonomie, et ils prouvèrent qu'ils étaient capables d'accomplir — avec l'aide constante des organes supérieurs — les tâches qui leur étaient assignées. Prenant en considération cette expérience, nous avons cherché à établir, déjà dans l'ancienne Loi, que soient déterminées avec toute la précision possible les com-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

pétences dans le cadre desquelles les Comités Populaires pourraient effectuer leurs tâches de façon autonome — bien entendu sous la direction générale et le contrôle des organes supérieurs. Déjà l'ancienne Loi a posé le principe que les compétences qu'elle définit constituent les droits et les devoirs des Comités Populaires en vue de l'expédition d'affaires déterminées, et que par conséquent ces compétences ne peuvent être fixées et modifiées que par la Loi. Ce principe est inséré aussi dans la nouvelle Loi, mais sous des aspects qui nous ont été dictés par les expériences acquises jusqu'à présent.

Le nouveau projet de Loi part, dans la définition des compétences, des principes suivants :

1. Les affaires du Comité Populaire peuvent se diviser en affaires d'intérêt général et affaires d'intérêt local. Les affaires d'intérêt général sont celles qui, bien que traitées à l'échelle locale, ont une portée générale, parce qu'elles assurent le fonctionnement d'ensemble de l'administration d'Etat ou l'exécution du plan économique général d'Etat. Telles sont par exemple la tenue des registres d'état civil, à l'aide desquels sont effectuées une quantité d'opérations intéressant l'ensemble de l'Etat (recrutement, politique démographique, etc.), ou les mesures tendant à promouvoir l'agriculture, qui sont une des conditions fondamentales de la politique générale de ravitaillement, etc. Dans ces affaires, tout naturellement, la subordination des Comités Populaires

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

aux organes supérieurs du pouvoir populaire se manifeste sensiblement davantage. Ces affaires-là sont expédiées sur la base des ordonnances et des instructions élaborées en détail par les organes supérieurs, encore que, même dans cette sorte d'affaires, les Comités Populaires aient la possibilité de développer une large initiative. La Loi n'entre pas dans l'énumération de cette catégorie d'affaires : elles sont dénombrées par les prescriptions des organes supérieurs d'Etat qui règlent l'exécution des tâches générales en question.

D'autre part, la Loi tend à déterminer d'aussi près que possible les affaires d'intérêt local, qui ont une portée primordiale pour l'édification économique, sociale et culturelle locale. Dans ces affaires, la Loi donne la plus grande autonomie aux Comités Populaires, et ils ne dépendent pas des décisions et instructions directes des divers ministères. Le centralisme démocratique est assuré dans ces questions par la subordination au degré supérieur de direction, par le plan général d'Etat et par le contrôle.

2. Partant de cette répartition des affaires, le projet de Loi a tendu à ce que pour chaque échelon de Comités Populaires soient déterminées avec le plus possible de précision les affaires d'intérêt local, afin que soit bien assise l'autonomie de chaque Comité Populaire. La loi seule peut modifier ou compléter la liste des affaires d'intérêt local. De cette manière les rapports entre les divers organes d'Etats sont

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

établis avec beaucoup plus de précision, ce qui ne peut pas ne pas contribuer au renforcement de notre appareil d'Etat, à la lutte contre le bureaucratisme et au développement d'une plus grande initiative d'en bas.

3. La nouvelle Loi a également défini avec plus de rigueur les droits et devoirs des Comités Populaires dans les affaires qui sont mises sous leur compétence. Il est dit dans la Loi que les Comités Populaires ont le droit et le devoir

d'émettre des dispositions (résolutions) d'obligation générale, d'édicter des ordonnances, instructions et décisions, d'organiser des entreprises et institutions, d'entreprendre des mesures d'organisation administrative et d'application pratique, d'assurer des ressources matérielles et financières sous forme de plan économique et le budget, en garantissant ce faisant la bonne application de la loi (art. 26).

Ce sont là des droits remarquablement étendus pour les organes locaux du pouvoir populaire, et l'on ne peut nier qu'ils témoignent d'un véritable démocratisme et d'une vraie auto-administration populaire.

4. Conformément au principe énoncé plus haut, la Loi stipule que dans les affaires d'intérêt local, définies dans leurs caractères fondamentaux par cette

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Loi, les Comités Populaires peuvent édicter des dispositions et prendre des mesures de leur propre initiative, sans attendre que soient d'abord édictées des prescriptions générales à l'échelon de la Fédération ou de la République Populaire. Cette précision favorisera encore davantage l'initiative, surtout de la part des Comités Populaires de degré supérieur, et les encouragera à régler le plus activement possible les rapports locaux et à développer toutes les sources locales d'élévation du niveau économique, social et culturel de leur ressort. Il est clair que ceci n'enlève ni aux organes de la Fédération, ni à ceux des Républiques le droit de réglementer par voie légale — aux fins de fixation de la ligne générale de développement de l'activité locale — toute activité quelconque relevant de la compétence locale.

5. La Loi a, dans l'ensemble, formulé sur les mêmes principes que la précédente la compétence des Comités Populaires d'échelon supérieur par rapport à ceux d'échelon inférieur, mais beaucoup de principes y ont été posés plus clairement. D'autre part, la Loi établit normativement les droits et devoirs des Comités Populaires d'échelon plus élevé et des organes des Républiques envers les Comités Populaires. Ils

exercent une direction générale sur le travail des Comités Populaires inférieurs, émettent des prescriptions générales pour unifier leur activité, donnent des instructions et directives pour l'ac-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

complissement de leurs tâches, leur fournissent une assistance technique et d'organisation, et les aident dans l'affectation et l'amélioration des cadres, exercent une surveillance sur la légalité de leur travail et les aident à développer leur initiative et à exercer pleinement les droits qui leur sont conférés par la loi (art. 41).

En outre, le projet de Loi établit clairement la responsabilité dite verticale, c'est-à-dire des organes inférieurs de l'administration d'Etat devant les organes supérieurs. La Loi formule également — maintenant le principe inscrit dans la Loi précédente — les droits des organes supérieurs en matière d'annulation ou de suspension des actes des organes inférieurs.

Les dispositions insérées dans ce projet de Loi en matière de compétences sont une puissante contribution à l'édification des organes locaux de notre Etat socialiste.

A cela il faut ajouter que le champ d'action local défini dans cette Loi n'est nullement un concept immuable. Il ne fait aucun doute que ce champ d'action dit local ira sans cesse en s'élargissant, et que l'évolution générale ira dans l'avenir vers la disparition des différences entre ce qui est d'intérêt général et local. Ce changement progressif sera amené d'une part par le développement des forces productives dans notre pays, d'autre part par les progrès de la qualité technique de nos Comités Populaires. Il est indubitable que si nos Comités Populaires peuvent

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

être chargés d'aussi larges compétences, c'est parce qu'ils se sont montrés à la hauteur de pareilles tâches au cours de la guerre, et surtout depuis la guerre. Ce sont les résultats obtenus qui nous ont prouvé qu'au fur et à mesure que s'affinent plus grandes les capacités de nos Comités Populaires, on peut confier à leur direction autonome un rayon d'action de plus en plus large.

En divisant les affaires en affaires d'intérêt général et affaires d'intérêt local, nous ne sommes pas tombés dans la vieille théorie bourgeoise qui distingue les affaires d'administration autonome et les affaires déléguées.

Bien au contraire, dans tout notre système de pouvoir populaire est nettement mis en vigueur le principe que les Comités Populaires sont l'organe unique du pouvoir d'Etat, et qu'il n'y a pas en eux deux natures — celle d'organes d'autonomie et celle d'organes d'Etat — puisqu'ils sont des organes du pouvoir d'Etat établis sur le principe d'auto-administration, et que le régime du pouvoir d'Etat dans les conditions de notre démocratie populaire n'est pas autre qu'un régime d'unification des organes d'auto-administration en un pouvoir d'Etat indivisible.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

VII

**LES TACHES A VENIR  
POUR LA CONSOLIDATION  
DES COMITES POPULAIRES**

Il va de soi que le problème futur de l'évolution et de la consolidation des Comités Populaires ne sont pas seulement l'affaire de cette Loi. Au contraire, pour que cette Loi puisse être appliquée jusqu'au bout — dans son esprit et non pas seulement dans sa lettre — il sera nécessaire que tous nos organes de direction de l'Etat, et au premier chef les organisations du Parti Communiste et du Front Populaire, contribuent au maximum, dans le domaine de l'organisation et sur le terrain politique, à la lutte pour la consolidation des Comités Populaires. Je me limiterai ici, à ce propos, à quelques-unes des tâches les plus actuelles.

I. Il est tout d'abord nécessaire et indispensable que dans le plus bref délai possible soient fermement installés les Comités Populaires régionaux, car ils sont

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

aujourd'hui la clef de voûte de l'édification ultérieure de l'appareil de nos Comités Populaires, et en général de tout notre appareil d'Etat.

Faute de Comités Populaires régionaux, et solidement installés, nous ne pourrions même pas envisager la déconcentration progressive des opérations administratives, indispensable pour un fonctionnement meilleur et plus rapide de notre appareil d'Etat et pour l'instruction de nos cadres en un règlement autonome des affaires, ainsi que pour l'amélioration du travail des organes de direction des Républiques et de la Fédération.

Il est absolument superflu et injustifié de craindre, comme on y paraît porté dans certains ministères, que le transfert d'une partie des cadres des ministères dans les Comités Populaires régionaux, et le passage d'un certain nombre d'affaires de la compétence des ministères à celle des Comités Populaires régionaux, affaiblissent les organes de direction des Républiques. Au contraire, cela ne fera que les débarrasser d'une surcharge d'affaires et leur permettre de reporter davantage d'attention à la question du perfectionnement des méthodes de direction.

2. Il faut mettre fin à la pratique des incessantes créations d'unités administratives et territoriales nouvelles. Il est parfaitement clair que de fréquentes modifications étaient inévitables au début, car nous ne pouvions pas trouver d'un seul coup et dans tous les cas la meilleure solution. Mais il ne faut pas

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

oublier que tout changement introduit le trouble dans le travail de l'appareil exécutif et administratif et nuit à son adaptation technique. Il est temps, maintenant que nous avons tout de même acquis assez d'expérience, de consolider la division présentement réalisée, et de ne plus se livrer à de nouvelles modifications, sauf éventuellement dans des cas de besoin réellement fondé, et après une mûre analyse des conditions concrètes.

3. Il faut s'engager résolument dans la voie de la stabilisation de l'appareil des Comités Populaires, en gros sur la base du schéma de réorganisation publié l'année dernière par le gouvernement de la Fédération. Ce schéma n'est pas une recette obligatoire pour tout Comité Populaire, il ne fournit que des cadres généraux, et l'organisation concrète doit être décidée en fonction des conditions propres à chaque Comité Populaire. Et quand nous parlons de conditions concrètes, nous ne pensons pas seulement aux différences entre rayons agricoles et industriels, riches plaines et contrées montagneuses, etc., mais aussi aux conditions subjectives : aux cadres dont on dispose, au degré de culture, au niveau général, technique et politique, du personnel de direction, etc. Ensuite, il faut tenir compte du fait que certaines corrections doivent aujourd'hui être apportées aux schémas-cadres établis précédemment : je n'en indiquerai pas ici le détail, car elles n'ont qu'une portée technique et d'organisation, et non pas de principe. Il est nécessaire

à cette fin de procéder à une sérieuse élaboration du statut des Comités Populaires, accompagnée d'une systématisation simultanée des postes de fonctionnaires dans leur appareil. Les Comités Populaires régionaux et les commissions d'édification du pouvoir populaire doivent collaborer à la mise sur pied du statut de chaque Comité Populaire pris individuellement, afin d'aider le Comité Populaire à dominer ses tâches et à affermir et organiser au mieux son appareil. Il va sans dire que nous ne pouvons pas dès aujourd'hui pourvoir à tous les postes nécessaires à l'appareil des Comités Populaires, et la plupart du temps il n'en est même pas besoin, mais la seule détermination précise des diverses fonctions à remplir, un seul homme dût en assumer plusieurs pour un temps plus ou moins long, contribuera notablement à la consolidation de l'appareil de nos Comités Populaires. Dans ce sens le travail de mise au point des statuts des Comités Populaires sera d'une grande importance pour l'édification en cours de notre pouvoir populaire.

4. Il faut établir entre les différents secteurs d'administration une liaison verticale beaucoup plus étroite que jusqu'à présent, non seulement dans le sens de la subordination des échelons inférieurs aux échelons supérieurs, mais aussi dans le sens d'une assistance accrue des organes supérieurs aux inférieurs. L'idée s'est un peu trop ancrée chez nous, dans l'appareil de certains de nos ministères, que la responsabilité du

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

ministère, à l'égard de la délégation du même ressort dans les Comités Populaires, se borne au devoir de mettre à exécution, par l'intermédiaire de cette délégation, toutes les mesures intéressant l'ensemble de l'Etat. Or cette conception est erronée. Nos cadres de direction doivent comprendre qu'ils sont simultanément responsables aussi du fonctionnement, de l'organisation, du recrutement des cadres, des aptitudes techniques de la délégation du Comité Populaire dans la branche en cause. Aussi les ministères doivent-ils donner à ces délégations une constante assistance d'organisation et d'instruction, et se tenir au courant de façon exhaustive du travail de ces délégations. C'est ainsi que nous assurerons une constante et rapide qualification des Comités Populaires pour l'accomplissement de tâches croissantes, et l'élévation incessante de leur niveau technique.

5. Je veux encore m'arrêter particulièrement à la question de la formation technique de nos cadres des Comités Populaires. Nous en avons abondamment parlé au V<sup>e</sup> Congrès, mais on ne peut pas dire que nous ayons suffisamment fait dans ce domaine. Il ne suffit pas de nous enthousiasmer pour l'électivité et l'amovibilité des Comités Populaires et des fonctionnaires dirigeants. Nous n'aurons en rien contribué à la rapide édification du socialisme et à la rapide élévation du niveau de vie des masses populaires quand nous aurons librement élu, puis librement révoqué le personnel de direction des Comités Popu-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

lares, pour la simple raison qu'avec la meilleure volonté du monde il n'est pas capable de s'acquitter convenablement des tâches qui lui incombent. Nous ne serions que des phraseurs petits-bourgeois et des démagogues si nous racontions au peuple que tout ira bien dès lors qu'il peut élire qui il veut à la direction des affaires. Il s'agit que le personnel de direction soit *élu*, mais en même temps qu'il soit *capable* de remplir les tâches pour lesquelles il a été élu. C'est pourquoi chacun de nos ministères des Républiques, et aussi de la Fédération, doit se préoccuper tout spécialement d'élever la valeur technique des cadres des Comités Populaires, à l'aide de moyens tels que cours, séminaires, enseignement par correspondance, instructions techniques aussi concrètes que possible sur toutes les questions courantes, envoi direct d'instructeurs, séminaires *ad hoc* pour les tâches concrètes que doivent affronter nos cadres, édition d'ouvrages de formation technique, etc. En outre, il faut de plus en plus compléter l'appareil des Comités Populaires avec des cadres techniques instruits, qui puissent donner un appui technique constant et quotidien aux dirigeants des Comités Populaires et de leurs branches d'administration.

Pour que l'aide des organes supérieurs soit incessante et aussi efficace que possible, il est nécessaire et indispensable que soit créé, ou que soit mieux organisé, dans les ministères et auprès des Comités Populaires régionaux, un appareil spécial d'organisation et d'instruction (départements, sections ou grou-

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

pes), avec des instructeurs qui se rendent sur place dans les Comités Populaires et soient en état de leur fournir une aide concrète. Je le souligne encore une fois : sans un travail intensif de cet ordre, la meilleure et la plus démocratique des lois portant élection et amovibilité des fonctionnaires restera dépourvue de sens, le démocratisme restera sur le papier, et c'est le bureaucratisme qui sera maître.

6. Je voudrais à ce propos souligner un phénomène particulièrement déplorable : c'est la rapidité véritablement vertigineuse avec laquelle changent les cadres de direction dans nos Comités Populaires. Ces mutations sont si rapides que les individus n'ont même pas le temps de s'orienter convenablement, encore bien moins de se rôder techniquement pour le travail qui leur est confié — les voilà déjà rappelés et déplacés, et souvent pour un travail totalement différent. Je ne me fais certes pas l'illusion que, dans les conditions actuelles d'immense pénurie de cadres, nous puissions du jour au lendemain mettre fin à cette pratique : du moins pouvons-nous la limiter considérablement. Nos gens de direction doivent comprendre que les cadres ne tombent pas tout préparés du ciel, et que nous perdons beaucoup quand nous déplaçons un homme, d'une mission dans laquelle il a déjà acquis certaines expériences et connaissances, pour une autre où il lui faudra repartir de zéro en fait d'expérience. Nous devons tendre, pour ainsi dire, à une certaine spécialisation de nos cadres, c'est-à-

dire ne pas changer sans nécessité particulière la branche d'administration ou la spécialité qui leur est déjà familière. De même nous devons lutter sans trêve pour la continuité dans le travail de chaque branche d'administration au sein du Comité Populaire, pour éviter que chaque nouveau délégué ait à repartir, autant dire, du commencement.

7. Il faut combattre les manifestations d'illégalité et d'arbitraire dans nos Comités Populaires. Il y en a encore. Notre légalité est une légalité populaire, une légalité révolutionnaire, une légalité qui protège les intérêts des travailleurs de notre pays. Qui que ce soit qui la viole, et quelle que soit la victime de cette violation, cela porte tort au pouvoir populaire et aux travailleurs de notre pays. Le respect de la légalité n'est pas seulement une question de forme, c'est une question de fermeté de l'ordre juridique de l'Etat, de confiance des masses dans les organes de l'Etat, dans les normes juridiques de l'Etat, de formation de solides habitudes sociales qui passent dans la conscience et dans le sang des hommes, ce qui réduit la nécessité de l'intervention de l'Etat et le besoin d'un appareil de coercition, etc. Par conséquent le respect inconditionnel de la légalité doit être la règle non seulement de chaque citoyen de ce pays, mais aussi de tous les organes du pouvoir d'Etat — du plus bas au plus haut.

Bien entendu, l'arbitraire n'est pas toujours le résultat d'une intention consciente. Elle est encore plus

souvent l'effet de l'ignorance ou de l'incapacité. Mais nous ne pouvons plus tolérer cette ignorance dans nos Comités Populaires. Les dirigeants responsables et les fonctionnaires des Comités Populaires ont le devoir rigoureux de connaître toutes les prescriptions légales relatives à leur activité. L'ignorance de la loi ne peut en aucun cas être pour eux une circonstance atténuante quand ils commettent une faute. Aussi faut-il non seulement organiser la lutte pour la légalité des actes de l'appareil des Comités Populaires et de leurs fonctionnaires, mais lutter aussi pour la connaissance de cette législation, pour l'élévation du niveau de connaissances juridiques des cadres des Comités Populaires. La science juridique chez nous n'est plus seulement pour les avocats, les juges et les procureurs. Les constructeurs du socialisme, et par-dessus tout les membres des Comités Populaires, doivent connaître les normes de droit de leur pays socialiste, puisque ces normes sont celles dans le cadre desquelles ils travaillent.

8. Etroitement liée à cette question est celle de l'insuffisance de la lutte contre l'indolence, contre les restes du je-m'en-fichisme dans l'appareil d'administration des Comités Populaires. Il ne faut pas oublier que l'ancien appareil administratif yougoslave jouissait d'une large réputation de je-m'en-fichisme, et il ne faut pas s'imaginer que les vestiges de ces coutumes ont complètement disparu de notre appareil. Bien au contraire, cette indolence se manifeste

aussi bien dans le fonctionnement de l'appareil, dans l'accomplissement des tâches, que dans le négligé des formes extérieures, dans l'indiscipline et l'inexactitude des fonctionnaires, dans l'insuffisance du sens de la responsabilité personnelle, etc... C'est à cela aussi que se rattachent les manières bureaucratiques, inhumaines, grossières dans les rapports avec le public, la négligence dans l'effort d'éducation culturelle des fonctionnaires de direction et de l'appareil même des Comités Populaires, le manque de bonne présentation des bâtiments et des locaux des Comités Populaires, etc... A tout cela, il faut déclarer une guerre sans merci. C'est une question sur laquelle devra être particulièrement attirée l'attention des Comités Populaires régionaux.

9. Je désire relever tout spécialement que l'activité déployée pour associer les masses au travail des Comités Populaires — pour grands que sont les résultats obtenus — reste encore insuffisante, et que nos organisations du Parti et notre Front Populaire oublient quelquefois que c'est là une de leurs principales tâches. Il faut de façon incessante, obstinée, et à tous les degrés des organes de notre pouvoir populaire, lutter pour emplir d'un contenu réel toutes les formes existantes de participation du peuple à la gestion de l'Etat, telles qu'assemblées d'électeurs, conseils de citoyens, groupes d'action, inspection populaire, conférences ouvrières, etc., et, avant tout, les Comités Populaires eux-mêmes, qui sont par eux-

mêmes la meilleure forme de collaboration des travailleurs avec les organes du pouvoir populaire.

10. Il faut souligner particulièrement la tendance de certains comités exécutifs — tendance que nous n'avons pas encore réussi à extirper — à prendre sur eux toutes les fonctions du Comité Populaire, et à transformer l'assemblée plénière du Comité Populaire en une simple réunion périodique consacrée à des conversations générales. L'assemblée du Comité Populaire doit être aussi active que possible et examiner toutes les questions liées aux affaires courantes — qu'elles soient d'intérêt local ou général.

11. Il ne faut pas cesser de combattre l'étroit particularisme local, l'absence de discipline à l'égard des organes supérieurs dans le cadre de leurs prérogatives, le mesquin esprit de clocher dans le traitement des affaires intéressant tout l'Etat, etc. Toutes ces erreurs et faiblesses portent souvent un tort sérieux à la cause du bien de tous.

12. Enfin je veux encore une fois mettre l'accent sur le devoir que nous avons de réprimer de la façon la plus résolue l'esprit centraliste-bureaucratique dans les rapports des organes supérieurs avec ceux qui leur sont inférieurs. Il faut mettre fin à l'escamotage illégal des compétences des organes inférieurs, à la confiscation non justifiée de leurs institutions ou entreprises et à tous phénomènes semblables, qui se

camoufient ordinairement sous le manque de confiance, d'ailleurs dépourvu de fondements, dans la capacité des organes inférieurs du pouvoir populaire. Si les organes supérieurs considèrent que les organes subordonnés ne sont pas capables de s'acquitter des tâches de leur compétence, ils ont alors le devoir de les aider à s'en rendre capables, et non pas de les abandonner à leur incapacité. Ce n'est pas une question de formalité ; ce dont il s'agit, je le répète encore, c'est qu'une heureuse évolution du socialisme n'est possible que sous la condition d'un éveil de plus en plus puissant de l'initiative créatrice d'en bas. Outre cela, il faut que nos organes de direction perdent l'habitude de prendre de leur seul chef des décisions et résolutions que devront appliquer ensuite les organes inférieurs, sans avoir préalablement, et selon la règle, au moins consulté ceux qui auront à réaliser ces décisions. Ils recevront, de la part de ces organes inférieurs, des observations et des suggestions utiles, qui leur permettront de prendre des décisions réelles et objectives.

Je pense que les faits que j'ai exposés ont montré non seulement que la nouvelle Loi sur les Comités Populaires est nécessaire, mais qu'elle représente un succès remarquable sur la voie du développement de notre démocratie populaire. Comme telle, notre nouvelle Loi sur les Comités Populaires, en dépit de ce qu'a peut-être de superficiel l'élaboration qu'elle a faite de certains aspects de la question, représente un sérieux apport à la théorie et à la pratique de

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

l'édification de la démocratie socialiste. Nous avons tout lieu d'être fiers de cette Loi, car il y a peu d'actes aussi démocratiques dans le monde d'aujourd'hui. Les ennemis et les calomnieurs peuvent couvrir de boue notre pays, cette Loi, et d'autres succès comme elle dans notre marche vers le socialisme, témoignent que notre pays, sous la conduite du Parti Communiste et avec le camarade Tito à sa tête, est à la pointe de l'intrépide développement de la démocratie socialiste comme vraie démocratie populaire.

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

TABLE DES MATIERES

I. — A PROPOS DES DÉFINITIONS DE LA DÉMO- CRATIE POPULAIRE .....	9
II. — DÉMOCRATIE POPULAIRE ET DICTATURE DU PROLÉTARIAT .....	51
III. — DES FORMES DE LA DÉMOCRATIE POPU- LAIRE .....	73
IV. — LA TACHE ET LA FORCE DE NOS COMITÉS POPULAIRES .....	101
V. — LES PRINCIPES DE NOTRE ÉDIFICATION D'ÉTAT .....	141
VI. — LES CARACTÉRISTIQUES DE LA NOUVELLE LOI SUR LES COMITÉS POPULAIRES.....	153
La structure des Comités Populaires.	160
L'activité économique des Comités Populaires .....	164
La détermination des compétences....	167
VII. — LES TACHES A VENIR POUR LA CONSOLI- DATION DES COMITÉS POPULAIRES.....	175

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8

Edité par « *Le Livre Yougoslave* »,  
30, rue Louis-le-Grand, Paris.

---

Imprimé par Imprimerie Richard,  
24, rue Stéphenson, Paris (18<sup>e</sup>).

---

Approved For Release 2007/03/07 : CIA-RDP83-00415R007200140017-8